

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR
LA VALEUR DU RÉGIME DOTAL
ET
ÉTUDE DES CONSÉQUENCES JURIDIQUES
DE
SA COMBINAISON AVEC LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Vendredi 30 Novembre 1906, à une heure et demie

PAR

Paul MATHIEU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DIJON

SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. DESSERTAUX, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { MM. EUGÈNE GAUDEMET, PROFESSEUR
HÉMARD, AGRÉGÉ

DIJON

IMPRIMERIE JACQUOT ET FLORET

12, Rue Berbisey, 12

1906



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548628_0004

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR
LA VALEUR DU RÉGIME DOTAL
ET
ÉTUDE DES CONSÉQUENCES JURIDIQUES
DE
SA COMBINAISON AVEC LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences juridiques)

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON

Le Vendredi 30 Novembre 1906, à une heure et demie

PAR

Paul MATHIEU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DIJON

Sous la présidence de M. DESSERTAUX, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { MM. EUGÈNE GAUDEMET, PROFESSEUR
HÉMARD, AGRÉGÉ

DIJON

IMPRIMERIE JACQUOT ET FLORET

12, Rue Berbisey, 12

1906

A MA MÈRE

ESSAI SUR LA VALEUR DU RÉGIME DOTAL

ET

ÉTUDE DES CONSÉQUENCES JURIDIQUES

DE

SA COMBINAISON AVEC LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS



INTRODUCTION

Il est indiscutable que les régimes matrimoniaux organisés par le Code civil ne répondent plus aux besoins actuels. Faits pour une époque où l'état économique et social était tout différent de ce qu'il est aujourd'hui, ils ne peuvent convenir aux situations nouvelles qui ont résulté du bouleversement qui s'est produit, au cours du ^{xix}^e siècle, dans les idées comme dans les choses.

Grâce au principe de la liberté des conventions matrimoniales, on peut, il est vrai, en attendant de nouvelles institutions, suppléer à la vétusté des textes qui régissent la matière, en constituant soi-même, de toutes pièces, un régime en rapport avec les besoins

et les circonstances, ou en modifiant ceux qui nous sont proposés par le Code. C'est ce que fait la pratique : il est ainsi très rare de rencontrer aujourd'hui un contrat de mariage qui ne soit pas modifié plus ou moins profondément par les clauses les plus variées.

Cette situation réclame impérieusement des réformes, car s'il est possible, pour ceux qui font un contrat de mariage, de se soustraire aux inconvénients qui résultent de nos institutions démodées, ceux qui n'en font pas, et qui de ce fait sont soumis au régime légal, sont obligés d'en supporter toutes les imperfections.

Le législateur, de nombreux économistes et sociologues paraissent se préoccuper de cette réforme et recherchent actuellement les principes qui devront servir de base aux institutions nouvelles.

Deux systèmes semblent actuellement surtout en présence : l'un propose de remplacer notre régime légal par la communauté réduite aux acquêts; l'autre prétend qu'il n'y a plus qu'un régime possible avec l'état social actuel : la séparation de biens.

Il nous semble que trois principes devraient servir de base au régime nouveau qu'on adoptera et inspirer les réformateurs dans leurs travaux :

1° Il faudrait que le nouveau régime maintienne entre les époux une certaine *communauté d'intérêts* correspondant à l'état matrimonial de leurs personnes. C'est de ce principe que s'est surtout inspiré le premier système;

2° Il serait aussi nécessaire de tenir compte des

idées d'indépendance actuelles ; de la fragilité de l'union des personnes, à laquelle doit nécessairement correspondre un régime permettant de dissocier facilement les intérêts pécuniaires. C'est de ce deuxième principe que s'est surtout inspiré le second système ;

3° Enfin il nous paraîtrait désirable que la dot soit l'objet d'une *protection particulière*, qui ne la laisse pas à la merci du gaspillage possible des époux et la protège contre les propres entraînements de la femme ou les spéculations aventureuses de son mari. Plus peut-être qu'à toute autre époque, elle a besoin de sérieuses garanties. Il est sage qu'elle soit conservée intacte pour servir un jour comme d'une réserve, que les époux ou leurs enfants seront heureux de retrouver, si le reste de leur fortune a sombré dans des entreprises malheureuses.

C'est de ce troisième principe, ce nous semble, que les réformateurs ne nous paraissent pas s'inspirer suffisamment.

A notre avis, ce principe de protection efficace de la dot, que seule assure la dotalité, doit trouver sa place dans le régime nouveau. Nous ne voulons nullement faire par là échec aux deux autres principes, mais chercher au contraire dans leur union le maximum d'avantages. C'est le but que nous nous proposons dans notre étude, en montrant dans une première partie que le régime dotal est une institution à conserver, en l'adaptant aux idées nouvelles et en lui faisant subir quelques transformations.

Élargi par la clause de paraphernalité et combiné

avec la société d'acquêts, il paraît complètement répondre à nos désirs, ainsi que nous le montrerons en étudiant dans une seconde partie le fonctionnement de cette combinaison.

PREMIÈRE PARTIE

VALEUR DU RÉGIME DOTAL

SA SUPÉRIORITÉ SUR LES AUTRES RÉGIMES.

SES AVANTAGES ET SA VITALITÉ.

CHAPITRE PREMIER

Critique des différents régimes en vigueur, abstraction faite du régime dotal.

SECTION I

Considérations générales.

Le choix d'un régime matrimonial capable de réaliser le plus de justice et d'utilité possible, le plus d'harmonie et d'union entre époux et dans la famille, est une des questions les plus importantes de l'économie sociale; c'est certainement une de celles qui ont suscité le plus de travaux et de recherches, et qui sont actuellement encore l'objet des plus vives préoccupations des sociologues.

Si l'importance de la question est considérable, les difficultés qu'on y rencontre sont malheureusement fort nombreuses. Il faut tenir compte, pour résoudre la question, de facteurs multiples dont les intérêts diffèrent et se heurtent; les époux, les enfants, les tiers, la société elle-même sont autant d'intéressés dont on doit envisager à la fois les droits respectifs souvent contradictoires. Il n'est donc pas aisé d'arriver facilement à une solution parfaite, faisant la part de chacun sans nuire à personne.

Quoi qu'il en soit de la difficulté du sujet, nous sommes arrivés à un moment où il importe au plus haut point de rechercher les solutions qui peuvent paraître les plus conformes au but à atteindre, et aussi les plus en rapport avec l'état social actuel.

Il est de plus en plus manifeste que notre régime légal ne correspond plus aux besoins, aux aspirations et aux tendances modernes. Il est non moins évident qu'aucun des régimes conventionnels proposés par le Code civil ne réunit les conditions désirées par les futurs conjoints : quel que soit le régime qu'ils adoptent, il est toujours l'objet de modifications telles, qu'il est profondément transformé, et souvent, les clauses qu'on y adjoint arrivent même à en changer tellement la nature, qu'il est difficile de reconnaître en face de quel régime on se trouve. C'est donc que nos institutions matrimoniales ne plaisent plus, et s'il en est ainsi, c'est qu'elles ne correspondent plus aux besoins actuels.

Il faut donc trouver quelque chose de nouveau, un régime légal répondant à nos aspirations, un régime conventionnel permettant à ceux qui sont favorisés de la fortune de conserver leurs capitaux, de les faire fructifier, de jouir de leurs revenus et d'assurer l'avenir de leurs enfants, sans pour cela nuire à personne, et sans que les tiers aient lieu de craindre, toutes les fois qu'ils traiteront avec les époux, qu'une clause ignorée de leur contrat de mariage soit un obstacle et un piège à leurs transactions.

Il faut enfin que ce nouveau régime ne soit plus un instrument de convoitise. Il faut à tout prix endiguer

ce que l'on peut appeler les « spéculations matrimoniales », qui avilissent le mariage, au moment même où pourtant il aurait besoin d'être consolidé, pour résister aux attaques des partisans de l'union libre.

Où trouver les indications qui nous permettront de distinguer les qualités que devront présenter les institutions matrimoniales nouvelles?

A travers le chaos des vestiges des anciens régimes et des silhouettes des nouveaux, apparaissant sous la forme de clauses modificatrices, il est difficile d'entrevoir exactement quel sera le régime de l'avenir. On peut cependant voir quelles sont les principales préoccupations des futurs époux dans la rédaction de leur contrat de mariage; quelles sont les clauses qui reviennent le plus fréquemment et qui deviennent pour ainsi dire de style dans tous ces contrats. On peut voir également quelles sont les tendances de la pratique notariale qui préside à la confection de ces contrats; on peut aussi s'inspirer des récriminations chaque jour croissantes, qui se manifestent sous des formes multiples contre le régime légal actuel; enfin on peut déduire des défauts mêmes des anciens régimes les qualités que devront posséder les nouveaux.

A un examen quelque peu attentif des institutions matrimoniales du titre V, L. VI du Code civil, on se rend compte aisément de leurs imperfections et de leurs dangers. Nous allons successivement les examiner.

SECTION II

Critique de la communauté légale ou communauté des meubles et acquêts.

La communauté des *Meubles et acquêts*, régime légal adopté par le législateur pour être le régime normal, qui devrait être, d'après les prévisions de ses auteurs, la règle générale suivie par tous, qui, en tous cas, est imposé à tous ceux qui ne font pas de contrat, a-t-elle donné et donne-t-elle satisfaction à tous ?

Il n'est que trop aisé de répondre en consultant d'une part ceux qui l'évitent et d'autre part ceux qui le subissent : les premiers sont tous ceux qui font un contrat de mariage. Ceux qui l'adoptent sans restrictions et *sans modifications profondes* sont une telle minorité, qu'on peut pour ainsi dire ne plus en tenir compte (1); souvent même, il arrive qu'on ne fait un contrat de mariage que pour exclure ce régime. Si tous ceux qui le peuvent l'excluent ainsi, c'est donc qu'il est loin de représenter l'idéal du contrat matrimonial.

Il est profondément injuste dans la distinction qu'il fait entre les meubles et les immeubles. Créé

(1) D'après une *statistique de l'administration de l'Enregistrement de l'année 1898*, on a constaté que sur 82.346 contrats passés cette année-là, il n'y en avait que 866 adoptant le régime de la communauté légale.

à une époque où la fortune mobilière était encore insignifiante et où seule était appréciable la fortune immobilière, il ne fait aucun cas de la première pour réserver toutes ses garanties et ses précautions pour la seconde.

Aujourd'hui, la situation a complètement changé, c'est la fortune mobilière qui est souvent, ordinairement même, la plus importante, c'est avec elle notamment que la plupart du temps est constituée la dot de la femme. Ce n'est donc plus la quantité négligeable qu'elle était lors de la confection du Code.

Devenue aussi intéressante que la fortune immobilière, elle se trouve, par contre, traitée avec une inégalité révoltante et injuste : le régime de la communauté légale fait, en effet, tomber tous les meubles dans la communauté, alors que les immeubles restent au contraire propres à chacun.

Les conséquences sont faciles à entrevoir : une femme reçoit en dot 100,000 francs en espèces, le mari apporte 100,000 francs de propriétés : tous les biens de la femme seront communs, et tous les biens du mari resteront propres ; nous verrons ainsi, par le fait du contrat, le mari s'enrichir considérablement aux dépens de sa femme ; ce régime deviendra l'instrument des convoitises de ceux qui ne voient dans le mariage qu'un moyen d'enrichissement.

D'autres dispositions aggravent encore ces premiers résultats : voici une succession partie mobilière, partie immobilière, qui échoit pendant le mariage à la femme ; elle n'en a qu'une part, c'est le partage qui décidera dans quelle proportion la femme bénéfi-

ciera de cette succession : il peut ainsi arriver que si dans le lot de la femme il n'y a que des meubles, toute la succession tombe en communauté.

Le régime de la communauté légale est donc souverainement injuste : partant d'un principe vrai autrefois, absolument faux aujourd'hui, il est inacceptable pour tous les gens qui ont quelque fortune, et, par conséquent, pour tous ceux qui font un contrat de mariage.

Rejetée et condamnée par les futurs époux qui ont les moyens de le faire, la communauté légale reste cependant imposée à la grande majorité des ménages, les favorisés de la fortune restant encore une bien petite minorité. Quiconque, en effet, n'a pas rédigé de conventions matrimoniales, tombe par le fait même de son mariage sous le régime légal (art. 1400). C'est donc le régime obligatoire des gens peu fortunés et de toute la classe pauvre.

A première vue, il semblerait peut-être que cette catégorie d'individus, si nombreuse fût-elle, ne devrait pas beaucoup nous inquiéter, puisqu'elle n'a pas ou très peu d'intérêts à protéger. Ce serait pourtant une grave erreur et une grande injustice de la part du législateur de ne pas prendre en considération cette multitude de petits intérêts, petits patrimoines, ou économies péniblement réalisées qu'apporte souvent en mariage l'un des époux ou chacun d'eux, dans cette classe de gens sans fortune. Ces biens ont d'autant plus besoin de protection que leur importance est plus minime. De plus, qui se marie aujourd'hui sans fortune ne peut-il pas demain, par suite de son

travail, d'un hasard heureux, d'une succession, se trouver à la tête des plus gros intérêts. Il faut donc prévoir l'avenir.

Il y a enfin un intérêt d'ordre social à ce que la bonne harmonie et l'entente règnent dans toutes les familles, depuis la plus riche jusqu'à la plus pauvre. Or, dans quelque milieu qu'on se place, qui ne sait que les questions matérielles sont souvent des causes de discordes et de désunion. C'est au législateur à les prévenir en protégeant avec la même sollicitude tous ces intérêts, petits ou grands. Or, le régime de la communauté légale est loin de présenter aux intéressés le maximum de protection désirable. S'il est un danger pour les gens fortunés, qui du reste s'empres- sent toujours de l'écarter, il en est encore un plus grand pour ceux qui, ne pouvant se payer le luxe d'un contrat, sont obligés de le subir.

Il est surtout dangereux pour la femme dont l'avoir peut être plus ou moins gravement compromis, si ce n'est anéanti, par le fait du mari chef de la communauté. Malgré toutes les garanties qui lui sont données (séparation de biens judiciaire, renonciation à la communauté, etc.), elle court toujours le risque de perdre tout ou partie de ses biens sans pouvoir effectivement l'empêcher.

Comme le dit si bien M. Acolas : « La commu-
« nauté est peut-être le pire trompe-l'œil qui existe
« dans nos lois..., cette communauté abusive et men-
« songère, où souvent la femme apporte tout ce
« qu'elle possède, tout ce qui constitue le fonds com-
« mun, où elle ne peut disposer qu'avec la permission

« du mari qu'elle a enrichi, et dont souvent elle ne sort que dépouillée et ruinée (1). »

Maître absolu des biens communs, maître en fait même du bien propre que peut avoir sa femme, le mari peut tout dissiper, disposer de tout, sans que celle-ci puisse l'en empêcher efficacement ; et il sera d'autant mieux à l'abri, d'autant plus puissant, que les biens de la femme seront mobiliers, et que de son côté il n'aura pas d'immeubles et quelquefois rien.

Tous ces dangers, évidemment, n'existeront pas si on suppose que le mari présente les garanties d'honnêteté, de capacité et d'honorabilité désirables. Mais combien souvent la femme ne tombe-t-elle pas entre les mains de maris, sinon sans honnêteté, du moins incapables, ou dont les habitudes de dépenses viennent mettre la gêne et parfois la misère dans la famille, en même temps que la désunion dans le ménage. C'est alors que le régime légal devient pour elle un véritable instrument de spoliation. Le mari, ayant la libre disposition de tout, peut ruiner tout le monde et sa femme et ses enfants.

Sans doute, si les propres de la femme étaient suffisamment protégés, il n'en serait pas de même ; mais ce patrimoine propre, outre qu'il n'existe pas, quand elle n'apporte que des meubles, est livré, quand il existe, à la convoitise du mari qui obtiendra facilement le consentement à la vente et à l'hypothèque.

Devenue une véritable interdite par le fait de son mariage, la femme ne peut ainsi, après avoir apporté

(1) Louis BRIDEL : *Le droit des femmes*, Paris, 1893, p. 77.

quelquefois la totalité ou une grande partie de la fortune, jouir de quoi que ce soit, ne disposer de rien. A côté d'elle, le mari qui n'avait rien, pourra donner et gaspiller tout ce qu'il voudra sans qu'elle puisse même s'y opposer.

N'est-ce pas laisser vraiment trop de pouvoirs au mari? N'est-ce pas lui nuire à lui-même que de lui conférer de tels droits? N'est-ce pas enfin une injustice que de placer la femme dans un état pareil de subordination et d'incapacité (1)?

Si à ces dangers inhérents au régime légal, nous ajoutons les multiples complications auxquelles donne naissance la liquidation de la communauté, nous serons convaincus que ce régime ne possède aucune des qualités d'un bon régime légal.

« Le régime légal quant aux biens doit être équitable, simple, clair, facile à comprendre, sans embûches pour personne. A tous ces points de vue, la communauté est un régime condamné par la pratique. Dans les pays où il est en vigueur, on cherche volontiers à y échapper en faisant un contrat de mariage. Mais tous les ménages ne peuvent pas se payer le luxe d'un contrat, et le plus grand nombre subissent le régime légal, sans se rendre compte, au moment du mariage, des dangers qu'il peut présenter pour la femme (2). »

(1) « On ne peut admettre, dit M. Alfred Fouillée, que la femme soit traitée comme si son sexe impliquait une déchéance. » A. FOUILLÉE : *Tempéraments et caractères selon les individus, les sexes et les races*.

(2) BRIDEL : *op. cit.*, p. 78.

SECTION III

Critique de la communauté réduite aux acquêts.

A en juger par la pratique notariale et les statistiques, le régime de la communauté réduite aux acquêts devrait être le régime idéal. La grande majorité des contrats de mariage l'adoptent (1). C'est donc qu'il paraît le plus conforme aux intérêts et aux désirs de la plupart des ménages.

Il détruit en effet la plus grande iniquité du régime de la communauté légale : l'inégalité de traitement entre les meubles et les immeubles. Tout le patrimoine de la femme, tout celui du mari sont exclus de la communauté, quelle qu'en soit leur composition. Il peut sans doute y avoir inégalité de fortunes, mais ici ce n'est pas une surprise, ce n'est pas la

(1) *Statistique publiée par l'administration de l'Enregistrement pour l'année 1898*, indiquant le nombre de contrats passés sous les différents régimes :

1° Régimes de communauté	{	légale : 866.
		réduite aux acquêts : 67.288.
		universelle : 258.
2° Régimes exclusifs de communauté	{	exclusion de communauté, 1.694.
		séparation, 2.128.
3° Régime dotal	{	avec paraphernalité, 2.849.
		sans paraphernalité, 2.703.
		avec société d'acquêts, 4.560.

conséquence du hasard, les époux ont connu cette inégalité et y ont librement consenti.

La communauté d'acquêts est cependant encore loin d'être un régime parfait, et nous y rencontrons les inconvénients les plus graves.

Le plus apparent, c'est qu'il est toujours extrêmement facile au mari de ruiner sa femme, ou que tout au moins, la garantie de celle-ci dépend d'un hasard nouveau, la composition du patrimoine du mari.

La distinction des meubles et des immeubles se retrouve en effet dans les biens du mari à propos du fonctionnement de l'hypothèque légale de la femme. Si le mari possède des immeubles, ils sont frappés par cette hypothèque légale pour garantir la restitution des propres de la femme ; si, au contraire, la fortune du mari est entièrement mobilière, la femme est alors dépourvue de toute garantie et privilège.

Quand l'hypothèque pourra fonctionner, les propres étant ici forcément très nombreux, et les reprises de la femme étant par conséquent plus considérables, elle aura un champ d'application des plus vastes. Grâce à elle, la femme pourra être payée de ses créances avant tous autres créanciers hypothécaires, et l'hypothèque sera dispensée d'inscription pendant le mariage.

Mais si, au contraire, le mari ne possède que des meubles, la femme n'a plus ici aucun privilège : elle est payée au marc-le-franc avec les autres créanciers.

C'est donc une nouvelle injustice que consacre ce régime, née encore de la fausse distinction des meubles et des immeubles. D'autres législations ont

remédié à cet inconvénient en créant au profit de la femme un privilège sur les meubles du mari. Il serait à souhaiter que la même disposition existât dans nos lois, la garantie accordée à la femme ne dépendrait plus ainsi du hasard de la composition du patrimoine du mari.

Enfin, même quand l'hypothèque existe, la femme peut toujours y renoncer sur les sollicitations du mari, pour un motif ou pour un autre, et alors sont annulées toutes les précautions qu'avait prises le législateur. Si, au contraire, la femme conserve en tout ou en partie son hypothèque légale, d'autres dangers surgissent : celle-ci, restant occulte, viendra atteindre les tiers sans défiance et dans l'impossibilité de se mettre en sûreté. Ceux-ci n'oseront plus alors traiter avec les époux, et le système de garantie deviendra lui-même un nouveau danger pour le ménage.

De même que la femme par nécessité ou par faiblesse consentira facilement à renoncer à ses garanties hypothécaires, de même aussi elle consentira tout aussi bien à l'aliénation de ses propres. Elle peut du reste être parfois juridiquement contrainte à la vente d'un propre. Tel est le cas d'un bien provenant de successions et indivis avec d'autres : il faudra liciter, et, si c'est un autre indivisaire qui achète, le prix sera versé au mari.

Dans les autres cas, la femme peut sans doute refuser son consentement à une aliénation, mais le pourra-t-elle en présence des sollicitations réitérées du mari, surtout si c'est une situation qui périlite,

s'il faut doter un enfant, soutenir une exploitation, payer des dettes ; souvent, enfin, le mari n'arrivera-t-il pas à extorquer à la femme son consentement, si elle le lui refuse de bon gré, car enfin la femme est-elle véritablement libre ?

Qui, du reste, ne critiquerait pas la femme qui refuserait de venir au secours de son mari ou de ses enfants ?

Ainsi par degrés, par sacrifices successifs, la femme arrivera à sa ruine complète : tout d'abord, elle ne consentira qu'une renonciation à son hypothèque légale pour garantir un emprunt du mari, puis elle hypothéquera elle-même ses biens, enfin il faudra vendre, et ce ne sera que dans l'intérêt des enfants qu'elle s'arrêtera. Souvent il sera déjà trop tard.

En résumé, nous trouvons dans la communauté d'acquêts deux vices essentiels : 1° *La facilité de consommer la ruine de la femme et des enfants* ; 2° *le fonctionnement dangereux de l'hypothèque légale et son absence dans plusieurs cas.*

Un autre vice de ce régime est la trop *grande dépendance de la femme* : sans doute il est bon qu'elle soit, jusqu'à un certain point, dans un état de subordination vis-à-vis du mari, mais ce régime exagère trop ce principe : il donne au mari des pouvoirs exorbitants sur les acquêts. Il peut en disposer comme il l'entend, les vendre, les dissiper, les donner, sans que sa femme puisse s'y opposer. Il ne peut, il est vrai, s'en enrichir personnellement, mais il reste libre de les administrer à sa fantaisie. Il a en outre

la jouissance de tous les propres de sa femme, et celle-ci ne garde rien dont elle puisse disposer, en dehors de ce qui lui est donné pour les besoins journaliers du ménage.

Aussi le nouveau Code civil allemand, avec raison, a substitué à ce système de subordination de la femme le système de *l'interdépendance* des époux : de même qu'il faut à la femme l'autorisation du mari pour vendre, de même il faut au mari qui veut aliéner un acquêt, le consentement de la femme. C'est là certainement une excellente réforme bien en harmonie avec les progrès des mœurs actuelles.

Tels sont les vices graves de la communauté réduite aux acquêts qui passe cependant pour beaucoup comme le régime modèle.

Oui, en droit, sauf sur un point : le manque absolu d'autonomie de la femme, il semble parfait ; les fortunes des deux époux sont conservées à chacun d'eux et, à la dissolution du mariage, les acquêts se partagent par moitié. Les époux sont ainsi intéressés tous les deux à l'épargne, contrairement à ce qui se passe sous les régimes qui abandonnent au mari le reliquat de la jouissance, consacrent un intérêt égoïste et désintéressent la femme de la prospérité des affaires du ménage.

« En fait, ce régime est pernicieux. Le mari peut
« ruiner sa femme, sans qu'elle puisse sérieusement
« s'y refuser ; non seulement il vend à son profit
« tous ses biens, mais elle n'a pour ses reprises
« qu'une hypothèque légale illusoire, s'il ne possède
« pas d'immeubles ; caduque, si elle y renonce, et

« cependant dangereuse pour les tiers et ruineuse
« pour le crédit du mari (1) ».

C'est pourtant le régime qu'a adopté comme régime légal la commission de réforme du Code civil. Il serait à souhaiter qu'elle arrive à trouver le moyen d'éviter les graves inconvénients que nous avons signalés.

Nous verrons plus loin quel heureux effet on peut tirer de la combinaison de ce régime avec le régime dotal.

SECTION IV

Critique des autres régimes actuellement pratiqués.

I. Nous ne dirons qu'un mot du régime de la *communauté universelle*, du reste absolument condamné par la pratique.

A certains points de vue, il peut séduire quelques esprits par l'union complète qu'il établit entre les époux : il y a une certaine égalité dans la donation réciproque qu'ils se font, sous ce régime, de tout ce qu'ils possèdent, et dans des milieux où l'indissolubilité du mariage est indiscutée, ce régime pourrait peut-être présenter certains avantages.

Il est en tous cas dangereux dans un pays où le

(1) RAOUL DE LA GRASSERIE : *Bulletin des Sciences économiques et sociales du Comité des travaux historiques et scientifiques*, 1899, p. 46.

divorce vient rompre fréquemment les liens matrimoniaux, et il l'est d'autant plus que les fortunes de chacun sont plus inégales.

En dehors de ces dangers inhérents à l'état social actuel, nous retrouvons dans ce régime tous les défauts de la communauté légale. Il ne fait que les renforcer en permettant au mari de s'enrichir immédiatement aux dépens de sa femme.

II. *Régime de séparation de biens.* — Le régime de séparation de biens est, dit-on, le régime de l'avenir. Tous ceux qui désirent et prévoient un relâchement de plus en plus grand des liens conjugaux, les précurseurs plus ou moins directs de l'union libre (1) préconisent ce régime comme le seul compatible avec l'évolution des mœurs. C'est du reste, disent-ils, le régime de droit commun de nombreux États de premier ordre : la Russie, la Grande Bretagne, les États-Unis l'ont adopté comme régime légal et de

(1) *Le Comité libre de réforme du mariage*, dont font partie M. H. Coulon, président; MM. V. Margueritte, L. Le Foyer, J. Renaud, membres du bureau; MM. P. Adam, H. Bataille, J. Bois, A. Charpentier, L. Descaves, J. Finot, M. Leblanc, le président Ch. Lecomte, P. Louys, P. Margueritte, O. Mirbeau, Ch. Morice, R. Poincaré, M. Prévost, Président Magnaud, Président Séré de Rivières, O. Uzanne, etc.; M^{mes} Avril de Sainte-Croix, vice-présidente, Bertault-Seguin, Héra-Mirtel et Séverine, membres actifs, a chargé dernièrement son président, M^r Coulon, et son secrétaire, M. R. de Chavagnes, de déposer sur le bureau de la Chambre et celui du Sénat un projet de loi dont l'art. 28 dispose : « Le régime légal obligatoire du mariage est la séparation de biens ».

droit commun. Ce régime s'étant implanté et acclimaté dans des pays et chez des peuples les plus divers au point de vue de la culture intellectuelle, des mœurs, de la langue, de la race et de la religion, on en tire cette déduction qu'il doit posséder une supériorité indiscutable sur les autres régimes. Ne semble-t-il pas, en effet, qu'avec la séparation de biens doivent disparaître tous les inconvénients que nous reprochions à la communauté? Les deux patrimoines de chacun des époux sont ici nettement séparés. La femme possède une indépendance absolue, elle jouit de ses revenus, les emploie comme elle veut, après avoir versé la somme suffisante pour subvenir aux besoins du ménage. Chacun a sa caisse et y puise librement en maître absolu.

Est-ce bien là pourtant l'idéal du régime des biens dans le mariage? Cette situation correspond-elle bien à la conception actuelle que nous avons du mariage? Voici deux époux unis quant à leurs personnes par les liens les plus intimes, qui devront réciproquement se désintéresser de leurs intérêts pécuniaires, se traiter en étrangers quand ils auront un règlement d'affaires. Il est inutile d'insister sur l'anomalie d'une telle situation !

Une autre défectuosité non moins frappante de ce régime, c'est l'absence de direction dans le ménage. Chacun fait séparément ses économies et ses dépenses. Pour les charges communes, il existe une troisième caisse; qui donc la gèrera? C'est ici l'anarchie la plus complète.

Il reste cependant encore un grand avantage à ce

régime qui, s'il existait réellement en fait, pourrait atténuer les inconvénients signalés; c'est l'indépendance de la femme et de son patrimoine qui assure la conservation de sa fortune pour elle et ses enfants.

Malheureusement le fait vient encore ici contredire le droit. L'indépendance de la femme devient, à son tour, un danger pour elle. Comment veut-on que la femme, dont la personne appartient au mari, refuse à celui-ci l'entrée de ses biens? Comment le pourrait-elle surtout, s'il se trouve dans une situation gênée? Enfin, beaucoup de femmes, n'ayant ni le goût, ni l'intelligence des affaires, donnent mandat à leur mari qui agira bientôt en véritable propriétaire, et nous assisterons à ce fait curieux de la séparation de biens transformée en une véritable communauté de fait. Nous trouvons en Russie une application intéressante de ce phénomène : le droit russe adopte, comme régime légal, la séparation de biens et, par suite du phénomène que nous venons de signaler et qui s'est généralisé d'une façon extraordinaire, le régime réel est devenu universellement un régime d'ultra-communauté où la femme est retombée sous une sorte de véritable *manus*.

III. *Régime d'exclusion de communauté.* — Ce régime est le nouveau régime légal de l'empire allemand; c'est, en somme, une variante du régime dotal sans l'inaliénabilité. Les fortunes de chacun des époux sont séparées et conservées, le mari a la jouissance de tous les biens de sa femme et ainsi l'union n'est pas rompue entre les époux.

Par contre, on peut reprocher à ce régime de ne laisser à la femme la jouissance d'aucun de ses revenus et, surtout de ne pas l'admettre, à la dissolution du mariage, à partager les acquêts.

Désintéressée complètement des intérêts du ménage, la femme restera indifférente à la prospérité des affaires, puisqu'elle n'est pas appelée à en profiter. Ce qui est plus grave encore, c'est que la réserve théorique de ses biens est en fait presque toujours illusoire. Comme sous le régime de communauté, elle succombera ici aux mêmes entraînements de générosité et de prodigalité, quand l'occasion s'en présentera.

CHAPITRE II

251

Appréciation du régime dotal.

SECTION I

Sa valeur actuelle.

§ 1. — *Sa déchéance actuelle. — Ses causes.*

N'est-il pas bien téméraire de venir parler des avantages d'un régime qui, s'il a eu un temps de prospérité remarquable, est aujourd'hui complètement déchu et démodé ? « Après avoir été considéré universellement comme un grand progrès dans l'évolution du droit matrimonial et comme une protection efficace du patrimoine de la femme et des enfants, lorsque l'autonomie de celle-ci était nulle encore, il semble un recul ou tout au moins un point d'arrêt perpétuel dans le mouvement du droit et des affaires, alors cependant que l'indépendance relative de la femme mariée est de plus en plus revendiquée » (1).

Les auteurs les plus classiques, les jurisconsultes les plus attachés au droit romain dont il est issu, l'ont insensiblement abandonné. N'est-on pas allé

(1) R. DE LA GRASSERIE : *op. cit.*, p. 104.

jusqu'à discuter, lors de la confection du Code de 1804, si on devait ou non l'exclure, et le nouveau Code civil allemand ne va-t-il pas jusqu'à faire sur lui le silence le plus complet ?

S'il en est ainsi, c'est donc que ce régime a bien peu d'avantages, et qu'il présente par contre de très sérieux dangers. Ce qui tend le plus à faire disparaître le régime dotal, c'est précisément son caractère essentiel : l'inaliénabilité de la dot et ses conséquences funestes, l'impossibilité de convertir une valeur dangereuse ou mauvaise en une valeur de meilleure qualité ; l'impossibilité d'employer les valeurs dotales à un commerce et à une industrie ; les nombreux dangers qu'elle fait courir aux tiers ; enfin, l'inégalité de situation qu'elle crée entre le mari et la femme au profit de cette dernière.

On doit ajouter à ces nombreux et graves inconvénients, celui non moins grand de l'éloignement où la femme est tenue des affaires et de la gestion des intérêts pécuniaires du ménage. N'ayant aucun intérêt engagé, elle reste complètement indifférente à la bonne comme à la mauvaise gestion de son mari. Il y a certainement là quelque chose de contraire à nos idées actuelles sur l'union d'intérêts qui doit compléter l'union matrimoniale.

Enfin, à notre époque, tout le monde désire jouir entièrement de sa fortune, s'en servir comme bon lui semble, soit pour l'augmenter en la faisant prospérer dans des entreprises de toutes sortes, soit pour la dépenser pour ses plaisirs. La liberté des patrimoines est considérée comme une des libertés indispensables.

Il faut aussi ajouter que, dans l'état actuel des choses, les fortunes immobilisées, en raison de la baisse croissante des revenus, sont appelées forcément à décroître; il faut donc qu'on associe les capitaux au travail, si on ne veut pas se trouver un jour privé des revenus nécessaires.

Pour tous ces motifs, le régime dotal paraît aller à l'encontre des besoins et des nécessités modernes.

Cette hostilité au régime dotal est-elle justifiée? Est-ce vrai qu'il est une entrave au progrès de la société, qu'il est, plus encore que les autres régimes, un danger pour ceux qui l'adoptent et pour les tiers? Ne possède-t-il pas quelques vrais avantages, et ces derniers ne seraient-ils pas suffisants pour atténuer ses inconvénients? Ceux-ci surtout ne pourraient-ils pas être supprimés par différentes modifications qu'il serait facile d'apporter au régime? Nous allons le rechercher.

On reproche principalement au régime dotal de manquer d'élasticité: sans doute, dit-on, il est bon que la dot de la femme soit protégée et que la conservation de sa fortune lui soit assurée ainsi qu'à ses enfants, mais ne peut-il pas arriver que son intérêt ou celui de ses enfants soit contraire à cette inaliénabilité. Faudra t-il donc que la famille reste dans la gêne à côté de beaux domaines dont les revenus sont insuffisants? Faudra t-il que les époux conservent une fortune improductive, alors qu'il leur serait avantageux de soutenir une entreprise qui les intéresse et qui périliterait peut-être faute de capitaux?

Il est un fait qui, à lui seul, nous suffirait pour

répondre victorieusement à ce reproche ; c'est qu'en pratique, au régime dotal est adjointe le plus souvent la paraphernalité. La femme conserve ainsi des biens qui ne sont pas soumis aux règles dotales ; elle est, à l'égard de ceux-là, dans la même situation que la femme séparée de biens, elle peut en disposer librement.

Si donc les revenus de la fortune sont momentanément trop restreints, s'il est nécessaire de pourvoir à des besoins de capitaux que réclament différentes situations, la femme pourra, sur cette partie libre de ses biens, subvenir à ces éventualités.

Le Code civil n'a-t-il pas prévu, du reste, lui-même le cas de nécessité et permis alors l'aliénation de la dot elle-même avec l'autorisation du mari ou de justice(1)? Il l'a même fait dans de très larges mesures, puisqu'il ne limite pas l'aliénation à la somme nécessaire et que souvent, sous un prétexte légal, on pourra aliéner, dans un autre but, un bien dont la valeur sera beaucoup plus considérable que la somme nécessaire qui a fait autoriser l'aliénation.

(1) Art. 1555 à 1558 C. civ. — Ces articles permettent l'aliénation pour l'établissement d'enfants que la femme a eus d'un mariage antérieur (1555) ; pour l'établissement des enfants communs (1556) ; quand l'aliénation a été permise par le contrat de mariage (1557) ; pour tirer le mari de prison ou la femme ; pour fournir des aliments à la famille dans le cas des articles 203, 205, 206 ; pour payer les dettes de la femme ou de ceux qui ont constitué la dot quand ces dettes ont date certaine antérieure au contrat de mariage ; pour de grosses réparations indispensables à l'immeuble dotal, lorsque cet immeuble est indivis avec des tiers et reconnu impartageable (art. 1558).

Le reproche le plus communément adressé au régime dotal, c'est qu'il est une entrave à la libre circulation des biens. — Mais où est la nécessité de cette circulation obligatoire des biens ? Est-elle utile pour l'immeuble, ou y a-t-il un intérêt social à cette mobilité ?

Il nous semble qu'il suffit à l'intérêt général que l'immeuble circule toutes les fois qu'il y aura utilité pour lui ou son propriétaire. Il est évident qu'il y a un intérêt social à ce qu'un domaine inaliénable ne reste pas entre les mains de personnes dont les ressources sont insuffisantes pour le mettre en rapport, car ainsi il verrait fatalement sa valeur décroître de jour en jour. Mais il est non moins certain qu'il n'est pas utile à la Société qu'un bien parfaitement administré change de mains.

Souvent il est exact que l'intérêt du propriétaire demande certaines modifications de sa fortune ; l'échange d'un bien trop éloigné contre un autre plus rapproché, l'achat de rentes faciles à administrer à la place de domaines difficiles à exploiter, etc. — Dans ces différents cas nous reconnaissons qu'il serait fâcheux que l'opération ne puisse s'effectuer. Nous verrons plus loin comment on pourrait échapper à cet inconvénient en stipulant le régime dotal *en valeur* avec clause d'emploi, au lieu de le stipuler en nature.

Ainsi parmi les reproches qui sont adressés au régime dotal, beaucoup sont injustes et mal fondés ; nous rechercherons, d'autre part, s'il ne serait pas possible de remédier à ces véritables inconvénients. Voyons maintenant ses avantages.

§ 2. — *Avantages du régime dotal.*

En vain avons-nous cherché un régime qui garantisse intégralement la dot de la femme; nous n'avons trouvé cette protection efficace dans aucune des institutions matrimoniales que nous avons critiquées.

Cette garantie, le régime dotal nous l'offre, entière, parfaite; la conservation de la fortune de la femme est assurée en fait et en droit à son profit et à celui de ses enfants par la dotalisation dont les conséquences : l'inaliénabilité, l'insaisissabilité et l'imprescriptibilité, rendent la sécurité de la réserve indiscutable. N'est-ce pas là, déjà, un appréciable avantage? La femme ne peut jamais aliéner son patrimoine dotal; l'autorisation du mari ou de la justice ne peuvent plus ici lui rendre cette faculté. Son mari aurait donc beau la solliciter de lui venir en aide, elle pourrait même le vouloir, qu'elle ne le pourrait : la vente serait nulle. Si la dot mobilière consiste en capitaux dont il n'a pas été fait emploi, la femme sera garantie par une hypothèque légale, mais à la différence de ce qui peut avoir lieu sous la communauté, la femme ne peut ici ni renoncer à son hypothèque ni y subroger, ni consentir à céder son rang.

Grâce à ces garanties, la famille est sûre de ne jamais déchoir complètement, s'il survient quelque catastrophe qui fait sombrer la fortune du mari. Il n'y aura plus de ces déclassements dangereux qui peuvent se produire sous les autres régimes : la mère et les enfants conserveront leurs rangs dans la

société; la ruine existera sans doute toujours, mais elle sera partielle. Le père lui-même ne sera pas réduit à la misère, il pourra profiter de la fortune de sa femme en subissant sa dépendance.

Qu'on ne vienne pas dire que les créanciers seront ainsi lésés; ils n'ont pas à se plaindre, ils n'auraient pas eu davantage si le mari n'eût pas existé.

Le père et la mère de famille qui ont doté leur fille, vont eux-mêmes se trouver entièrement rassurés par ces garanties. Ils ne craindront plus désormais la ruine de leur fille et la perte de la dot. Ils doteront donc plus largement.

Au point de vue social, l'inaliénabilité dotale entraîne une autre conséquence très intéressante : elle supprime dans de grandes proportions la cupidité matrimoniale. On se préoccupe souvent moins, à notre époque, de la personne qu'on veut épouser que de la dot qu'elle peut apporter; il est inutile d'insister sur les dangers de telles tendances et de tels mariages; le jeune homme considère trop souvent le mariage comme un moyen d'enrichissement, la communauté l'aide dans ses désirs. En le forçant à se marier sous le régime dotal, on le contraindrait à se soucier davantage des qualités de la personne, puisqu'il ne pourrait plus avoir l'arrière-pensée de s'enrichir au détriment de sa femme. Sans doute, l'appât de gros capitaux, dont il pourra toucher les revenus et les dépenser, sera encore un singulier attrait, mais il sera bien atténué et disparaîtra même complètement pour les fortunes moyennes.

Nous venons de voir que seul le régime dotal garan-

tissait sérieusement et efficacement la dot de la femme. Outre cet immense avantage, il fait disparaître de nombreux inconvénients résultant des autres régimes.

L'hypothèque légale d'abord, cette institution si dangereuse, si inefficace en même temps, disparaît grâce à lui, sinon en droit, du moins en fait. Sans doute elle existe encore sous le régime dotal, elle y est même aggravée, puisque la femme n'a plus la faculté d'y renoncer; mais les causes d'hypothèque légale sont ici presque inexistantes : si la dot est immobilière, la vente ne pourra avoir lieu que par autorité de justice, et alors le remploi sera exigé; si elle est mobilière, l'emploi sera obligatoire. Ainsi donc l'hypothèque sans doute existe, mais en fait elle ne fonctionne presque jamais.

Le régime dotal supprime de plus la distinction injuste de la communauté légale entre les meubles et les immeubles. Sans doute le mari peut disposer de la dot mobilière, mais il en reste débiteur, et à la dissolution de l'association conjugale, la femme aura contre lui une créance de pareille valeur, garantie par son hypothèque.

Enfin la femme n'a-t-elle pas ordinairement une fortune paraphernale mobilière sur laquelle le mari, sauf convention contraire, n'a aucun droit?

On ne peut faire au régime dotal le reproche que nous avons adressé à la séparation de biens qui, poussant le principe de l'autonomie de la femme dans ses dernières conséquences, en arrive à mettre la désunion la plus complète dans le ménage. Ici il n'y a pas d'anarchie; le mari administre les biens

dotaux et supporte les charges du ménage; l'unité matrimoniale n'est plus rompue.

Enfin, dans un sens opposé, le régime dotal évite un autre écueil : la subordination absolue de la femme et son manque total d'indépendance et d'autonomie. Ce sont les dangers que n'ont pas su éviter les régimes de communauté et d'exclusion de communauté. Sous ces régimes, la femme ne touche rien de ses revenus, le mari jouit de tout, peut prodiguer, détourner sans contrôle. Ce dernier résultat ne peut évidemment se produire ici; quant au premier, il ne pourrait se présenter que s'il n'existait pas de paraphernaux, mais jamais, pour ainsi dire, le régime dotal n'est adopté sans adjonction de paraphernalité.

Voici donc les écueils les plus opposés, les plus extrêmes, supprimés ou considérablement atténués par le régime dotal. Il est bien certain que si nous pouvions réfuter les nombreux reproches qui lui sont faits, et remédier par quelques moyens aux vices essentiels que nous avons signalés, nous pourrions hautement déclarer qu'il ne mérite pas la défaveur, peut-être plus apparente que réelle, où il est tombé.

SECTION II

Moyens de remédier aux inconvénients du régime dotal.

Nous avons cité plus haut (1) les principales et véritables causes de déchéance du régime dotal : elles sont les conséquences logiques de l'inaliénabilité, base elle-même de toute l'institution. Si, sans détruire les garanties de l'inaliénabilité, on peut arriver à faire disparaître ces vices essentiels, nous devons reconnaître que de tous les régimes que nous avons étudiés, le régime dotal est encore celui qui mérite le plus d'attirer l'attention et qui présente le maximum d'avantages. Examinons donc s'il est possible de supprimer ces inconvénients.

§ 1. — *Circulation du bien dotal. — Son impossibilité actuelle.* — *Moyens d'y remédier.*

La première conséquence de l'inaliénabilité dotale, avons-nous dit, est de rendre impossible tout changement et toute conversion dans le patrimoine dotal.

On arrive ainsi à des résultats déplorables : faute de pouvoir les aliéner, voici qu'on est obligé de conserver des biens dont les charges dépassent les revenus ; faute de pouvoir les arbitrer quand il en est encore

(1) V. *supra*, p. 25 et s.

temps, on doit assister à l'effondrement de valeurs qui périclitent.

Tous ces résultats sont parfaitement exacts, et la situation que nous venons de décrire se présente bien telle sous le régime dotal pur. Mais, outre que jamais les futurs époux n'adoptent un régime de dotalité complète, ceux qui se trouvent exceptionnellement dans cette situation ne sont-ils pas inexcusables? Pourquoi avoir adopté le régime dotal pur, alors que quelques modifications, dont certaines sont d'usage, leur auraient permis d'éviter ces inconvénients fâcheux, tout en conservant intégralement les garanties dotales.

Il était bien simple de stipuler un *régime dotal en valeur* au lieu de le stipuler en nature, et de joindre à ce régime une clause de remploi obligatoire. La femme n'aurait trouvé aucun changement dans cette situation, assurée qu'elle était de retrouver toujours une valeur égale à celle qu'elle avait apportée. Que lui importe de retrouver, à la mort du mari, dans son patrimoine, une maison, un champ ou une rente sur l'État, pourvu que les valeurs qu'elles retrouvent soient sûres et égales à celles qu'elle avait primitivement? Il lui sera certainement préférable d'avoir un placement plus sûr que le précédent qui était aléatoire, d'avoir un immeuble situé plus près de sa résidence, à la place d'un autre très éloigné.

Il serait, à notre avis, désirable qu'un texte législatif décidât que le régime dotal n'aura jamais lieu en nature, mais toujours en valeur, sauf conventions contraires, autrement dit que le bien dotal, pourra

toujours être aliéné moyennant emploi, sans que cela ait besoin d'être stipulé dans le contrat de mariage.

Il faudrait en même temps, nous en convenons, quelques conditions qui garantissent la sécurité du nouveau placement, préservent des fraudes dans le emploi et détruisent les dangers que peuvent courir les tiers en traitant avec les époux.

Actuellement il n'y a qu'un moyen d'assurer la sécurité de la valeur achetée en emploi; c'est de désigner dans le contrat de mariage les valeurs qui pourront être choisies pour remplacer celles qu'il faudra aliéner. Mais ne pourrait-on pas, ici encore, au moyen d'une réforme législative, indiquer quelles seront les valeurs qui pourront être prises en emploi de la dot aliénée, en laissant aux tribunaux la liberté d'apprécier, en certains cas, s'il ne convient pas d'autoriser d'autres placements. Ce serait, sans aucun doute, le meilleur moyen d'assurer la sécurité des emplois.

Il serait aussi facile d'empêcher les fraudes nombreuses qui peuvent se produire, soit par majoration du prix d'achat, soit par dissimulation d'une partie du prix de la vente. Il suffirait pour cela d'imposer certaines conditions au mari pour la vente du bien dotal, et pour l'acquisition de l'immeuble ou de la valeur achetée en emploi.

Qu'on impose au mari la vente devant notaire
« aux enchères publiques, sous condition de suren-
« chère dans un délai prefix et sur une mise à prix
« fixée par le juge de paix après estimation faite par

« un agent du Trésor. La vente sur baisse de mise à
« prix ne pourra avoir lieu que dans une certaine
« proportion de rabais et dans un certain délai.
« L'adjudication sera précédée de mesures de publi-
« cité. La surenchère ne pourra être que d'un
« dixième (1) ».

Qu'on impose également pour l'acquisition de l'immeuble acquis en remploi les mêmes conditions que pour la vente, et aucune fraude ne sera plus possible.

Enfin, si l'emploi a lieu en obligations hypothécaires, que l'on décide qu'il sera fait sur première hypothèque et qu'il ne dépassera pas la moitié de la valeur du bien hypothéqué, valeur constatée par expertise ou par un acte de vente ne remontant pas à plus de dix ans.

La femme étant ainsi parfaitement protégée lors de la circulation de ses biens dotaux, il reste à chercher des mesures de protection pour les tiers aussi menacés qu'elle dans ces diverses opérations. Autrement, les mesures de sécurité que nous venons d'indiquer seraient inutiles, car les tiers craindraient toujours et éviteraient souvent de traiter avec les époux.

Le tiers acquéreur de l'immeuble dotal est chargé, on le sait, de s'assurer si l'aliénation était permise; il n'a plus rien à craindre désormais de ce côté avec notre système du régime dotal en valeur avec remploi obligatoire; mais il lui reste à s'informer si le remploi a bien été effectif et suffisant. C'est

(1) R. DE LA GRASSERIE : *op. cit.*, p. 43.

cette responsabilité écrasante pour les tiers, dangereuse pour tout le régime dotal, qu'il nous faut essayer d'enlever aux tiers.

Encore ici, on peut trouver un moyen facile de les décharger. Le tiers acquéreur, au lieu de verser son prix entre les mains des époux, le verserait soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit, pour plus de simplicité, à un agent du Trésor désigné à cet effet, au receveur des domaines, par exemple. La caisse ou l'agent désigné verserait entre les mains du vendeur la nouvelle valeur dotale, après le vu des pièces justificatives, expressément désignées par la loi, et qu'on ne pourrait exiger plus nombreuses.

Ainsi, les tiers assurés de ne plus encourir de lourdes responsabilités, ne craindraient plus de traiter avec les époux, au grand profit de leur crédit; et, sans nuire en rien au but essentiel du régime dotal, la conservation de la dot de la femme, la circulation, la transformation de la dot suivant les besoins et les circonstances, seraient devenues possibles, au grand profit de tous.

Ce n'est pas même là encore le seul avantage de notre système : grâce à lui, nous arrivons à protéger et à conserver une partie de la dot que le législateur, malgré toutes ces précautions rigoureuses, ne parvient pas à garantir efficacement; nous voulons parler de la dot mobilière.

Actuellement, le mari fait ce qu'il veut de la dot mobilière. Non seulement il touche l'argent, les valeurs fongibles, mais il peut même encaisser les valeurs incorporelles, les créances et même les céder.

Comment donner à cette partie, souvent très importante, de la dot une protection efficace ?

Pour ce qui est des créances, des valeurs nominatives, il nous semble qu'elles devraient être assimilées aux immeubles avec lesquels elles ont du reste bien des points de ressemblance. Le mari les reçoit au mariage ou dans les successions échues à sa femme, il les encaisse et les cède. Il devrait les conserver.

La difficulté vient ici de ce que rien n'indique qu'une créance ou un titre sont dotaux ; de plus, la loi n'oblige pas le tiers cessionnaire à s'informer de la dotalité du titre ; le débiteur ne peut, de son côté, refuser de payer. Il suffirait encore d'une formalité bien simple pour que cette catégorie de biens dotaux soit pourvue des mêmes garanties que les immeubles : que l'on appose sur le titre ou la créance une marque de dotalité, et le débiteur ne pourra plus payer, le mari et la femme ne pourront plus céder que moyennant remploi, dans les mêmes conditions que pour les immeubles. On pourrait charger le notaire, rédacteur du contrat de mariage ou de l'acte attributif de partage, d'inscrire, sous peine d'amende, la mention de dotalité sur la grosse de l'obligation ou sur le titre nominatif.

Si la dot mobilière se composait ou renfermait des valeurs au porteur, il serait encore bien facile d'imposer, au moment du mariage ou du partage, leur conversion en titres nominatifs qu'on frapperait à leur tour de la mention de dotalité.

Enfin la dot mobilière peut se composer de choses fongibles, argent comptant, mobilier corporel.

A moins que les parties ne s'y opposent, l'argent comptant devrait être employé en immeubles, créances hypothécaires, ou titres nominatifs dotalisés par le notaire rédacteur du contrat. Dans le cas contraire, la somme deviendrait paraphernale, de même que les meubles meublants dont la destination est de rester en nature.

Ces différentes prescriptions imposées à la dot mobilière et destinées à la garantir aussi bien que la dot immobilière, serait un excellent moyen pour faire disparaître de nos lois en cette matière l'injuste distinction des meubles et des immeubles, source de tant de difficultés.

§ 2. — *Impossibilité d'employer la dot au commerce ou à l'industrie. — La combinaison de la dotalité avec la paraphernalité apporte un remède à cette situation.*

Transformé dans les conditions que nous venons d'indiquer, le régime dotal n'est pas encore à l'abri de toute critique. La fortune de la femme sera évidemment bien protégée, elle sera facilement conservée grâce à l'ensemble de garanties dont elle est l'objet; les tiers ne seront plus en danger non plus quand ils traiteront avec les époux et le crédit de ces derniers n'en souffrira plus. Mais comment fera-t-on fructifier cette fortune constamment surveillée, contrôlée, dont l'emploi ne pourra jamais se faire qu'en valeurs de toute sécurité; sans doute, les genres de placements qu'on aura ainsi désignés seront bons pour ceux qui n'ont pas besoin d'augmenter leur for-

tune, mais conviendront-ils à ceux qui auront besoin d'accroître leur patrimoine pour conserver leur rang, pour doter de nombreux enfants, etc.? Conviendront-ils à des industriels, à des commerçants qui ont besoin de tous leurs capitaux pour mener à bien et étendre leurs entreprises. De nos jours, chacun ne désire-t-il pas augmenter ses capitaux et ses revenus? On cherche donc des placements, qui, s'ils présentent quelques aléas, ont l'avantage de donner en retour de gros revenus et de faire parfois fructifier dans de larges proportions les capitaux engagés. Aujourd'hui il importe plus que jamais à l'intérêt particulier et à l'intérêt général que les capitaux se tournent tous de ce côté : en effet, le revenu de l'argent baisse de plus en plus et les fortunes qui ne fructifient pas, dépérissent fatalement. D'autre part, n'y a-t-il pas un intérêt social à soutenir le développement de l'industrie et du commerce, qui, à mesure qu'ils progressent, ont besoin de capitaux toujours plus nombreux pour suivre la voie du progrès et lutter contre les concurrences? Tous ces genres de placements sont interdits à la femme dotale, puisqu'on ne peut toucher à sa dot que pour la remployer aussitôt en valeurs de tout repos.

Le Code civil lui-même nous donne ici le remède à ce grave inconvénient, en organisant le régime paraphernal pour les biens de la femme qui n'ont pas été dotalisés. De cette portion paraphernale de ses biens, la femme pourra disposer comme bon lui semblera, elle pourra s'intéresser elle-même à un commerce ou à une industrie rémunérateurs, elle

pourra joindre ses ressources à celles de son mari pour fonder ou développer une exploitation quelconque. Sa fortune n'est plus inactive : une partie fructifiera, tandis que l'autre constituera une réserve que les époux seront heureux de retrouver en cas d'insuccès.

Avec ses biens paraphernaux, la femme pourra enfin pourvoir, en certains cas, à différentes dépenses utiles et nécessaires, sans aliéner sa dot et sans s'exposer aux inconvénients qui résultent toujours de cette aliénation. Elle pourra ainsi doter un enfant, venir au secours de son mari, se procurer des aliments ; et elle n'aura pas besoin pour cela de demander l'autorisation de la justice.

Il faut donc, pour atteindre ces résultats, *imposer la paraphernalité*. Il ne faut plus que ce soit une faculté pour les futurs époux, mais une obligation de l'adjoindre à la dotalité dans le contrat de mariage. Le législateur devra exiger que la dot ne soit jamais inaliénable que pour une certaine quotité de la fortune, et que le surplus soit paraphernal. Il y a ici une question d'utilité pratique qui doit l'emporter devant le principe de la liberté des conventions matrimoniales. La dotalité complète ne convient plus à la société moderne où les capitaux et les fortunes doivent s'associer à l'activité des individus pour concourir aux progrès et aux développements sociaux. Elle a pu convenir autrefois aux très grandes fortunes territoriales qui ne songeaient ni à exploiter ni à développer leur patrimoine, mais à l'âge des richesses immobilières et immobilisées a succédé aujourd'hui

l'époque florissante des fortunes mobilières, des capitaux industriels, fortunes mouvantes, croissant et décroissant constamment.

Cette *destination active des paraphernaux* atteindra même ce résultat curieux de renforcer l'inaliénabilité dotale : quand on viendra demander au juge l'autorisation d'aliéner la dot pour un des cas pour lesquels l'autorisation peut être accordée, il examinera si les paraphernaux ont été employés, et quel emploi il en a été fait.

Si, de l'usage qui en a été fait, résulte la preuve d'une mauvaise administration, il refusera l'autorisation d'aliéner la dot. Les biens paraphernaux joints à ceux du mari auront ainsi servi à faire l'expérience des capacités industrielles ou commerciales des époux et de leurs aptitudes administratives.

Il sera inutile de leur laisser dépenser en pure perte ce qui leur reste, s'il est prouvé qu'ils sont incapables. La dot leur restera comme un encouragement et un soutien pour les aider dans les situations plus ou moins rémunératrices qu'ils embrasseront dans la suite.

Il arrive parfois que l'aliénation des paraphernaux ne suffit pas pour atteindre le but désiré : faut-il aliéner la dot ? Nous avons vu qu'en certains cas, la loi l'autorise pour doter un enfant, tirer le mari de prison, procurer des aliments à la famille, payer un prix de licitation. Doit-on admettre ou restreindre ces cas d'aliénations, doit-on les étendre ? Doit-on recourir à la justice, ou faut-il que le texte de la loi confère par lui-même l'autorisation sans intervention du juge ?

« Suivant nous, dit M. Raoul de la Grasserie, il faudra toujours recourir à justice pour obtenir l'autorisation; il n'y a pas lieu d'en exempter l'aliénation ou l'emprunt dans le but de procurer une dot aux enfants; au contraire, c'est alors qu'il faut que l'entraînement maternel soit surveillé. Mais, d'autre part, les cas de vente ne doivent pas être limitatifs, et le tribunal doit accorder l'autorisation toutes les fois qu'il y a nécessité urgente, autrement le régime dotal manque de l'élasticité qui lui est nécessaire » (1).

Mais, s'il faut étendre l'autorisation à tous les cas de véritable nécessité, il faut, d'autre part, limiter la quotité de l'aliénation actuellement illimitée, dans les cas où l'autorisation est accordée. Il conviendrait, par exemple, en cas d'aliénation pour doter un enfant, de proportionner cette dot à la fortune de la mère, au nombre des enfants.

Dans le cas d'aliénation pour procurer des aliments à la famille, il conviendrait aussi, pour empêcher les fraudes qui pourraient se produire, d'imposer la conversion de la dot en rente viagère. La dot serait ainsi bien affectée au but pour lequel a été autorisée l'aliénation.

§ 3. — *Moyens de remédier aux dangers que fait courir aux tiers le régime dotal.*

Une autre critique, la plus grave peut-être, adressée au régime dotal, c'est qu'il sacrifie les droits des tiers.

(1) R. DE LA GRASSERIE : *op. cit.*, p. 46.

L'hypothèque légale dotale qui nuit, en même temps, au mari, est pour eux un premier danger : ils ne peuvent jamais traiter sûrement avec lui.

Nécessaire sous le régime de communauté, l'hypothèque l'est-elle autant sous le régime dotal ? Il est bien certain que non : toutes les fois qu'il n'existe pas de meubles dotaux ou qu'il n'y a pas de ventes d'immeubles dont l'argent peut être dépensé ; mais, dans l'état actuel du droit, cette hypothèque s'impose dans le cas contraire.

Avec l'obligation imposée au notaire d'employer immédiatement les valeurs mobilières revenant à la femme, soit dans le contrat de mariage, soit dans des partages ultérieurs, et de ne choisir que des valeurs nominatives sur lesquelles serait fait mention de la dotalité, l'hypothèque n'aurait plus de raison d'être, même dans le cas que nous venons de signaler. On pourrait donc, sans inconvénients, la faire disparaître complètement de nos lois ; le crédit du mari y gagnerait, la femme n'y perdrait aucune garantie, et les tiers n'y verraient plus un sujet de craintes.

Ne craignant plus de surprises, quand ils traiteront avec le mari, il serait à souhaiter que les tiers puissent traiter avec la même sécurité, quand ils se rendront acquéreurs ou cessionnaires des biens dotaux de la femme. Or, ils pourront encore être atteints, quand, au lieu de verser le prix de leur acquisition ou le prêt consenti à la Caisse des dépôts et consignations (1) ou au receveur des domaines, que nous avons pro-

(1) V. *supra*, p. 44.

posés pour recevoir les paiements, ils feront ce versement entre les mains des époux.

C'est parce qu'ils ignoreront la dotalité que les tiers auront ainsi agi : il suffit de la leur faire connaître pour leur éviter cet écueil. Il y a actuellement un moyen pour les tiers de connaître cette dotalité, c'est de demander aux époux l'expédition de leur acte de mariage pour constater s'ils ont fait un contrat, puis de leur demander ensuite la production d'une expédition du contrat de mariage lui-même, où on constatera facilement s'il y a des immeubles dotaux et quels ils sont. Mais ce système a des inconvénients qu'on ne saurait se dissimuler, il peut provoquer des froissements, faire rompre les marchés, et en toute hypothèse, est un indice de défiance de la part des tiers.

Il serait bien plus naturel, semble-t-il, de transférer au siège normal de la publicité de l'état juridique des biens, au bureau de la conservation des hypothèques, le lieu de publicité des contrats de mariage. Les tiers trouveraient là tous les renseignements sur la dotalité, et s'assureraient que les biens, qu'ils veulent acquérir, ou sur lesquels ils consentent un prêt, ne sont pas déjà grevés d'inscriptions.

Pour atteindre ce but, et que le conservateur puisse délivrer *des certificats de non dotalité ou de dotalité*, il suffirait encore d'une réforme de bien peu d'importance, obligeant le notaire rédacteur du contrat de mariage à faire inscrire, sous peine d'amende, la dotalité des biens dotaux au bureau de la Conservation des hypothèques du domicile que les époux

avaient le jour du contrat. En cas de changement de domicile, obligation serait imposée de faire inscrire cette dotalité au nouveau domicile.

Ainsi, tous les dangers que redoutaient les tiers en traitant soit avec la femme, soit avec le mari, auront disparu. Le patrimoine du mari comme celui de la femme ne sera plus semé des pièges qu'on y rencontrait autrefois.

§ 4. — *Inégalité de situation entre la femme et le mari
crée par le régime dotal.*

Si nous analysons d'une façon plus approfondie le régime dotal tel qu'il résulte de notre étude, avec toutes les modifications que nous croyons utile de lui faire subir, nous sommes encore frappés par une grave défectuosité qu'il présente : nous nous trouvons en présence de la femme parfaitement protégée, suffisamment indépendante, à l'abri de toutes les ruines possibles, à côté de son mari resté, il est vrai, le maître apparent et l'administrateur d'une grande partie de la fortune, mais qui, par suite de toutes les mesures qui ont été prises en faveur de la femme, est devenu l'unique responsable, doit supporter toutes les pertes sur son seul patrimoine, parer à toutes les dépenses, sans que le patrimoine de la femme en souffre.

Cette inégalité est assurément au moins choquante. Souvent la femme, aussi bien que le mari, peut être portée aux prodigalités, et le mari devra épuiser toutes ses ressources et tout son patrimoine, sans que

celui de la femme ait même contribué à ces dépenses. Elle pourra même, après avoir ruiné son mari, conserver intacte sa fortune paraphernale. Le mari n'a même pas, dans notre droit français, la ressource de demander la séparation de biens : ce droit appartient exclusivement à la femme : seule, on la suppose victime des dépenses du mari et susceptible d'être ruinée par lui ! Ces idées furent peut-être vraies en d'autres temps, où les mœurs n'étaient plus ce qu'elles sont aujourd'hui. Mais n'est-il pas évident qu'à notre époque il arrive aussi souvent au mari qu'à la femme d'être la victime : il a donc besoin de la même protection.

C'est cet état de choses qui a fait naître l'idée des *biens dotaux du mari*. Pourquoi donc, en effet, lui aussi, ne pourrait-il pas dotaliser une partie de ses biens. Ainsi il posséderait une réserve dont bénéficieraient les enfants, qui n'auraient plus comme unique ressource que la dot de leur mère ; enfin, il ne supporterait plus toutes les pertes. A la place du régime dotal nous aurions désormais un régime « *interdotal* » (1), et l'injuste inégalité entre le mari

(1) Il existe dans plusieurs législations des régimes analogues : nous trouvons des pays qui consacrent l'indépendance respective des époux (séparation de biens), (Russie, Italie, États-Unis, Angleterre, etc. ; en France, projet de réforme du mariage de H. Coulon, Victor Margueritte, etc.) ; d'autres, au contraire, consacrent le principe de la dépendance respective (Interdépendance-Intercommunauté), (Allemagne). Sous ce dernier régime, de même que la femme doit obtenir l'autorisation du mari pour aliéner ses propres, le mari doit de même obtenir son consentement pour aliéner les siens et surtout les biens communs.

et la femme au profit de cette dernière serait évitée.

Il est donc possible de supprimer d'une façon assez simple la plupart des inconvénients du régime dotal; nous avons montré, d'autre part, ses immenses avantages qu'aucun autre régime ne saurait procurer. Nous pouvons donc conclure qu'il faut conserver ce régime et étendre son application en faisant tomber les préjugés nés contre lui.

On a tort de croire que la communauté est tellement implantée en France, qu'elle ne puisse être remplacée par un autre régime. La communauté proprement dite est encore plus en déchéance que le régime dotal pur (1). Les cas sont excessivement rares où on la rencontre sans profondes transformations et, si extraordinaire que cela paraisse, le régime dotal est bien plus souvent adopté sans profondes modifications que le régime de la communauté. De la communauté organisée par le Code civil on peut dire qu'il ne reste qu'une chose, la communauté d'acquêts.

Le régime de communauté ne convient plus, en effet, à une époque où le divorce vient à chaque instant rompre les liens du mariage. Chaque époux tient à conserver la propriété des biens qu'il apporte, en vue de cette éventualité.

De même aussi, ce régime ne convient plus à une époque où la fortune mobilière a fait des progrès aussi considérables que ceux que nous constatons aujourd'hui.

(1) V. *supra*, p. 16.

Un membre éminent de la commission préparatoire du Code civil, M. de Malleville, paraît avoir eu le pressentiment de cet état de choses. Lors de la discussion de l'article 1401, il proposait d'admettre comme régime légal la communauté réduite aux acquêts. Il montre d'une façon lumineuse les conséquences dangereuses et difficiles à prévoir de l'adoption de la communauté de l'article 1401, qui fait passer les fortunes d'une famille à l'autre, oblige un époux à payer les dettes de son conjoint, conséquences si injustes « que dans toutes les coutumes qui admettent la communauté, il est d'usage de stipuler que les époux ne seront pas tenus des dettes de l'autre; que leur mobilier leur demeurera propre en tout ou en partie, qu'il en sera de même des successions ou donations qui pourront leur advenir : en sorte que sur cent contrats de mariage qui se passent à Paris même, il n'en est pas dix où l'on se tienne à la communauté légale telle qu'elle est ici présentée! Et l'on voudrait la donner comme règle à ceux qui l'ont toujours rejetée! » (1).

L'expérience a consacré cette manière de voir, et si dix pour cent des personnes qui adoptaient la communauté, choisissaient du temps de M. de Malleville le régime légal, il serait difficile de rencontrer actuellement un contrat pour cent de cette nature. La communauté universelle est encore plus exceptionnelle, en sorte que l'on peut dire que l'on ne rencontre plus

(1) Travaux préparatoires du Code civil (FENET, t. XIII, p. 549 à 551).

d'autre communauté que la communauté d'acquêts. Pourquoi, après ces constatations, vouloir soutenir que le régime de la communauté est tellement implanté dans nos mœurs, qu'il est impossible de l'en déraciner? Est-il si populaire, ce régime qu'on adopte souvent par habitude sans bien en comprendre les inconvénients, et dont on restreint à tel point les effets, qu'il ne reste souvent qu'une communauté purement nominale?

Même réduite aux acquêts, la communauté présente des inconvénients fort graves. Malgré la multitude des mesures de protection dont on entoure ses propres, la femme n'est pas garantie efficacement (1).

Ce qui explique que, malgré tout, la communauté réduite aux acquêts soit le régime dominant à une si énorme majorité, c'est que le but principal que visent les époux en faisant leur contrat, c'est de former entre eux, pour la durée du mariage, une société composée de leurs revenus réciproques et de tous les biens qu'ils pourront acquérir pendant cette période. *Ils entendent, au contraire, conserver chacun la propriété de tous les biens qu'ils possèdent au jour du mariage* afin de les retrouver intacts au jour de la dissolution. Ils ignorent ou ils oublient souvent que le régime de la communauté, qu'ils adjoignent, sans s'en douter, à leur société d'acquêts, protège d'une façon bien inefficace cette propriété!

Cette garantie, que la communauté réduite aux acquêts ne leur donne pas, *le régime dotal joint à la*

(1) V. *supra*, p. 21.

société d'acquêts peut la leur offrir : seul, il garantit, d'une façon efficace ces biens, que chaque époux entend se conserver ainsi qu'à sa famille. Il sera pour les époux et leurs enfants « une mesure de prévoyance paternelle » (1); la société d'acquêts viendra, de son côté, tempérer la séparation des patrimoines opérée par le régime dotal et mettre plus d'union et d'harmonie dans le ménage, par la mise en commun des revenus de chacun et par la part d'activité qui sera donnée à la femme dans la gestion des intérêts pécuniaires du ménage, dont le régime dotal la tenait à l'écart. Les époux trouveront dans cette combinaison tous les avantages de deux régimes, qu'on a trop longtemps voulu opposer l'un à l'autre, alors que par leur union on pourra peut-être trouver la solution d'un des plus graves problèmes sociaux de l'heure présente.

(1) CAUWÈS (Paul) : *Protection des intérêts économiques de la femme mariée*.

CHAPITRE III

Vitalité actuelle de la dotalité.

Formes sous lesquelles elle se manifeste.

SECTION I

Abandon fictif de la dotalité.

Nous avons acquis la certitude que théoriquement le régime dotal est excellent sous certaines modifications. Si, par contre, nous consultons les statistiques (1), nous constatons cependant que la pratique ne paraît pas lui témoigner grande confiance. Partout elles accusent une décroissance marquée du régime dotal dans les pays où il était autrefois le plus en vigueur. On paraît considérer généralement ce régime avec mépris, on voit en lui une mesure de défiance contre le futur mari, on le regarde d'autre part comme un instrument de fraude contre les tiers. Souvent même il arrive que des personnes n'osent l'adopter, parce qu'il leur paraît un contrat immoral !

Ces préventions sont peut-être pour une part dans

(1) D'après une statistique établie par la Chambre des Notaires de Paris, le nombre des contrats adoptant le régime dotal dans le département de la Seine est passé de 125 en 1888 à 65 en 1898.

les causes de la diminution croissante du nombre des contrats adoptant le régime dotal ; mais il nous semble que cette diminution constatée est due surtout à un phénomène d'un tout autre genre, le changement apporté dans la manière de stipuler la dotalité.

Si on jette, en effet, les yeux autour de soi, et qu'on examine les nombreux contrats qui se passent sous les régimes les plus divers, on sera vite convaincu que l'abandon de la dotalité est plus fictif que réel. Presque partout, en effet, on la retrouve, non plus sous sa forme brutale et primitive du régime pur, mais plus ou moins mitigée, timide, tout en gardant ce qu'elle a de meilleur pour se combiner avec les règles des régimes les plus variés.

D'une enquête, présentée au Congrès international de droit comparé, réuni à Paris du 31 juillet au 4 août 1900, il résulte, qu'en dehors des Cours dans le ressort desquelles le régime dotal est encore en vigueur, on trouve des clauses fréquentes de dotalisations dans les contrats de mariages passés sous les autres régimes.

On trouve à Paris « de fréquentes dotalisations partielles sous forme de conditions spéciales d'aliénation, d'obligation d'emploi ou de remploi, modifiant le régime de la communauté généralement admis(1) ».

Dans l'ouest, le centre et l'est, au lieu d'adopter le régime dotal, ceux qui veulent bénéficier des avan-

(1) DÉPINAY : *Le régime dotal*, Paris, 1902, p. 344.

tages de la dotalité introduisent, dans le régime de la communauté d'acquêts, des clauses analogues à celles que nous venons de mentionner.

Enfin, partout où le régime dotal était autrefois en vigueur, il est presque toujours combiné avec la société d'acquêts.

Ainsi donc, loin de disparaître, comme les statistiques sembleraient le faire croire, il paraît bien que la dotalité se répand davantage sous une forme nouvelle. Sans doute, le régime dotal pur disparaît, mais à sa place apparaissent les silhouettes de régimes modernes, en rapport avec les aspirations et les besoins actuels.

« Dans les grandes villes de la région lyonnaise », dit un notaire de Lyon, « la dotalité se stipule de plus en plus, mais avec des clauses de communauté d'acquêts, des restrictions nombreuses et de grands adoucissements. La dotalité pure et simple ne s'adopte à peu près pas(1). »

Dans le Nord et en Belgique même, la clause de dotalité commence aussi à pénétrer dans des cas rares, il est vrai, mais suffisants pour que l'on puisse la constater. « Depuis une vingtaine d'années, dit Laurent, le régime dotal paraît dans la jurisprudence, notamment dans la Cour de Gand(2). »

Si donc on constate cette fréquence de la dotalité dans beaucoup de contrats de mariages, c'est que réellement on reconnaît en pratique ses avantages, et

(1) DÉPINAY : *op. cit.*, p. 344.

(2) DÉPINAY : *op. cit.*, p. 344.

que, par contre, on trouve que les autres régimes ne répondent pas aux désirs des époux.

SECTION II

Des clauses de dotalité en dehors du régime dotal.

Nous venons de voir que, loin d'assister à la disparition de la dotalité, nous avons à constater sa renaissance sous une forme nouvelle, par suite de son introduction dans beaucoup de contrats adoptant d'autres régimes. C'est qu'en effet, si le nom du régime dotal est discrédité, il n'en est pas de même des avantages qu'il procure ; les futurs époux savent les apprécier, et, s'ils ne le choisissent plus comme clause principale de leurs conventions matrimoniales, ils cherchent très souvent à faire produire à leur contrat les mêmes effets qui auraient résulté de l'adoption du régime dotal ordinaire. — Il nous paraît intéressant d'examiner par quels moyens ces résultats sont obtenus, quels sont les principes dont on cherche surtout à s'assurer le bénéfice, et quelles sont les clauses les plus fréquemment employées. Nous étudierons la question successivement sous le régime de la communauté et sous les autres régimes.

§ 1. -- Les clauses dotales sous le régime de communauté.

La validité de ces clauses, qui a été autrefois l'objet de vives controverses, n'est plus aujourd'hui contestée.

Il n'y a, en effet, rien que de très naturel à ce que les époux, qui pouvaient stipuler une dotalité complète, en adoptant purement et simplement le régime dotal, aient la faculté de soumettre certains biens seulement aux règles de la dotalité. La jurisprudence et la doctrine, à de rares exceptions, sont d'accord sur ce point (1).

La plupart des clauses, qui transportent sous le régime de la communauté certaines règles du régime dotal, ont pour but, soit de donner à la dot de la femme une protection plus efficace que celle que lui assure la communauté, soit de mettre un frein à la trop grande omnipotence du mari, seigneur et maître. Nous allons examiner les plus usuelles.

La stipulation la plus fréquente et qui, à elle seule, peut démontrer péremptoirement la vitalité de la dotalité est la *clause de dotalisation partielle*. Elle « a pour objet de soumettre à toutes les conséquences du régime dotal, soit une somme d'argent, soit des biens meubles et immeubles déterminés, soit tous les biens présents ou tous les biens à venir de la femme, soit encore une quotité de ses biens présents ou à venir ou même de ses biens présents et à venir » (2).

Cette clause ne saurait donner lieu à aucune difficulté, quand elle est nettement et expressément stipulée. Les règles de la dotalité s'appliqueront

(1) Cass., 3 février 1879; Sirey, 79, 1, 353. — 13 novembre 1895; Sirey, 96, 1, 267.

(2) DÉPINAY : *op. cit.*, 388.

alors aux biens dotalisés, et les autres demeureront soumis aux principes de la communauté. Mais si un doute vient à s'élever sur la nature exacte de la stipulation, que décider? Il faut admettre que la dotalité étant ici l'accessoire, on doit, dans cette hypothèse, interpréter contre elle les clauses du contrat de mariage. C'est ce qu'a décidé à plusieurs reprises la Cour de cassation (1).

La clause de dotalisation partielle transporte intégralement les règles dotales dans le régime de communauté, en ce qui concerne les rapports des époux avec les biens dotalisés et la responsabilité des tiers.

La pratique fait fréquemment usage d'autres stipulations, qui se contentent d'emprunter certains principes seulement à la dotalité. Tel est le cas de la *clause d'inaliénabilité* qui, tout en rendant inaliénable tout ou partie des biens de la femme, ne soumet toutefois pas ceux-ci au régime dotal.

Certains auteurs ont critiqué la validité de cette clause (2), prétendant que l'on ne pouvait rendre des biens inaliénables, qu'en adoptant expressément le régime dotal. Selon eux, la femme mariée sous la communauté reste capable d'aliéner ses immeubles avec la seule autorisation de son mari, et il est impossible de lui imposer un amoindrissement de sa capacité.

(1) Cass., 6 novembre 1854; Dalloz, 54, 1, 439. — Cass., 8 juin 1858; Dalloz, 58, 1, 233.

(2) MARCADÉ : *Revue critique*, I, p. 223. — TROPLONG : *Contrat de mariage*, I, n° 79.

De plus, disent-ils, l'indisponibilité des biens, contraire à l'ordre public, ne peut être admise en dehors des cas déterminés par la loi et ne peut, par conséquent, résulter que du régime dotal, auquel le législateur l'a spécialement attachée. Il serait à craindre, autrement, que les tiers n'encourent les plus graves dangers.

Cette opinion n'a pas triomphé et la validité de la clause d'inaliénabilité, jointe au régime de communauté, est aujourd'hui admise par la jurisprudence et la doctrine. En effet, pourquoi attribuer au régime dotal ce caractère statutaire que le Code civil ne lui a nullement conféré? Quand ils adoptent ce régime, les époux le font spontanément. Il n'existe pas de motifs pour interdire à la femme, qui peut, en adoptant le régime dotal, grever ses biens d'inaliénabilité par voie de conséquence, de faire, d'une façon directe, ce qu'elle peut indirectement. Sans doute, l'article 1392 exige, pour l'adoption du régime dotal, une stipulation expresse, mais la loi n'impose aucune formule sacramentelle. Il suffit donc que les intentions des parties soient nettement exprimées pour que cet article soit respecté. Or, il est bien rare, en fait, qu'une clause d'inaliénabilité soit assez obscure, pour qu'on puisse se méprendre sur les intentions des parties. Les tiers, grâce à l'article 10 de la loi du 10 juillet 1850, ayant la possibilité de consulter le contrat de mariage, ne peuvent prétendre qu'ils ont été induits en erreur par une semblable stipulation.

La jurisprudence interprète, du reste, toujours en

leur faveur les clauses douteuses, c'est-à-dire dans le sens opposé à l'inaliénabilité (1).

Par suite de l'indisponibilité dont elle frappe les biens, la clause d'inaliénabilité est souvent remplacée dans la pratique par la stipulation *de l'obligation d'emploi* en cas d'aliénation. C'est ainsi que les époux, en adoptant le régime de la communauté, conviennent que les biens propres de la femme ne pourront être aliénés qu'à charge de remploi. Quelle est la portée de cette clause? La question présente ici un intérêt considérable sur le point de savoir si le remploi est ou non opposable aux tiers. En principe, sous la communauté, le remploi ne leur est pas opposable. En effet, la règle ici est la liberté, et par conséquent, la faculté pour la femme d'aliéner, sans restrictions, ses biens propres. La clause d'emploi n'a donc ici d'effets qu'entre les époux. Il en est tout autrement sous le régime dotal, où cette clause, qui atténue l'inaliénabilité, en permettant à la fois d'aliéner et de fournir remploi du prix d'aliénation, est logiquement opposable aux tiers.

Il faut donc prendre soin, dans la rédaction du contrat de mariage, de bien préciser si on désire faire produire à la stipulation d'emploi obligatoire les effets qu'on lui attribue sous le régime dotal, ou si, au contraire, on veut les restreindre à ceux du remploi sous le régime de communauté.

En dehors des clauses d'emploi obligatoires et appli-

(1) Bordeaux, 19 février 1837; D., 58, 2, 68. — Riom, 19 août 1851; D., 52, 2, 269.

cables à une somme d'argent, à un objet déterminé, à une certaine quotité de biens présents ou à venir de la femme, on rencontre parfois des clauses exceptionnelles, ayant toujours pour but de protéger efficacement certains biens, par l'obligation de l'emploi. Tel est le cas de la stipulation par laquelle les époux s'engagent l'un envers l'autre, et tous deux envers leurs ascendants donateurs, à acheter un immeuble pour emploi des apports et dot, avec convention que, de cet immeuble, qui restera propre à chacun d'eux, la moitié appartenant à la femme sera dotale, et que, pendant la durée de la communauté, les époux resteront propriétaires indivis, avec faculté de le vendre, à charge d'emploi du prix, sous la surveillance des tiers.

On pourrait citer beaucoup d'autres stipulations, qui viennent souvent s'adjoindre à un contrat de mariage adoptant la communauté, pour y introduire quelques-unes des garanties de la dotalité. Nous n'avons fait qu'énumérer, ici, celles qu'on rencontre le plus fréquemment.

§ 2. — *Les clauses dotales sous les régimes de séparation de biens et d'exclusion de communauté.*

La présence de clauses dotales sous le régime de SÉPARATION DE BIENS est beaucoup moins fréquente que sous le régime de communauté. En effet, qu'est-ce autre chose, au fond, qu'un régime dotal avec paraphernalité, qu'adoptent ceux qui introduisent une clause de dotalité dans la séparation de biens ?

Il n'est cependant pas rare de rencontrer, sous ce régime, des stipulations de *dotalisation partielle*, affectant soit des immeubles, soit une somme d'argent, soit des valeurs de bourse, soit enfin une certaine quotité des biens présents ou à venir de la femme ; des *mentions d'inaliénabilité*, généralement applicables à un bien déterminé, mais pouvant cependant intéresser une quotité des biens actuels ou futurs de la femme ; enfin, des *stipulations d'emploi* obligatoires, à l'égard des tiers, destinées à donner à la femme une sécurité plus ou moins complète pour la restitution de sa dot.

Comme le régime de séparation de biens, le régime d'EXCLUSION DE COMMUNAUTÉ peut se combiner avec le régime dotal ; mais, outre que ce régime est très peu appliqué, dans les cas rares où on l'adopte, on rencontre, moins que sous les autres régimes, de clauses dotales. Le motif en est qu'il se rapproche davantage du régime dotal, avec lequel il a bien des points de ressemblance. Il arrive cependant qu'on rencontre parfois, dans un contrat portant exclusion de communauté, quelques-unes des stipulations de dotalité partielle que nous avons constatées sous les autres régimes.

SECTION III

Inconvénients des clauses de dotalité en dehors du régime dotal.

La multiplicité des clauses, dont se servent les futurs époux pour transporter en dehors du régime dotal les effets et les avantages de la dotalité, nous montre combien sont recherchées ses garanties. Le principe de la protection de la dot nous paraît donc plus en honneur qu'on ne semble le croire généralement. Les combinaisons si diverses, qu'on recherche pour s'en assurer le bénéfice, le prouvent abondamment.

Mais, pourquoi adopter un système aussi compliqué pour obtenir ce résultat, alors que le régime dotal présenterait, seul, autant d'avantages sans avoir plus d'inconvénients? Il est bien évident que ces différentes clauses, introduites dans d'autres régimes, peuvent arriver à fournir, à peu près, les mêmes garanties que la dotalité; mais que de difficultés ne surgit-il pas, quand on veut concilier la clause modificatrice et le régime adopté! Que de fois le manque de précision dans les termes du contrat, l'ambiguïté des expressions ne viennent-elles pas empêcher ses effets! Ce sont alors des sources permanentes de procès et de contestations pour les époux ou leurs héritiers, qui verront parfois les tribunaux interpréter leurs stipulations dans un sens tout opposé

aux intentions qui avaient présidé à la rédaction du contrat.

Ordinairement, du reste, la clause douteuse, nous l'avons vu, s'interprète dans un sens restrictif, car, la dotalité étant ici l'accessoire, doit, dans le doute, céder le pas devant les règles opposées du régime, sous les principes duquel les époux se sont placés. Ainsi, leurs stipulations pourront parfois devenir totalement inefficaces.

Enfin, ajoutons que, si, dans une certaine mesure, les parties peuvent arriver à bénéficier de quelques-uns des effets de la dotalité, il est fréquent que ce résultat ne soit qu'imparfaitement atteint.

Il nous paraît donc qu'il serait de beaucoup préférable, pour les futurs époux, d'adopter un régime plus précis que celui qui résulte de la plupart des stipulations qu'ils pratiquent. « Il faut espérer », dit M. Dépinay, « que, grâce aux perfectionnements qu'elle a reçus, et qu'elle est encore appelée à recevoir, la dotalité ne répandra plus, par son seul nom, la terreur injustifiée dont l'ont chargée ses adversaires, et qu'alors l'obligation d'emploi, sous le régime de la communauté, sera remplacée par la dotalisation partielle, qui, elle du moins, jouit du précieux avantage de la limpidité et de la franchise, et dont l'application ne peut prêter à aucune ambiguïté(1). » Ce que M. Dépinay dit de la clause de remploi, pourrait tout aussi bien s'appliquer à beaucoup d'autres stipulations, entraînant certaines dotalisations ou l'ina-

(1) DÉPINAY : *op. cit.*, p. 393.

liénabilité. En effet, en dehors des inconvénients que nous avons déjà signalés, ces mesures de dotalité partielle peuvent produire des conséquences fâcheuses, en pénétrant dans des régimes qui ne sont pas faits pour les recevoir. Dans le régime de communauté, par exemple, elles ont pour résultat d'aggraver, dans une certaine mesure, l'incapacité de la femme, en ce qui concerne ses biens. Déjà bien dépendante, par le fait de l'omnipotence de son mari, elle pouvait encore, avec l'autorisation de celui-ci, aliéner ses biens propres. Avec une clause d'inaliénabilité ou de dotalisation partielle elle ne le pourra plus, et il ne lui restera pas ici, comme sous le régime dotal, une fortune paraphernale dont elle puisse disposer.

A notre avis, il serait désirable de voir la pratique abandonner ses préjugés contre le régime dotal proprement dit, surtout modifié, ainsi qu'il pourrait l'être; elle y trouverait tout avantage : augmentation des garanties de la dot, plus grande précision des clauses du contrat, enfin un juste équilibre, établi entre les différentes tendances qui se manifestent, par la combinaison de principes empruntés aux trois régimes les plus en vigueur. Prenant au régime dotal son système de protection, à la séparation de biens la paraphernalité, à la communauté la société d'acquêts, ce régime nous paraîtrait répondre à toutes les exigences. C'est l'étude de son fonctionnement que nous allons entreprendre.

DEUXIÈME PARTIE

DES CONSÉQUENCES JURIDIQUES
DE LA COMBINAISON DU RÉGIME DOTAL
ET DE LA SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS

PRÉLIMINAIRES

Il arrive souvent que les conceptions théoriques, qui paraissent avoir les bases les plus solides, ne donnent pas, quand on essaie de les appliquer, les résultats qu'on était en droit d'en attendre. Tel principe, excellent, quand on l'envisage d'une façon abstraite, peut être mauvais en pratique.

Le régime dotal pris isolément, tel surtout que nous le voudrions modifié, est une institution séduisante. La société d'acquêts, de son côté, repose sur les principes les plus justes, qui lui valent d'être la clause habituelle de presque tous les contrats de mariage. Quels résultats la fusion de ces deux éléments va-t-elle engendrer ? Longtemps on a voulu les séparer comme inconciliables : peuvent-ils former, par leur association, un tout capable de fonctionner ?

C'est l'étude de cette fusion, de son fonctionnement et des avantages qui en résultent, qui va faire l'objet de cette seconde partie. Nous verrons successivement, sous quelles influences la clause de société d'acquêts a pris naissance, ce qu'elle a été et ce

qu'elle est aujourd'hui, enfin, quels principes il faut appliquer, pour concilier les règles des deux régimes ainsi juxtaposés, et retirer de cette combinaison tous les avantages qu'on en peut attendre.

CHAPITRE PREMIER

Origines et historique de la société d'acquêts.

Son caractère dans son adjonction au régime dotal.

Le régime dont nous abordons l'étude n'est pas un régime nouveau, il est déjà florissant, et ses origines remontent peut-être très haut dans l'histoire des institutions matrimoniales. C'est actuellement la forme la plus usuelle du régime dotal de la pratique, dans les pays (1) où le régime dotal est encore en faveur. Seules quelques régions, telles que la Corse, l'Hérault, l'Aveyron, lui sont demeurées réfractaires. Quant aux pays du Nord, ils n'adoptent jamais le régime dotal qu'à sous cette modification. Si bien, qu'on en arrive à considérer cette forme comme absolument indispensable : « Il faudrait, dit M. Eyquem, que la société
« d'acquêts, dont on apprécie les effets et les bien-
« faits dans toute la France et à laquelle si peu de
« régions ont boudé, fût la *conséquence nécessaire de*
« *l'adoption du régime dotal* ; pour l'exclure il faudrait
« une stipulation spéciale (2) ». Le Code civil n'est

(1) Pays de Droit écrit : Bordelais, Toulousain, Normandie, Auvergne, Lyonnais et Dauphiné.

(2) EYQUEM (Albert) : *Le Régime dotal, son évolution*, Paris, 1903, p. 490.

pas allé jusque-là, l'article 1581 propose seulement cette combinaison aux époux qui choisissent le régime dotal, sans leur faire une obligation de l'adopter.

La pratique a usé largement de cette faculté donnée par l'article 1581, que le principe de la liberté des conventions matrimoniales accordait déjà, mais que le législateur a cru devoir spécialement régler, comme il l'a fait pour les clauses les plus généralement usitées (1).

SECTION I

Origines de la société d'acquêts.

Il est assez difficile d'indiquer d'une façon précise quelles furent les premières origines de la société d'acquêts. C'est surtout dans les pays de droit écrit, où la dotalité était la base des contrats de mariage, que nous voyons les sociétés d'acquêts se pratiquer tout d'abord, et principalement à Bordeaux, où elles sont consacrées par les coutumes et la jurisprudence du Parlement, dont le ressort s'étendait sur un rayon plus considérable que les pays régis par la coutume de Bordeaux proprement dite.

A quelles influences faut-il attribuer cette apparition dans les pays de dotalité ? Certains auteurs prétendent que ce phénomène fut simplement le résul-

(3) DUVEYRIER : *Rapport de la Commission préparatoire du Code civil*, Fenet, XIII, p. 764.

tat de la fusion des peuples du Nord qui pratiquaient la communauté, avec ceux du Midi qui avaient conservé la loi romaine.

D'autres, avec nos anciens auteurs (1), voient l'origine de cette combinaison dans différentes lois romaines (2). Le régime dotal pratiqué à Rome était le régime dotal pur, dont il présentait tous les inconvénients. Ce serait pour les éviter, qu'on aurait eu recours, dès cette époque, à la clause de société d'acquêts.

Sans vouloir rechercher d'une façon précise quelles en furent exactement les premières origines, nous nous bornerons à étudier le développement de cette pratique, depuis ses premières manifestations dans les pays de droit écrit jusqu'à la rédaction du Code civil.

C'est sous la forme d'un « pacte de société », que cette coutume apparaît d'abord dans les pays de droit écrit. Les époux convenaient de former entre eux une société de tout ce qu'ils pourraient acquérir *ex mutua collaboratione*, pendant le mariage. Restreinte à ces seuls acquêts (3), cette société demeura-

(1) CUJAS : Consult. VII. — BOUHIER : *Coutume de Bourgogne*. — FERRIÈRE : *Coutume de Paris* (*Traité de la*).

(2) DIGESTE, L. 16, § 3 : *De Alimentis* et L. 7, *Pro Socio*; on connaissait à Rome une sorte de société appelée « *Societas universorum quæ ex quæstu veniunt* », « *hoc est si quod lucrum ex emptione, venditione, locatione, conductione descendit.* » (*Pro Socio*, L. 7). — « *Quæstus intelligitur qui ex opera cujusque descendit.* » (*Id.*, L. 8).

(3) Il ressort de nombreuses attestations du barreau de Bordeaux que *acquêts et conquêts*, dans la jurisprudence de Bordeaux, s'appliquent uniquement aux biens acquis « *ex mutua*

rait étrangère à tout ce que les associés pouvaient acquérir par donations ou successions (1). Elle n'avait aucune influence sur le régime dotal dont elle n'était qu'un accident, et se réglait entièrement d'après les lois civiles romaines relatives aux sociétés ordinaires.

Sur un point pourtant elle se séparait des sociétés ordinaires : la puissance maritale établissait en effet entre les associés une inégalité considérable, par suite des pouvoirs étendus attribués au mari pour l'administration et la disposition des acquêts, pendant la durée du mariage. Pendant cette période, les droits de la femme étaient réduits à de simples expectatives. Ce n'est qu'à la dissolution du mariage qu'elle pouvait véritablement agir comme associée (2). Quoi qu'il en soit, grâce à ce moyen, la femme devenait indirectement intéressée aux affaires du mariage, puisqu'elle se savait appelée éventuellement, elle ou ses héritiers, à en partager les bénéfices.

Ce pacte de société se compliquait presque toujours

collaboratione » par le travail, l'épargne ou l'industrie des époux. (V. TESSIER : *Traité du régime dotal et de la Société d'acquêts, d'après la Jurisprudence des anciens parlements de Bordeaux*. 2^e édition, par P. DE LOYNES, Paris, 1881, p. 67).

(1) « *Nec adjecit Sabinus hereditatibus vel legatum, vel donationes mortis causâ sive non mortis causâ... sibi autem quisque hereditatem acquirit* ». (Dig., L. 9, *Pro Socio*).

(2) « *Uxor non est socia œque principaliter nisi post obitum viri sed soluto matrimonio... et sic non est proprie socia, sed spectatur fore.* » (DUMOULIN : sur l'ancienne coutume de Paris, art. 107, n° 3).

d'une clause d'affectation spéciale des acquêts aux enfants à naître du mariage ; certaines coutumes faisaient même aux futurs conjoints une obligation de cette affectation. En Saintonge, on imposait une réserve absolue des acquêts au profit des enfants à naître du mariage ; le survivant des époux se trouvait ainsi dépouillé du droit de disposer, comme bon lui semblait, des acquêts de son premier mariage, quand il convolait en secondes noces. Il avait le droit de les répartir comme il l'entendait, entre les enfants du premier lit ; mais il lui était interdit de les aliéner même à titre onéreux et de les hypothéquer. Les enfants du premier lit avaient le droit de revendiquer après son décès, entre les mains des acquéreurs, les biens vendus sans nécessité et sans juste cause (1).

L'article 70 de la coutume de Bordeaux contenait réserve des acquêts au profit des enfants, mais il n'en frappait que les immeubles et laissait le survivant libre d'en disposer même à titre gratuit : la réserve ne s'appliquait ainsi, au moment du décès du survivant, qu'aux « acquêts de biens immeubles et héritages par lui faits, desquels il n'aurait pas disposé (2) ».

Dans les parties du ressort du Parlement de Bordeaux de pur droit écrit, la femme qui possédait des acquêts d'un premier mariage, acquis par le pacte de société, et qui convolait en un second mariage, n'était pas tenue de les réserver aux enfants du premier lit (3).

(1) TESSIER : *op. cit.*, 427.

(2) *Idem*, 434.

(3) — 425.

A côté de cette *réserve statutaire* et obligatoire des acquêts, au profit des enfants nés du mariage, on rencontrait la *réserve contractuelle* au profit des mêmes enfants. Celle-ci ne pouvait résulter que d'une stipulation expresse des conjoints en faveur des enfants à naître de leur union. Sorte de donation à cause de mort, elle n'ouvrait au profit des enfants aucun droit actuel, et ne leur conférait qu'une simple expectative. Les parents pouvaient donc disposer de ces biens à titre onéreux et les hypothéquer (1), sans toutefois pouvoir en disposer à titre gratuit.

Les avantages, que procurait le pacte de société des acquêts, firent développer rapidement cette institution. Le régime dotal présentait l'inconvénient de ne pas faire participer la femme aux économies du ménage, et de ne pas l'intéresser aux produits du commerce et de l'industrie du mari, même si elle y coopérait personnellement ; on trouva dans la société d'acquêts un moyen excellent de remédier à ces inconvénients.

A partir du xviii^e siècle, certaines coutumes (2) admettaient la société d'acquêts sans conventions spéciales du contrat de mariage : elles l'établissaient de plein droit entre les époux comme un accessoire du régime dotal.

A Bordeaux et dans la plus grande partie de la Guyenne, on ne reconnaissait l'existence d'une société

(1) TESSIER : *op. cit.*, 438.

(2) *Coutumes de Bayonne* : titre ix, art. 21 ; *de Saint-Jean-d'Angely* : titre viii, art. 4 ; *de Saintes* : titre v, art. 43.

d'acquêts, qu'autant que le contrat de mariage la stipulait expressément ; mais en pratique, cette clause était devenue de style, si bien qu'on ne rencontrait plus de contrats de mariage, où la société d'acquêts ne fût pas adjointe au régime dotal (1).

Même la coutume de Normandie, qui prohibait cependant la communauté, reconnaissait elle-même à la veuve survivante une part dans la pleine propriété des conquêts de bourgage, l'usufruit du tiers des conquêts hors bourgage, et un droit de propriété sur les meubles, dont la quotité variait selon les circonstances (2). Tel était l'état des choses quand survint la Révolution.

SECTION II

La société d'acquêts sous le Code civil.

La société d'acquêts, telle quelle existait au moment de la rédaction du Code civil, avait un caractère mixte. Gouvernée, en principe, par les règles des sociétés ordinaires, elle avait, à certains égards, beaucoup d'analogie avec les communautés coutumières, principalement dans sa composition et son administration. Le Code civil en a fait une véritable communauté à tous points de vue, ainsi qu'il résulte de

(1) Attestations du barreau de Bordeaux des 13 juillet 1715 et 12 février 1746, relatées dans TESSIER, *op. cit.*

(2) *Coutume de Normandie*, art. 329, 330, 393.

l'article 1581 (1), qui renvoie aux articles 1498 et 1499 réglementant la communauté d'acquêts, quand elle est choisie à titre principal. Ce ne sont donc plus les règles des sociétés ordinaires qu'il faut aujourd'hui lui appliquer, ce sont celles de la communauté.

Quoi qu'on ait pu dire sur l'inutilité de l'article 1581, il est certain que par cette disposition *le législateur a voulu catégoriquement montrer cette innovation*, que le principe de la liberté des conventions matrimoniales aurait suffi sans doute à accomplir.

De plus, le législateur a voulu consacrer l'importance de cette clause, et, en quelque sorte, la recommander à ceux qui adopteraient le régime dotal, en même temps qu'il répondait d'avance par là à ceux qui auraient pu soutenir qu'il avait interdit par son silence la combinaison de deux régimes si opposés (2).

(1) Art. 1581 : En se soumettant au régime dotal, les époux peuvent néanmoins stipuler une société d'acquêts, et les effets de cette société sont réglés comme il est dit aux articles 1498 et 1499.

Art. 1498 : Lorsque les époux stipulent qu'il n'y aura entre eux qu'une communauté d'acquêts, ils sont censés exclure de la communauté et les dettes de chacun d'eux, actuelles et futures, et leur mobilier respectif présent et futur. — En ce cas, et après que chacun des époux a prélevé ses apports dûment justifiés, le partage se borne aux acquêts faits par les époux ensemble ou séparément durant le mariage, et provenant tant de l'industrie commune, que des économies réalisées sur les fruits et revenus des biens des deux époux.

Art. 1499 : Si le mobilier existant lors du mariage, ou échu depuis, n'a pas été constaté par inventaire ou état en bonne forme, il est réputé acquêt.

(2) Berlier, dans son exposé des motifs au Corps législatif,

Avec le droit nouveau, cette institution était appelée désormais à prendre de plus en plus d'extension. Avec l'abolition des coutumes, des anciens droits et des privilèges, avaient disparu aussi l'augment de la dot et tous les avantages légaux de survie, qui constituaient pour les veuves un bénéfice important. Le régime dotal restait donc dans toute sa rigueur, et ses inconvénients se faisaient d'autant plus sentir, qu'avec les progrès et les transformations économiques et sociales, la femme était plus souvent mêlée à la vie active du ménage. A ce titre, il semblait juste qu'elle ait droit à partager les bénéfices de l'industrie ou du commerce communs, et que le mari puisse, en retour, bénéficier un peu de la fortune paraphernale.

Ce sont toutes ces causes réunies, qui ont amené l'extension progressive de ce régime mixte à peu près généralisé à présent, à part quelques exceptions, dans tous les pays où le régime dotal était autrefois en vigueur.

M. Dépinay, qui s'est livré à une enquête très

s'exprime ainsi : « Une disposition particulière terminant le chapitre qui lui est consacré (au régime dotal), exprime qu'en se soumettant au régime dotal, les époux peuvent néanmoins stipuler une société d'acquêts. Sans doute les dispositions générales du projet de loi sagement interprétées eussent été suffisantes pour établir ce droit ou cette faculté ; mais le gouvernement n'a pas cru qu'il dût en refuser l'énonciation précise réclamée pour quelques contrées de droit écrit, où cette stipulation est fréquente. Cette mesure aura d'ailleurs le double avantage et de calmer les inquiétudes, et de prouver formellement que nos deux régimes *ne sont pas ennemis*, puisqu'ils peuvent s'unir jusqu'à un certain point. » (V. LOCRÉ, t. XXIII, p. 298).

sérieuse de la question, déclare qu'on peut affirmer « que presque partout la société d'acquêts fait des progrès, et que presque partout le régime dotal est accompagné de société d'acquêts » (1).

M. Eyquem dans son intéressant ouvrage sur les *Transformations du Régime dotal au XIX^e siècle, sous l'influence de la Jurisprudence et du Notariat* (2), montre, par époques successives, l'apparition puis la progression constante de cette clause dans les contrats de mariage : alors que dans le Nord, dès le début, on adjoignit toujours la société d'acquêts au régime dotal, le Midi paraît avoir hésité plus longtemps à combiner ces deux régimes, alors que pourtant il avait pratiqué longtemps auparavant les pactes de société.

Dans les premières années après la rédaction du Code civil, les époux excluent, même presque toujours formellement, la société d'acquêts ; on est revenu au régime dotal pur (3). Peu à peu cependant on commence à se rendre compte que la rigidité du régime dotal pur ne correspond plus aux besoins nouveaux, et on commence à la modifier. On stipule d'abord l'aliénabilité des immeubles dotaux (4).

(1) DÉPINAY : *Le régime dotal* (Paris, 1902, p. 345).

(2) EYQUEM : *op. cit.*

(3) Voici une formule de contrat de mariage dans le Midi en 1809, rapportée par M. Eyquem : « Déclarent les futurs époux vouloir contracter sous le régime dotal et n'entendent former aucune espèce de communauté de biens entre eux, renoncent à tous droits et usages contraires. » EYQUEM, *op. cit.*

(4) D'après le témoignage d'un notaire de Cahors, relaté dans le même ouvrage, de 1828 à 1840, les contrats de mariage conte-

C'est seulement vers 1840, que la société d'acquêts revient de nouveau en faveur, pour progresser cette fois avec une rapidité étonnante, puisque 10 ans plus tard, elle est stipulée dans la grande majorité des contrats qui adoptent le régime dotal (1).

On peut dire maintenant qu'elle est devenue la règle générale, et que le régime dotal pur est une exception. Sous cette forme, on ne le rencontre plus guère qu'en Corse, dans l'Hérault et une partie de l'Aveyron. Il est facile de prévoir le moment où ces deux régimes seront absolument inséparables.

SECTION III

Nature et caractères de la société d'acquêts.

§ 1. — *Nature actuelle de cette clause.*

Devenue par le fait de l'article 1581 une véritable communauté, la société d'acquêts actuelle n'est donc plus un simple pacte de société, mais demeure désor-

naient uniformément l'adoption du régime dotal pur tempéré par la stipulation de l'aliénabilité des immeubles dotaux.

(1) Voici un extrait d'une statistique des contrats de mariage de la ville de Toulon, de 1820 à 1870, publiée par M. Joseph Bressoles; il montre d'une façon suggestive les progrès rapides de la société d'acquêts et la décroissance encore plus rapide du régime dotal non modifié :

	1820	1840	1869
Régime dotal, avec ou sans paraphernalité ...	442	377	35
— — société d'acquêts.....	0	21	71

mais soumise à toutes les règles qui régissent les conventions matrimoniales. Elle n'a gardé de l'ancien pacte que le nom de société devenu synonyme de communauté. Elle doit être, dès lors, insérée dans le contrat et ne peut plus être modifiée après le mariage.

Comme pour la communauté réduite aux acquêts, il faut une stipulation expresse pour l'adopter. En effet, « c'est qu'il s'agit ici d'une clause exception-
« nelle, qui doit modifier profondément l'essence du
« régime dotal : on ne doit donc pas la présumer.
« Mais, pas plus ici que pour la communauté d'ac-
« quêts, il n'est besoin de se servir de termes sacra-
« mentels ou de renvoyer expressément à l'article
« 1581 ; ce qui est nécessaire et suffisant, c'est que
« la volonté des contractants, nette, précise, vise
« exactement la clause dont il s'agit. Par exemple,
« les époux, en adoptant le régime dotal, ont-ils sti-
« pulé, en outre, qu'ils seraient communs en tous les
« biens qu'ils acquerraient, cette clause devra être
« considérée comme constitutive de la société d'ac-
« quêts » (1).

De même, toutes les autres règles relatives aux conditions de fond, de forme, de capacité (2) appli-

(1) Charles PIOLET : *Étude sur la communauté réduite aux acquêts et la société d'acquêts jointe au régime dotal*, Paris, 1877, p. 164.

(2) A propos des questions de capacité, une controverse s'élève au sujet de la validité de la clause de société d'acquêts stipulée par le mineur seul non habilité dans les termes de l'article 1398.

Trois systèmes ont été présentés à propos de la validité de la clause de société d'acquêts adjointe au régime dotal :

· Un premier système soutient que la clause principale portant

cables à la communauté d'acquêts comme à tous les régimes conventionnels, trouvent encore ici leur application.

Bien qu'au fond la société d'acquêts suive toutes

adoption du régime dotal est valable, et que la clause accessoire stipulant la société d'acquêts est nulle.

Le régime dotal, disent les partisans de ce système, conserve à chacun des époux son patrimoine, et comme le fondement de l'incapacité du mineur a précisément pour but la conservation de ses biens, il faut maintenir la stipulation qui l'adopte.

Il en est tout autrement de la société d'acquêts : elle entraîne dans une certaine mesure aliénation et diminution des biens du mineur, il faut donc l'annuler, en se fondant encore sur le principe de l'incapacité du mineur.

Ce système ne nous semble pas admissible, car un contrat de mariage est un tout indivisible qui doit être pris pour le tout ou rejeté entièrement.

Un *deuxième système* valide le contrat pour le tout, en invoquant l'intérêt du mineur et les principes généraux du droit.

Le mineur, dit-on dans ce système, peut seul et sans autorisation, rendre sa condition meilleure, et la loi ne le protège par conséquent que dans le cas où il éprouve un dommage ; or, ici, il ne souffre aucun dommage, puisqu'il n'aliène aucun de ses biens, et conserve tous ceux qu'il possède à son mariage. Il rend même sa condition meilleure, puisque de plus il pourra, en vertu de la clause d'acquêts, prendre part aux bénéfices de l'industrie séparée de son conjoint.

En annulant le contrat du mineur et en le soumettant par conséquent à la communauté légale, ne sanctionne-t-on pas précisément des aliénations dont la loi déclare le mineur incapable ?

Tous ces arguments ont certainement leur valeur, mais malheureusement ils ne peuvent prévaloir en l'occurrence contre le texte formel qu'est l'article 1398 du Code civil. Cet article porte, en effet, que toutes les conventions faites par le mineur dans son contrat de mariage sont valables, « pourvu qu'il ait été assisté de toutes les personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage. » Il n'y a donc pas, à notre avis, de controverse

les règles particulières de la communauté d'acquêts et qu'elle lui soit absolument identique, on peut cependant trouver, entre ces deux conventions, plus d'une différence tenant soit à leurs origines, soit à la dissemblance des régimes opposés qu'elles modifient :

1° Alors que la communauté d'acquêts nous vient des pays de coutumes, la société d'acquêts, nous l'avons vu, a pris, sinon sa naissance, du moins tout son développement dans les pays de droit écrit, et principalement dans le ressort du Parlement de Bordeaux ;

2° Alors que la communauté d'acquêts est une clause restrictive de communauté, la société d'acquêts produit l'effet absolument opposé dans son adjonction au régime dotal. La même clause, dans ses deux adaptations différentes, arrive ainsi à ce résultat curieux de produire deux effets tout opposés ;

3° Bien que sous la société d'acquêts, comme sous la communauté d'acquêts, le mari soit le chef, alors qu'il administre de plein droit les propres de la femme quand il y a communauté d'acquêts, et qu'il est même interdit de stipuler le contraire, il n'a, sous la société d'acquêts, aucun droit d'administration sur les paraphernaux de la femme (1), dont les réserves tombent pourtant dans la société (2) ;

possible : si le mineur n'a pas été assisté de ces personnes, toutes les conventions matrimoniales qu'il aura pu faire sont nulles et, quels que soient les avantages qu'il ait pu trouver dans ces conventions, il est soumis à la communauté légale. *Dura lex, sed lex.*

(1) *Infra*, v. Controverse, 2° partie, chap. III, section 2.

(2) BELLOT DES MINIÈRES : *Régime dotal et société d'acquêts*, n° 2762, t. IV.

4° Enfin, alors que la communauté réduite aux acquêts est un véritable régime complet en lui-même, une communauté simplement restreinte, la société d'acquêts n'est qu'une clause modificatrice, qui suppose nécessairement l'adoption d'un régime de séparation pour lui servir de base. Elle ne règle en effet qu'une partie des biens des époux, les acquêts, c'est-à-dire tous les biens qu'ils pourront acquérir pendant le mariage. Elle laisse au régime adopté le soin de régler le sort des biens.

Ce dernier caractère de la société d'acquêts va nous servir de règle, pour résoudre les nombreux conflits, qui naissent nécessairement de sa combinaison avec le régime dotal. Il faudra toujours se rappeler, que ce n'est pas la société d'acquêts qui représente la partie principale du contrat de mariage des conjoints, mais qu'elle n'est jamais qu'un correctif et un accessoire.

Donc, dans tous les conflits qui s'élèveront entre les règles opposées des deux régimes, il faudra décider que les règles du régime dotal devront toujours l'emporter, toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires.

Nous pouvons déjà tirer de là une première observation, c'est que les biens de la femme conserveront le caractère particulier qu'ils auraient eu sans la société d'acquêts, c'est-à-dire que les uns seront dotaux, les autres paraphernaux. Chacune de ces catégories continuera à suivre ses règles propres : les biens dotaux resteront donc inaliénables, imprescriptibles et insaisissables, d'après les règles ordinaires du

régime dotal; quant aux biens paraphernaux, leur aliénation sera libre.

Aidés de ces principes, il nous sera désormais plus facile de rechercher le domaine propre de chacun de nos deux régimes, dans les différentes questions qui seront soulevées à propos de l'étude des principales conséquences de leur fusion. Grâce à eux, nous pouvons déjà entrevoir les nombreux avantages que la société d'acquêts confère au régime dotal, sans l'altérer en rien.

§ 2. — *Avantages de la société d'acquêts. — Les inconvénients qu'elle fait disparaître dans son union au régime dotal.*

Sous le régime dotal ordinaire, pur ou même tel que la pratique l'a modifié, le mari bénéficiant seul des économies réalisées pendant le mariage, la femme semble invitée à se désintéresser complètement de la gestion économique des revenus affectés aux charges du mariage. De son côté, le mari, n'ayant aucun profit à tirer de la prospérité des paraphernaux de sa femme, de l'augmentation de leurs revenus ou de leur capital, se désintéresse à son tour de leur sort, ou bien, si la femme — ce qui arrive fréquemment — lui donne mandat de les administrer, *souvent il n'apporte pas à cette gestion tout le soin qu'il y apporterait, s'il y avait un intérêt plus direct.*

« Le mari fait siens les revenus des biens dotaux,
« et tous les gains, toutes les économies du ménage
« sont pour lui. D'autre part, si la femme a des pa-

« paraphernaux, ce qu'ils produisent lui appartient
« exclusivement. Il en résulte bien qu'en ce cas,
« chaque époux aura ses ressources particulières,
« distinctes, mais sans participation réciproque soit
« à la bonne, soit à la mauvaise fortune. Que si la
« femme n'a point de paraphernaux, elle doit être
« nourrie, vêtue, logée, — traitée, en un mot, — sui-
« vant son état et les facultés du mari, et c'est
« tout. Il faut convenir que cette dernière hypothèse
« ne rappelle que d'assez loin cette solidarité, ou
« mieux, cette identité d'intérêts que l'on a coutume,
« à tort ou à raison, de considérer comme une consé-
« quence naturelle de l'association conjugale (1) ».

Grâce à la société d'acquêts, cette situation est complètement changée : la femme reprend, suivant la belle expression de Tacite, son rôle naturel d'associée et de compagne du mari, *laborum periculorumque sociâ*. Sans doute, elle doit abandonner à la société une partie des revenus de ses paraphernaux, dont elle aurait été autrement l'unique bénéficiaire, mais, en échange, ne va-t-elle pas retrouver, au moment du partage de l'actif commun, une part des revenus de ses biens dotaux, et ne participera-t-elle pas, à son tour, aux bénéfices — qui peuvent être bien plus considérables — de l'industrie et des entreprises du mari, bénéfices dont elle aurait été exclue, sous le régime dotal ordinaire ?

Le mari, de son côté, aura à cœur d'augmenter les

(1) L. JOURTON : *Étude sur le système du régime dotal sous le Code civil*, (Paris, 1888, t. II, p. 177).

revenus des paraphernaux de sa femme qui viendront grossir d'autant l'actif commun.

Il s'établira ainsi une union d'intérêts, qui, à part les résultats excellents, qui ne manqueront pas de se faire sentir au point de vue pécuniaire, ne manquera pas de réagir d'une singulière façon sur l'harmonie du ménage. Les principes d'ordre, d'économie, d'épargne, qui en seront les conséquences ordinaires, rejailliront d'une façon salubre sur la famille et son bien-être.

La société d'acquêts fera, de plus, disparaître de véritables iniquités qui étaient la conséquence du régime dotal :

Il pouvait arriver sous ce régime que la femme, après avoir vécu pendant le mariage dans l'opulence ou dans une large aisance, que permettaient soit la prospérité des affaires de son mari, soit même des bénéfices importants réalisés sur ses biens dotaux, se trouvât, à la dissolution du mariage, sinon dans la misère, du moins dans une situation très différente de celle qu'elle avait eue jusque-là, alors que les héritiers du mari bénéficiaient non seulement des produits de l'industrie et du travail de celui-ci, mais même des économies qu'il avait pu réaliser sur les revenus des biens dotaux de sa femme, si aucune clause d'emploi n'avait été stipulée.

Avec la société d'acquêts, il n'est plus possible de rencontrer ces injustices, tout au moins sont-elles considérablement atténuées; *la femme aura sa part dans les bénéfices* plus ou moins grands que réalisera, pendant le mariage, l'union des efforts des deux

conjoint. Elle stimulera l'activité de son mari, économisera, de son côté, à la fois sur les revenus de ses paraphernaux et sur les revenus dotaux, quand — et c'est le cas le plus ordinaire, — le mari lui aura laissé le soin de pourvoir aux besoins du ménage. Les deux époux, dont les intérêts deviendront ainsi inséparables, seront dès lors véritablement associés, et ils sauront désormais que leur bonne ou leur mauvaise fortune est inséparable !

Un dernier avantage qui résulte de l'adoption de la société d'acquêts, c'est qu'elle rend à la femme un peu de sa capacité que le régime dotal a, en fait, beaucoup diminuée. Sans la société d'acquêts, elle ne peut, si elle n'a pas de paraphernaux, disposer de rien, elle ne jouit de rien. Ses biens dotaux sont inaliénables, et, même avec l'autorisation de son mari, elle ne peut les vendre, ni les hypothéquer. Quant aux revenus, ils sont la propriété du mari, qui en dispose comme il l'entend.

La société d'acquêts, en créant le patrimoine commun, vient parer à ces inconvénients. Désormais, avec son mari, la femme pourra s'engager sur les acquêts. Tous les actes, que le mari aura autorisés, seront exécutoires contre la communauté. Si on remarque que, pour les besoins du ménage, la femme est considérée comme ayant un mandat tacite de son mari, on voit dans quelles proportions sa capacité est ainsi étendue. Il n'y aura, d'autre part, pas à redouter qu'elle abuse de cette capacité, puisque, étant elle-même intéressée à la prospérité du fonds commun, ses abus se retourneraient un jour contre elle.

Ainsi, par l'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal, les époux confondant en une seule masse leurs revenus, leurs économies et leurs gains, arrivent à faire de la prospérité du ménage une œuvre commune les intéressant à titre égal. On ne peut désormais plus faire au régime dotal ainsi modifié le reproche de séparer les intérêts des conjoints, et de faire de chacun d'eux des étrangers quant à leurs biens. Malgré cette transformation, rien n'est changé dans les principes essentiels du régime dotal. On conserve intact l'ensemble des garanties qu'il confère, les développements qui vont suivre vont nous le prouver.

CHAPITRE II

Comment se constitue le fonds commun.

Biens qui le composent.

Comme toute société, la société d'acquêts doit nécessairement se composer d'un passif et d'un actif. Le régime dotal réglant déjà le sort de tous les biens que peuvent avoir les époux, au jour de la célébration du mariage, où allons-nous prendre les éléments constitutifs du fonds commun ?

Il est d'abord certain que, tous les biens, que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage, leur restant propres, la masse commune est à ce moment en quelque sorte inexistante. Tout au moins, le fonds commun ne se compose-t-il alors que de simples espérances. C'est bien la société *in futurum* des époux, « qui mettent dans le mariage plus d'espérances et de tendresse que de fortune » (1).

Mais s'il n'est pas possible de déterminer, dès son origine, le *quantum* de la société d'acquêts, il nous est tout au moins possible de fixer quelles seront, dès cette époque, ces « espérances » qui pourront constituer un jour cette masse commune. Les articles 1498 et 1499, auxquels renvoie l'article 1581, vont nous éclairer à ce sujet.

(1) DUVEYRIER au Tribunat (Locré, XIII, p. 395).

SECTION I

Actif de la société d'acquêts.

L'article 1498 nous donne les deux sources principales des acquêts, quand il dispose qu'à la dissolution de la société, « le partage se borne aux acquêts faits par les époux *ensemble* ou *séparément*, pendant le mariage, et provenant tant de *l'industrie commune*, que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des deux époux ».

L'article 1499 ajoute un cas particulier, relatif au mobilier « existant lors du mariage ou échu depuis », et dont il n'a pas été fait inventaire.

Si on ajoute à ces dispositions les cas de donations faites aux époux pendant le mariage, sous condition de communauté, et d'acquisitions faites à titre onéreux pendant le mariage, au moyen des revenus économisés, ou avec le produit du travail et de l'industrie de l'un ou de l'autre époux, nous aurons, en définitive, comme éléments constitutifs de l'actif commun :

1° Les économies réalisées sur les produits du travail ou de l'industrie des époux ;

2° Les économies réalisées sur les revenus de leurs biens ;

3° Les biens acquis à titre onéreux par les époux ou l'un d'eux, sauf les cas de subrogation ou de emploi ;

4° Les biens qui leur sont donnés sous condition de communauté ;

5° Le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis (art. 1499), dans le cas où il n'y a pas eu d'inventaire.

Nous allons successivement examiner, pour chacune de ces catégories de biens, les changements, qu'opère dans leur affectation, l'adjonction au régime dotal de la société d'acquêts. Nous devons ne pas perdre de vue, durant ces diverses études, le caractère accessoire de la société d'acquêts. Ce principe nous aidera considérablement pour trouver la solution des difficultés que nous rencontrerons.

§ 1. — *Les produits du travail et de l'industrie des époux sous le régime dotal combiné avec la société d'acquêts.*

Le travail et l'activité industrielle des époux peuvent se manifester de deux façons : ou bien ils s'appliquent à rendre plus productifs un bien ou un capital qu'ils possèdent, tel est le cas de la mise en valeur et de l'amélioration d'une propriété foncière, de l'exploitation d'une industrie, etc. ; ou bien ils s'exercent isolément, indépendamment de tout capital, par le seul fonctionnement des facultés intellectuelles et physiques, c'est le cas de la plupart des professions libérales, c'est le cas aussi de tous ceux qui vivent de l'exercice de travaux manuels.

Cette destination, qui n'a pas d'importance, quand les époux sont soumis au régime de la communauté légale, et à *fortiori* des communautés plus étendues,

prend, sous les autres régimes, une importance considérable.

Quelles que soient, *sous la communauté*, les origines des produits du travail ou de l'industrie des époux, qu'ils proviennent de l'accroissement des revenus, d'une industrie, d'un traitement ou d'un salaire journalier, tous ces produits tombent, sans aucune distinction, dans la communauté. Chaque époux y a donc sa part : sans doute, le mari, seul, en a l'administration et la jouissance pendant le mariage, mais, sa femme n'en profite-t-elle pas indirectement, et n'est-elle pas assurée de trouver, à la dissolution du mariage, la moitié de la portion qu'aura économisée le mari ?

Voici un avantage appréciable pour la femme, présentant certainement pour elle un intérêt pécuniaire d'autant plus considérable que, dans le ménage, c'est ordinairement le mari dont l'activité productrice est la plus rémunératrice. C'est de plus, pour elle, un stimulant, qui la portera aux économies dans les dépenses du ménage, l'intéressera aux affaires de son mari, puisqu'elle se saura associée à leur prospérité ; ce sera, inversement, un encouragement pour le mari à accroître les revenus des biens de sa femme, puisqu'il profitera lui-même de cet accroissement. Chacun profitera des gains comme aussi subira le contre-coup des pertes de son conjoint.

Si nous sortons de la communauté légale, pour nous placer sous les autres régimes, nous remarquons que, plus nous avançons vers un régime de séparation absolue, plus l'individualisation de ces produits

s'opère, *selon leur origine*, pour arriver, sous le régime de la séparation de biens proprement dite, à une division absolue. C'est alors qu'il est indispensable de distinguer les divers produits du travail et de l'industrie des époux des fruits de leurs biens.

Dans l'article 1498, à l'occasion de la communauté d'acquêts, le législateur nous fait déjà pressentir cette distinction, en énumérant, d'une part, les *produits de l'industrie* et, d'autre part, les *fruits et revenus des biens* des époux.

Les régimes *exclusifs de communauté*, dans leurs différentes formes, changeraient-ils donc l'affectation de ces deux sortes de produits? Spécialement, sous ces régimes, les produits du travail de la femme appartiennent-ils au mari comme fruits des biens de la femme ou restent-ils, au contraire, propres à l'épouse et étrangers au droit de jouissance légale du chef de ménage?

Il nous faut d'abord observer que, le mari étant chargé, sous ces régimes, de pourvoir à tous les besoins journaliers du ménage, tous les fruits ou revenus, qui, d'après les usages et l'intention des époux, sont considérés comme destinés à faire vivre la famille et à alimenter la caisse des dépenses journalières, tout cela appartient incontestablement au mari.

Ainsi, en fait, toute rémunération d'un travail modeste, fût-il séparé, sera dépensée au jour le jour dans l'intérêt du ménage; ainsi, en sera-t-il, si la femme loue ses services au mois ou à l'année, à la journée, ou encore si elle donne des leçons au cachet.

Quant aux travaux agricoles, exécutés sur les biens

du mari ou de la femme, ils se confondent avec les fruits de ces biens et appartiennent pour le tout au mari.

Il est inutile de dire que la femme n'a droit pareillement à aucun salaire pour le travail personnel qu'elle donne aux soins du ménage et à la famille. Elle doit ce travail, abstraction faite de tout régime.

Nous devons également convenir qu'elle n'a droit à aucune rétribution de son mari, si elle lui donne sa collaboration dans le commerce ou l'industrie qu'il exerce à domicile (1).

Il faudrait même décider que si la femme exerce un commerce important séparé, ou une industrie quelconque, elle n'aura droit, de la part du mari, à aucune récompense, pour ce qui aura été dépensé dans l'intérêt du ménage, car la femme doit fournir des aliments à sa famille, si la nécessité s'en présente, même sur ses biens dotaux (2).

Ces différents cas étant mis à part, allons-nous décider que tous les autres produits de l'industrie ou du travail de la femme doivent appartenir au mari, qui a la jouissance de tous les biens sous les régimes exclusifs de communauté?

On serait conduit logiquement à ce résultat, si on admettait l'opinion des auteurs qui prétendent que le législateur a considéré l'industrie et le talent personnel comme des biens ordinaires, dont les fruits et les produits doivent suivre le même sort que les autres. Ces auteurs argumentent de l'article 1847 du

(1) C. civ., art. 220, al. 2; C. com., art. 5, al. 2.

(2) C. civ., art. 1558, al. 3, et art. 1578.

Code civil qui déclare que, dans une société, l'industrie d'une personne peut faire l'objet d'un apport, et ils demandent pourquoi on n'admettrait pas, dans notre hypothèse, que les bénéfices de l'industrie ou du talent personnel sont des fruits.

Il nous semble, malgré la valeur de ces arguments, qu'il est préférable de décider que la femme a le droit de capitaliser les revenus qu'elle peut tirer de son industrie et de son talent personnel.

Il paraît bien, en effet, résulter de l'examen des textes, que leur esprit n'est pas celui que voudraient leur attribuer les auteurs de l'opinion que nous rejetons.

Toutes les fois qu'il parle de la jouissance des biens, le législateur n'entend s'occuper que de ceux qui se présentent sous la forme de capitaux. Il sépare toujours avec soin l'industrie et le travail des autres biens. Ainsi, en est-il, dans l'article 1833, où il énumère les différents apports que l'on peut faire dans une société, dans les articles 1708 et suivants, où il envisage séparément le louage de chose et le louage d'ouvrage; dans l'article 387, où il déclare que le droit de jouissance légale des père et mère, du mineur de 18 ans, ne s'étend pas aux biens qu'il a pu acquérir par son travail séparé. Si le législateur refuse aux parents la jouissance légale, c'est donc qu'ils n'ont pas, à plus forte raison, la propriété des produits de ce travail.

Un autre argument (1) en faveur de notre opinion

(1) BAUDRY LACANTINERIE, LE COURTOIS et SURVILLE : *Contrat de mariage*, t. III, p. 12.

résulte de la comparaison des articles 1498 et 1530. Nous voyons, dans l'article 1498, que les produits de l'industrie des époux tombent dans la communauté d'acquêts distinctement des fruits, cela résulte bien des termes mêmes de l'article, qui parle des acquêts *provenant tant de l'industrie commune que des économies faites sur les fruits et revenus des biens des époux*.

Or, si nous examinons l'article 1530 (1), nous n'y trouvons aucune allusion aux produits du travail : cet article confère au mari *les revenus des biens* de la femme, mais non les produits de son industrie. Ceux-ci restent donc bien la propriété de la femme.

N'est-il, du reste, pas juste de lui réserver cette propriété des bénéfices qu'elle peut réaliser, soit par son talent, soit par son travail, sous un régime exclusif de communauté, où le mari jouit de tous les revenus qu'il peut capitaliser et s'approprier entièrement ?

En définitive, l'épouse peut, dans les limites que nous avons précisées, « capitaliser les bénéfices qu'elle réalise par son industrie séparée ou par l'exercice d'un talent personnel. Mais, si les bénéfices sont ainsi capitalisés au profit de la femme, il ne faut pas douter que les intérêts qu'ils procurent appartiennent au mari » (2).

Nous admettons la même solution sous le *régime*

(1) Article 1530 : *La clause, portant que les époux se marient sans communauté, ne donne point à la femme le droit d'administrer ses biens ni d'en percevoir les fruits. Ceux-ci sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du ménage.*

(2) BAUDRY : *op. cit.*, t. III, p. 13.

dotal, s'il n'a pas été stipulé de société d'acquêts. Mais une autre question est ici subsidiairement soulevée : en supposant que les produits de son industrie appartiennent à la femme, peuvent-ils être dotaux, s'il y a constitution de dot des biens à venir ?

Comme à propos des régimes exclusifs de communauté, les opinions qui ont été émises sur cette question, se ramènent ici à deux groupes ; d'une part, le groupe de ceux qui considèrent le talent et le travail comme un capital semblable aux autres biens, et, d'autre part, le groupe de ceux qui y voient une source de revenus d'une nature spéciale, qui ne doit pas être confondue avec les autres.

Ceux qui admettent que l'industrie est un bien, le font naturellement rentrer dans la constitution des biens présents et, à plus forte raison, des biens présents et à venir ; les produits de cette industrie sont alors les fruits d'un bien dotal, le *travail* ou le *talent*, et comme tels, appartiennent au mari (1).

Contrairement à cette opinion, on décide généralement que l'industrie ne saurait être considérée comme un bien apporté en mariage par la femme.

M. Demolombe trouve, dans l'industrie propre de la femme, quelque chose de si personnel, qu'il la considère comme une qualité « essentiellement paraphernale ». Les capitaux qui en proviennent doivent être paraphernaux, comme la source qui les produit.

(1) JOUITOU : *op. cit.*, p. 56, t. I. — MARCADÉ : II, n° 1541. — TROPLONG : IV, n° 306. — BAUDRY : IV, n° 1570.

Le plus grand nombre des auteurs (1) fait une distinction, selon que les produits de l'industrie de la femme ont été dépensés ou capitalisés : La femme, disent-ils, n'a droit à aucune récompense dans le premier cas, pas plus qu'elle n'y aurait droit si elle s'était constitué en dot une rente viagère, dont les revenus auraient été perçus et dépensés par le mari. Si, au contraire, les produits de son industrie ont été capitalisés, ils sont dotaux, car, par le fait de leur capitalisation, ils tombent dans la clause de dotalisation des biens à venir. Comme tels, le mari en a la jouissance, mais il doit les restituer à la dissolution du mariage comme tous les autres biens dotaux.

Cette dernière opinion nous semble consacrée par un arrêt de la Cour de cassation du 13 février 1884, qui décide, que « la constitution de dot des biens présents et à venir comprend dans sa généralité tous « *les fruits et produits de l'industrie* exercée par la « femme, dans l'intervalle qui s'écoule depuis la célébration du mariage jusqu'à la dissolution de l'union « conjugale » (2).

Il paraît bien résulter de cet arrêt que ce n'est pas l'industrie de la femme, mais que ce sont ses produits, en l'espèce un traitement de fonctionnaire, qui sont dotaux.

Nous nous rallions à cette opinion qui, en dehors

(1) SERIZIAT : *Traité du régime dotal*, n° 3. — RODIÈRE et PONT : III, 1959. — AUBRY et RAU : § 534. — GUILLOUARD : IV, 1726 et s. — HUC : IX, 425.

(2) Cass., 13 janvier 1884 ; S., 86, 1, 25.

de la jurisprudence, a pour elle la majorité des auteurs. Elle nous paraît bien, en effet, la plus équitable : quand les produits de l'industrie de la femme n'ont pas été capitalisés, c'est qu'ils n'étaient qu'un appoint destiné à accroître le bien-être de la famille. On ne saurait alors exiger du mari qu'il les restitue, à la dissolution de l'association conjugale.

Quand, au contraire, ils ont pu être capitalisés, c'est qu'ils avaient une certaine importance et qu'ils n'étaient plus de simples revenus destinés à faire vivre le ménage. Ils rentrent véritablement alors dans la compréhension des biens à venir.

En définitive, sous le régime dotal pur, chaque époux, sauf le cas de constitution de dot des biens à venir, a la propriété et la jouissance des bénéfices réalisés par son industrie personnelle, dans les limites toutefois qu'ils n'ont pas été employés aux besoins du ménage, selon les principes généraux du droit (1).

Quelles modifications la société d'acquêts va-t-elle apporter à cette situation ?

Si les époux ont dépensé leur activité à rendre plus productif l'un de leurs biens, si le mari a amélioré, par ses talents d'administrateur, la propriété de sa femme, ou si celle-ci a fait prospérer le commerce de son mari en collaborant avec lui, il est certain que, dans ces différents cas, les produits de l'industrie restent inséparables des fruits du bien sur lequel s'est exercée l'activité productrice (2). Ces produits

(1) C. civ., art. 203 à 211, 212, 214.

(2) BAUDRY : *op. cit.*, II, 1278.

restent propres, dotaux ou paraphernaux, selon que le bien est lui-même un propre du mari, un bien dotal ou paraphernal.

Dans le premier cas, le mari bénéficiera de l'augmentation, ce sera la femme dans le dernier cas. Seules, d'après l'article 1498, les économies réalisées sur ces revenus tomberont dans l'actif commun. Nous traiterons ultérieurement cette question.

Il nous reste, au contraire, à examiner ici le sort des produits d'une industrie séparée. Quelle règle faut-il leur appliquer ? Les produits de l'industrie du mari se confondent avec tous les autres revenus dont il a la jouissance ; ils tombent donc dans l'actif commun, en totalité ou en partie, selon que les revenus des biens dotaux sont ou non suffisants pour assurer les besoins du ménage. Il n'y a ici aucune difficulté, ce sont les mêmes règles que sous la communauté d'acquêts.

Pour l'industrie de la femme, nous avons deux alternatives : nous pouvons lui appliquer les règles de la communauté d'acquêts, et alors tous les gains de la femme entrent dans l'actif commun ; nous pouvons, d'autre part, suivre les règles du régime dotal, et alors ces mêmes produits sont dotaux ou paraphernaux.

S'ils sont paraphernaux, ils appartiennent à la femme et les économies seules entrent dans la société. S'ils sont dotaux — c'est le cas de la constitution de dot des biens présents et à venir — le mari a seulement la jouissance des revenus de ces produits, s'ils forment dès le début des sommes suf-

fisantes pour être capitalisées immédiatement. Ce sont alors seulement les économies réalisées par le mari qui tombent dans la société.

Quel système adopter ? Quelles règles suivre ? — C'est ici, semble-t-il, le cas de se rappeler le caractère accessoire de la société d'acquêts : ce n'est qu'une clause modificatrice du régime dotal. Il ne faut pas qu'elle en altère les principes essentiels.

Or, si nous admettons que ce sont les règles de la communauté qui doivent ici l'emporter, nous modifions précisément d'une façon profonde certains principes essentiels du régime dotal. Tous les gains de la femme tombent dans la communauté, il s'ensuit que celle-ci a la jouissance intégrale, au cas de constitution en dot des biens présents et à venir, de biens dotaux dont la jouissance est, d'autre part, spécialement réservée par le régime dotal à pourvoir aux besoins du ménage. De plus, ces revenus dotaux deviennent saisissables pour le tout, et non plus seulement pour la portion qui excède les besoins du ménage.

Nous reculons devant de telles conséquences, qui dénaturent si profondément le régime dotal que les parties ont entendu adopter, et nous n'hésitons pas à déclarer que les revenus dotaux doivent rester inaliénables et insaisissables, malgré l'adjonction de la société d'acquêts, et qu'il faut appliquer la même règle aux produits dotaux du travail et de l'industrie de la femme, dans le cas de constitution de dot des biens présents et à venir ; si les époux entendent qu'il en soit autrement, c'est à eux de l'exprimer

clairement, par une disposition formelle. Mais dans leur silence, la simple adjonction de la société d'acquêts au régime dotal ne doit pas opérer de telles modifications (1).

Nous pouvons maintenant, après les explications que nous venons de donner, voir quelles sont, en définitive, les conséquences de la société d'acquêts en ce qui concerne le travail et l'industrie des époux.

Le travail que chacun d'eux ou l'un d'eux aura fourni, pour mettre en valeur ou améliorer un bien quelconque des trois patrimoines (biens propres du mari, biens dotaux et paraphernaux), ne donne pas de produits distincts de ceux de ces biens. La société d'acquêts produit donc, sur l'affectation de ces produits, les mêmes modifications que nous verrons qu'elle opère sur celle des produits de ces trois patrimoines.

En ce qui concerne l'industrie ou le travail séparés, le mari versant à la communauté, après qu'il a subvenu aux charges du ménage, toutes les économies qu'il réalise sur les différents biens dont il a la jouissance, la femme participera désormais aux produits de l'industrie qu'il exercera ; d'étrangère qu'elle était, elle deviendra son associée, puisqu'à la dissolution de l'association conjugale, elle trouvera dans la part de l'actif commun, une partie des bénéfices qu'aura réalisés son mari, ou subira, au contraire, le contre-coup des pertes qu'il aura subies.

(1) GUILLOUARD : t. IV, n° 2284 ; HUC : IX, 507.

Réciproquement, le travail ou l'industrie de la femme vont contribuer désormais à alimenter l'actif commun, dans les conditions que nous avons précisées. Sans doute, le plus souvent, cette source sera de peu d'importance pour l'actif de la société ; il n'en est pas moins vrai cependant, que ce sera là un moyen excellent de rétablir entre les époux la communion d'intérêts qu'avait trop séparés le régime dotal.

§ 2. — *Influence de la société d'acquêts sur les revenus des différents biens des époux.*

Sous notre régime, trois sources peuvent donner naissance aux revenus des époux ; ils peuvent provenir des biens propres du mari, ou des biens de sa femme et, dans ce cas, être dotaux ou paraphernaux. Nous pourrions encore ajouter une autre source : les biens de la société d'acquêts ; mais nous ne nous en occuperons pas, car aucune difficulté ne peut s'élever à leur sujet. Il est trop évident que leurs revenus ne peuvent qu'être communs.

Avant d'étudier la question de l'affectation de ces trois sortes de revenus, il importe de rechercher le moyen de les reconnaître et de les distinguer les uns des autres. Il arrive, en effet, bien souvent que les biens de la femme et ceux du mari ne sont pas si nettement distincts, qu'il soit facile de les séparer facilement. Cette question prend ici plus d'importance que sous tous autres régimes, vu la variété des affectations et la diversité patrimoines.

Il est toujours assez facile de constater l'origine des immeubles ; on prouve leur propriété d'après le droit commun, en tenant compte cependant qu'en matière de communauté, ils sont toujours présumés acquêts (art. 1402). L'époux, qui voudra combattre cette présomption, devra donc prouver sa possession légale par lui et ses auteurs avant l'entrée en communauté.

Sous un régime exclusif de communauté, le mari possédant tous les biens, ce sera à la femme, qui revendiquera un immeuble, de prouver qu'elle en est bien propriétaire. La femme dotale sera dans la même situation ; ce sera toujours à elle qu'incombera la preuve contre son mari et ses créanciers.

La femme paraphernale étant, au contraire, en possession de ses biens, ce sera à son adversaire de faire la preuve contraire ; elle sera donc présumée propriétaire et n'aura qu'à opposer sa simple possession aux prétentions adverses.

Quid, quand il y a adjonction de société d'acquêts au régime dotal ?

La femme restant en possession — sauf controverse (1) — de ses paraphernaux, on présumera tels tous ceux dont elle sera en possession, ce sera donc au mari à prouver qu'ils sont acquêts ou dotaux.

Pour tous les autres biens, le mari en ayant la possession, soit comme propriétaire, soit comme mari dotal, soit enfin comme chef de la communauté, ce sera à la femme, qui conteste leur nature, de

(1) V. *infra*, 2^e partie, chap. III.

prouver qu'ils lui appartiennent ou qu'ils ne sont pas tels que le prétend le mari ou ses créanciers. Elle pourra avoir intérêt à prouver que tel bien est dotal et non acquêt, car de cette preuve, peut résulter pour elle des avantages qui peuvent être, en certains cas, considérables ; ainsi en serait-il, par exemple, si le mari élevait la prétention de considérer comme acquêts les produits capitalisés de l'industrie de la femme, dont les revenus seuls tombent dans l'actif commun, au cas de constitution de biens présents et à venir.

La preuve de la propriété, assez facile à établir quand il s'agit d'un immeuble, ne l'est pas autant quand il s'agit du mobilier, ordinairement confondu. C'est alors, la mauvaise foi aidant, la source de multiples procès.

On admet généralement que, sous le régime dotal avec société d'acquêts, il faut appliquer à la femme la présomption de l'article 2279, pour les meubles dont elle a la possession (1) ; ils sont donc présumés paraphernaux.

D'autre part, d'après l'article 1499, le mobilier, qui appartenait aux époux lors du mariage ou qui leur est échu depuis, ne tombe pas dans l'actif commun, s'il a été constaté par inventaire en bonne forme. Même cet inventaire, nécessaire pour que les créanciers du mari ou de la société puissent poursuivre leur paiement sur les meubles de la femme, ne l'est

(1) BELLÔT DES MINIÈRES : *Régime dotal et communauté d'acquêts*, Paris, 1843, t. II, n° 991.

pas pour établir entre époux la consistance de leur mobilier (1).

Ainsi donc, le mobilier sera toujours présumé acquêt, quand l'inventaire de l'article 1499 n'aura pas eu lieu, mais ceci seulement dans l'intérêt des créanciers; les époux restant libres de prouver entre eux, par tous autres moyens, l'importance de leur mobilier respectif (2).

Connaissant désormais les principes à l'aide desquels nous pourrions reconnaître la nature des différentes catégories de biens qui se présentent sous notre régime, il nous faut rechercher l'influence de la société d'acquêts sur les revenus de ces mêmes biens.

L'article 1498, nous indique que toutes les économies réalisées sur ces revenus tombent dans la communauté.

Entrent donc dans la composition de la société d'acquêts :

1° Les économies réalisées par le mari, tant sur les revenus de ses biens personnels que sur ceux des biens dotaux ;

2° Les économies réalisées par la femme sur ses revenus paraphernaux.

Sous le régime dotal ordinaire, toutes les économies que le mari réalise, tant sur les revenus des biens dotaux que sur ceux de ses propres, lui appar-

(1) Cass., 19 juin 1855; D., 55, 1, 305. — Rouen, 26 mars 1892; D., 92, 2, 350.

(2) Nancy, 13 mai 1905 : *Revue trimestrielle de Droit civil*, p. 885.

tiennent. Il peut ainsi capitaliser non seulement les produits de son industrie, ou des biens qui lui appartiennent, sans avoir à les partager avec sa femme, mais il peut même s'enrichir considérablement, grâce aux revenus dotaux de sa femme, qui lui permettent de capitaliser les siens et de ne pas contribuer personnellement aux charges du ménage. Inversement, la femme profite seule de ses revenus paraphernaux, quelle que soit leur importance, sans être jamais tenue d'en faire bénéficier son mari. — C'est à cette situation, incompatible avec l'association conjugale des personnes telle que nous la comprenons de nos jours, que vient remédier la société d'acquêts, en établissant cette communauté des revenus entre époux, et en les intéressant mutuellement au sort de leur fortune respective.

S'il est facile de déterminer d'une façon précise la nature des revenus qui servent à alimenter l'actif de la société d'acquêts, il est plus difficile de se rendre compte de leur quotité. Les difficultés que nous rencontrons proviennent de la dualité des régimes que nous devons concilier. Encore ici, nous devons nous souvenir que la société d'acquêts — sauf convention contraire des parties — doit toujours être considérée comme l'accessoire du régime dotal adopté, et que toutes les fois qu'il y a conflit entre les règles opposées des deux régimes, celles de la communauté doivent toujours s'effacer devant celles du régime dotal.

Ainsi, si nous recherchons dans quelle mesure les revenus personnels du mari entrent dans la société

d'acquêts, nous déciderons l'application des règles de la communauté. Aucune règle essentielle du régime dotal ne venant y mettre obstacle, il n'y a pas de motif pour ne pas appliquer l'article 1401-2°, auquel renvoie implicitement l'article 1498 ; on traitera donc comme des propres de communauté tous les biens personnels du mari, et tous leurs revenus tomberont dans la communauté (1).

Cette solution est, du reste, bien conforme à l'intention des parties qui ont voulu, en adoptant la société d'acquêts, se conserver la propriété de leurs biens réciproques, sous les conditions du régime dotal, tout en se faisant participer mutuellement à leurs revenus.

Avec la jouissance de ses revenus personnels, le mari a, en plus, sous le régime dotal ordinaire, la jouissance des biens dotaux de sa femme, dont les revenus sont spécialement destinés à subvenir aux charges du ménage ; va-t-il les conserver à lui hors de la société d'acquêts qui aura été stipulée, et ne versera-t-il dans l'actif commun que les économies qu'il aura réalisées ?

Cette question peut présenter un intérêt considérable : si nous appliquons les règles de la communauté, en faisant abstraction du régime dotal, nous devons, en effet, décider que les revenus dotaux sont devenus saisissables pour le tout, et non plus seulement pour la portion qui aura été économisée sur les

(1) BAUDRY : *op. cit.*, III, n° 1761, 1936. — JOUITOU : *Régime dotal sous le Code civil*, Paris, 1888, II, n° 635.

dépenses du ménage. Le Tribunal de Versailles avait adopté cette solution dans un jugement du 8 décembre 1866 (1). Nous nous sommes rangés à l'avis de MM. Guillouard et Baudry, en décidant que les revenus dotaux restaient inaliénables et insaisissables malgré l'adjonction de la société d'acquêts (2). L'insaisissabilité et l'inaliénabilité dotales ne doivent pas, en effet, être mises en échec sans une clause bien formelle des parties; faute de cette clause, seul, le reliquat des revenus dotaux qui n'aura pas été dépensé par le mari tombera dans la communauté; mais tant que toutes les dépenses n'auront pas été payées sur les revenus dotaux, ceux-ci resteront inaliénables et insaisissables, pour continuer à être employés conformément aux intentions qu'ont eues les parties en adoptant le régime dotal (3).

(1) *Pandectes françaises*, 87, 2, 219.

(2) V. *supra*.

(3) La Cour de Poitiers, dans un curieux arrêt du 23 décembre 1891, confirmé par la Cour de cassation, statuant sur l'interprétation d'un contrat de mariage adoptant le régime dotal avec adjonction de société d'acquêts composée des revenus des biens des époux et des bénéfices et économies réalisés par chacun d'eux pendant le mariage, et avec clause que la future épouse pourrait s'engager conjointement et solidairement avec son mari sur les acquêts..., a reconnu valable l'acte par lequel la femme avait aliéné les revenus de sa dot et subrogé le cessionnaire dans ses droits à l'hypothèque légale, parce que *les revenus dotaux étaient devenus paraphernaux*.

La Cour de Poitiers et la Cour de cassation nous paraissent avoir commis, en l'espèce, une grave inexactitude : les époux ayant déclaré que tous les revenus tombaient en communauté, il en résultait que ces revenus devenaient acquêts, mais non paraphernaux. Les conséquences qui, en l'espèce, étaient iden-

D'après l'article 1576, la femme, sous le régime dotal, a l'administration et la jouissance de ses paraphernaux. Sauf convention contraire, seule, elle en touche les revenus, et les économies qu'elle réalise sont à elle seule. Le but qu'ont voulu ordinairement réaliser les futurs conjoints en laissant à la femme certains biens en dehors de la dot, c'est de lui laisser la jouissance exclusive de biens sur lesquels elle pourra s'obliger, et dont elle disposera comme bon lui semblera. Dans quelle limite l'article 1498 vient-il lui enlever cette indépendance, que lui conférerait le régime dotal, en ce qui concerne ces biens? Va-t-il lui enlever totalement la jouissance de leurs revenus?

Nous sommes d'avis que les économies, seules, qui lui resteront, quand elle aura employé les revenus de ses paraphernaux suivant leur destination, tomberont dans la société d'acquêts. Elle pourra donc les employer, comme auparavant et sans aucune limitation, à ses besoins personnels, à ses plaisirs mêmes, sans être tenue de rendre compte au mari de cet emploi; elle ne lui doit que ce qu'elle aurait capitalisé, sans la clause de société d'acquêts; là, s'arrête l'effet de l'article 1498 sur les revenus paraphernaux.

tiques, pourraient être très différentes. En admettant la théorie de la Cour de Poitiers, il faudrait admettre que la clause de société d'acquêts, avec stipulation que les époux pourront s'engager sur les acquêts, donne le caractère paraphernal aux revenus dotaux et que ces revenus, devenus paraphernaux, peuvent être administrés, sans clause spéciale, par le mari. Il serait à souhaiter que ces arrêts ne fissent pas jurisprudence.

(Poitiers, 23 décembre 1891 et Cass., 27 mars 1893, S., 95, 1, 34.)

La femme peut donc ne donner que ce qu'elle veut, même ne rien donner du tout, à la caisse commune. Le mari ne peut rien réclamer si aucune économie n'a été réalisée.

Cette solution, consacrée par la jurisprudence et une grande partie de la doctrine, est repoussée par d'excellents auteurs (1). L'étude des vives controverses, qui ont été soulevées à son sujet, trouvera sa place, quand nous traiterons la question de l'administration des paraphernaux.

§ 3. — *Influence de la société d'acquêts sur les acquisitions à titre onéreux faites par les époux au cours de l'association conjugale. — Les acquisitions à titre gratuit.*

Il résulte clairement, des termes mêmes du texte, que les acquêts de l'article 1498 « ne comprennent
« pas les biens acquis à titre gratuit par succession,
« donation ou legs au cours du mariage, par le mari
« ou la femme. Ces acquisitions leur restent propres,
« sauf, pour les acquisitions à titre gratuit au profit
« de l'épouse, à les classer parmi ses biens dotaux
« ou au nombre de ses biens paraphernaux..... (2) », selon les clauses de la constitution de dot.

On présume, au contraire, le caractère d'acquêts de tous les biens qui ont été acquis, à titre onéreux, pendant le cours du mariage (3). Mais, outre que cette

(1) Agen, 17 novembre 1852, S., 52, 2, 591. — Cass., 14 novembre 1866, S., 67, 2, 87. — Bordeaux, 9 février 1897, S., 97, 1, 165.

(2) BAUDRY : *op. cit.*, III, 1939.

(3) C. civ. : art. 1402, 1499.

présomption peut toujours tomber devant la preuve contraire, nous y rencontrons de nombreuses exceptions.

Il résulte d'abord de nombreux textes, que *le mari* peut acquérir, à titre onéreux, des biens qui lui seront propres, aux lieu et place de ceux qu'il peut aliéner.

Ainsi en est-il, dans le cas de l'article 1434, quand le mari déclare, dans l'acte d'acquisition, que le prix qu'il verse provient d'un immeuble qui lui était personnel, et qu'il fait cette acquisition pour lui servir de remploi.

L'article 1407, de son côté, nous dit : que « l'immeuble acquis pendant le mariage, à titre d'échange, contre l'immeuble appartenant à l'un des deux époux, n'entre point en communauté et est subrogé aux lieu et place de celui qui a été aliéné, sauf récompense s'il y a soulte. »

Enfin, nous trouvons encore différents cas énumérés par les articles 1406 et 1408, où les acquisitions faites par le mari échappent aux présomptions de l'article 1498.

En dehors de ces hypothèses, nous déciderons qu'il faudra appliquer, dans son intégralité, la présomption des articles 1402 et 1498.

Nous rencontrons les mêmes exceptions à cette présomption au sujet des acquisitions à titre onéreux, réalisées *au nom de la femme*.

M. Baudry-Lacantinerie fait remarquer que ces acquisitions « aboutiront tantôt à un remploi dotal conventionnel (art. 1557), ou légal (art. 1558 *in fine*,

article 1559, et hypothèses analogues), tantôt à une acquisition paraphernale (1) ».

Si on ne veut pas détruire toute l'économie du régime dotal, que les époux ont voulu adopter, il faut permettre à la femme, sous ce régime modifié par une société d'acquêts, d'effectuer le remploi de tous ses biens personnels, même paraphernaux. « Peu importe que l'épouse en ait conservé la jouissance et l'administration, ou qu'elle les ait confiées au mari, en déclarant les dits biens entièrement assimilés aux propres de communauté. La seule différence, pratique et de pur fait, résultera de ce que le mari, n'étant pas administrateur des biens qui nous occupent dans les cas ordinaires, n'en aura pas à fournir le remploi (2). »

La femme peut donc opérer le remploi de ses biens tant dotaux que paraphernaux, mais encore faut-il qu'elle se trouve, soit dans le cas d'un remploi légal, soit que le contrat de mariage permette le remploi.

En dehors de ces cas, les acquisitions réalisées par la femme, pendant la durée du mariage, tombent sous le coup des articles 1402 et 1498, et, à ce titre, constituent des acquêts, comme les acquisitions faites par le mari, en dehors des exceptions que nous avons signalées.

Il nous faut donner quelques explications à ce sujet, sur différentes hypothèses qui ont donné lieu à controverses.

(1) BAUDRY : *op. cit.*, III, 1939.

(2) BAUDRY : *op. cit.*, n° 1939.

1° On s'est demandé quel était le sort de *l'immeuble acquis en remploi d'un immeuble constitué dotal, mais aliénable sans remploi*. Sera-t-il dotal, paraphernal ou acquêt?

Il n'y aura aucune difficulté si l'acquisition est faite au nom du mari; comme nous supposons qu'il y a société d'acquêts, l'immeuble tombera dans cette société au lieu de rester propre au mari (1). Comment resterait-il propre au mari qui ne peut alléguer une cause de remploi personnel?

Mais, supposons, maintenant, que l'achat a été fait au nom de la femme :

Sous le régime dotal ordinaire, une telle acquisition serait paraphernale (2).

Sous le régime dotal avec société d'acquêts, cette acquisition tombera dans la société, comme celle faite au nom du mari.

En effet, tout d'abord, il est certain que l'immeuble ainsi acquis n'est pas devenu dotal. L'obligation du remploi n'ayant pas été stipulée, la vente qui a été faite de l'immeuble dotal « a rendu la femme créancière du mari jusqu'à concurrence du prix (3) ». C'est cette créance qui remplace, désormais, l'immeuble dotal. La dot est devenue mobilière d'immobilière qu'elle était.

Qu'on ne vienne pas nous dire que nous foulons

(1) TESSIER : n° 46, p. 90 et s. — JOUITOU : n° 638.

(2) JOUITOU : *op. cit.*, I, n° 93 bis et s. — Cass., 21 février 1855, S., 55, 1, 88. — Aix, 10 juillet 1862, S., 63, 2, 9. — Cass., 29 décembre 1863, S., 64, 1, 11; D., 64, 1, 120.

(3) JOUITOU : I, n° 92 et 294, et II, n° 639.

ainsi, aux pieds, le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales, en changeant la nature de la dot : c'est par l'effet même de ces conventions que s'opère cette transformation. Il n'y a pas de changement dans la nature de la dot, telle que l'ont prévue les parties, à la rédaction de leur contrat de mariage. Elles ont prévu cette hypothèse, en ne stipulant pas le remploi.

On ne comprendrait pas, du reste, pourquoi les stipulations du contrat de mariage, auxquelles on reconnaît le pouvoir de rendre immobilière, pendant la durée de l'association conjugale, une dot qui ne l'était pas à l'origine, n'auraient pas celui de convertir une dot immobilière en dot mobilière (1).

La dot étant devenue mobilière, le mari ne peut la restituer, avant l'échéance fixée pour la restitution de la dot, c'est-à-dire avant la dissolution du mariage ou la séparation de biens (2). Tant que dure le mariage, le mari n'a aucune possibilité de se libérer. Tout paiement qu'il pourrait tenter d'effectuer serait inefficace et il resterait tenu (3). Le mari restant débiteur de la créance du prix, l'immeuble nouveau n'est substitué ni à cette créance, ni à l'immeuble vendu, il n'est donc pas dotal. Il tombe donc bien dans la société d'acquêts, en vertu de l'article 1498, puisque les acquêts comprennent les acquisitions faites par

(1) AUBRY et RAU : § 351, note 23.

(2) AUBRY et RAU : § 540, 1^o C., texte et note 3. — RODIÈRE et PONT : *Contrat de mariage*, n^o 1931.

(3) Cass., 28 novembre 1855, S., 56, 1, 680. — Id., 6 juin 1881, S., 83, 1, 473.

les deux époux, soit ensemble, soit séparément, et ne rentrant pas dans les cas de remploi dont nous avons parlé.

2° Il peut arriver que dans leur contrat de mariage, les époux aient *constitué en dot une somme d'argent, dont l'emploi n'a pas été prévu par les clauses du contrat*. Quelle sera la nature de l'immeuble acquis avec ces deniers ?

Encore ici, il n'y a pas de doute si l'acquisition a eu lieu au nom du mari; comme dans le cas que nous venons d'examiner, l'immeuble ainsi acquis tombera certainement dans la société d'acquêts.

Il y tombera de la même façon et pour les mêmes motifs que précédemment, quand l'acquisition aura été faite au nom de la femme : le mari est, en effet, encore ici, devenu débiteur d'une somme d'argent, et il ne peut se libérer, tant que l'association conjugale n'est pas dissoute. L'emploi au nom de la femme serait précisément un moyen de se libérer, ce qu'il ne peut faire.

L'achat reste donc pour le compte de la société d'acquêts, et le mari reste débiteur de la somme constituée en dot (1).

M. Tessier, qui admet aussi que l'immeuble acquis en emploi de deniers dotaux constitués en dot sans clause d'emploi, tombe dans la société d'acquêts, est d'un avis différent dans l'hypothèse de l'immeuble acquis en remploi d'un immeuble dotal aliénable sans clause de remploi.

(1) Cass., 23 avril 1833, S., 33, 1, 637.

Il reconnaît que cet immeuble ne peut être « empreint d'aucun caractère dotal », mais il prétend qu'il « est subrogé à la qualité de propre de communauté qu'avait le bien vendu », et que, dès lors, il doit être exclu de la société d'acquêts, comme propre de la femme, à titre paraphernal (1).

M. Tessier applique à tort, à notre avis, une règle du remploi des propres de communauté au remploi d'un immeuble dotal. Nous savons, en effet, que si, en matière de communauté, le remploi est facultatif, même en l'absence de toute stipulation dans le contrat de mariage, il n'en est pas de même en matière dotale.

Il faudrait ici, pour que la subrogation d'un immeuble à un autre fût possible, que le contrat de mariage ait exigé ce remploi comme condition de l'aliénabilité. Or, telle n'est pas notre hypothèse.

3° Une autre hypothèse mérite encore d'attirer notre attention :

Une dot a été constituée en argent, sans clause d'emploi; au cours du mariage, le *constituant donne un immeuble en exécution de son obligation*; quelle sera la nature de l'immeuble ainsi donné, sera-t-il dotal, paraphernal, ou tombera-t-il dans la société d'acquêts? Tout le monde est d'accord pour décider d'abord, en présence des termes formels de l'article 1553, que l'immeuble en question ne saurait être dotal. Il n'y a place ici à aucune autre interpréta-

(1) TESSIER : *op. cit.*, n° 48.

tion : « *L'immeuble donné en paiement de la dot constituée en argent n'est pas dotal* » (art. 1553).

Il y a, au contraire, division entre les auteurs, quand il s'agit de décider, s'il faut attribuer à cet immeuble le caractère paraphernal ou le faire tomber dans la société d'acquêts.

Pour M. Piolet (1), l'immeuble ainsi donné en paiement serait paraphernal. Il s'appuie, pour soutenir cette opinion, sur les termes de l'article 1406, qui déclare que l'immeuble donné en paiement par un ascendant à un des époux, pour lui payer ce qu'il lui doit, ou à charge de payer les dettes du donateur à des étrangers, reste propre au donataire.

Nous ne croyons pas que l'article 1406 puisse s'appliquer au cas qui nous intéresse, qui est régi par l'article 1553. Sans doute, l'article 1406 trouvera son application, quand il s'agira de payer une dette de tout autre nature que celle résultant d'une constitution de dot, mais on ne peut songer à l'étendre à notre cas, dont les difficultés doivent être résolues selon les règles du régime dotal.

Pour M. Tessier, l'immeuble en question, acquêt, au cas où c'est au mari qu'il est donné, serait paraphernal, dans le cas où la donation est faite à la femme. Il invoque, à l'appui de ce système, des arguments historiques (2). Cette distinction ne nous paraît pas être justifiée en présence de l'article 1553, qui ne distingue pas entre le cas où l'immeuble est donné au mari et

(1) PIOLET : *op. cit.*, p. 169 et s.

(2) TESSIER : n° 52.

celui où il est donné à la femme. « En réalité, dit M. Jouitou, c'est bien au mari qu'il est ou doit être donné, puisqu'il n'y a pas ici de libéralité, mais une *datio in solutum*. C'est le paiement d'une dette. A qui doit être fait le paiement ? au créancier ; or, le créancier, c'est le mari » (1).

Il peut, sans doute, arriver qu'en fait, ce soit la femme qui reçoive le paiement ; mais alors ce ne peut être que du consentement du mari. C'est au mari, et non à elle, qu'est due la somme d'argent constituée en dot (art. 1549), et sans son consentement, elle ne peut libérer le tiers constituant, dont elle n'est pas créancière.

Sans doute aussi, c'est un immeuble qui est donné en paiement de la dot, et non une chose mobilière, mais l'acceptation de ce mode de paiement dépend entièrement du bon vouloir du mari, qui peut le refuser ; ce qui lui est dû, c'est une somme d'argent ; s'il accepte un immeuble en échange, cette décision, postérieure aux conventions matrimoniales, ne saurait en modifier la portée. Le résultat est ici le même que si le débiteur avait d'abord versé au mari ou à sa femme autorisée à cet effet, la somme constituée en dot, et que ceux-ci aient acheté ensuite du même constituant, moyennant la somme constituée en dot, l'immeuble qu'il leur donne en paiement.

Nous considérerons donc encore comme acquêt, l'immeuble donné en paiement d'une dot constituée en

(1) JOUITOU : II, n° 643.

espèces sans clause d'emploi, quand il y aura adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal.

4° D'après l'article 1595-3°, la vente est autorisée entre époux dans le cas où « *la femme cède des biens à son mari en paiement d'une somme qu'elle lui aurait promise en dot et lorsqu'il y a exclusion de communauté* ».

Dans cette hypothèse, nous devons pareillement considérer comme acquêt le bien donné en paiement. La femme sera libérée par ce paiement accepté par le mari, comme si elle avait, en réalité, donné les deniers.

Le mari, de son côté, sera débiteur, à la dissolution de l'association conjugale, de la somme constituée en dot, et non de l'immeuble qui a été donné en paiement. Il ne pourrait même obliger la femme à le recevoir, aux lieu et place de la somme d'argent, car, créancière de cette somme, elle a le droit d'exiger que le paiement soit fait en argent.

Nous arrivons, en définitive, à conclure, avec M. Jouitou (1), que la femme, qui veut remplacer par un autre un immeuble dotal, aliénable sans charge de remploi, n'a qu'un moyen : l'échange.

5° Dans les différentes hypothèses que nous venons d'envisager, nous avons toujours supposé que le contrat de mariage ne contenait pas de clause de remploi ou d'emploi. Voici une autre hypothèse où, bien que le remploi ait été stipulé dans le contrat de mariage, nous rencontrons quelques difficultés :

(1) JOUITOU : *op. cit.*, II, n° 646.

Un immeuble a été acquis par la femme mariée sous notre régime, à titre de remploi d'un immeuble dotal non encore vendu. En fait, la femme ne fait pas la vente projetée, et l'immeuble acquis, en remploi anticipé, se trouve ainsi payé par les paraphernaux. Quelle sera la nature de cet immeuble : acquêt ou paraphernal ?

La Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 13 mai 1872 (1), a décidé que cet immeuble devait tomber dans la société d'acquêts. En l'espèce, il s'agissait d'une femme qui, mariée sous le régime dotal, sous les conditions que nous avons énoncées, avait échangé un immeuble dotal contre un autre immeuble. L'immeuble subrogé à l'ancien, ayant une valeur inférieure, il lui était dû une soulte à remployer. L'immeuble, qu'elle avait acquis en remploi de cette somme, ayant, à son tour, une valeur supérieure à la soulte à remployer, elle avait déclaré, dans l'acte d'acquisition, l'acquérir pour l'excédent, à titre de remploi anticipé, d'autres immeubles dotaux qu'elle se proposait d'aliéner.

Réformant le jugement du tribunal de Bergerac, qui avait décidé qu'aucune partie de l'immeuble n'était dotale, la Cour de Bordeaux décidait avec raison, que cet immeuble était dotal proportionnellement à la soulte à remployer, mais par contre, qu'il était acquêt pour le surplus.

Pour M. Lyon-Caen, c'est à tort que la Cour de cas-

(1) Bordeaux, 13 mai 1872, S., 72, 2, 39.

sation a réformé sur ce dernier point la décision de la Cour de Bordeaux, pour décider qu'il fallait attribuer à cet immeuble un caractère paraphernal (1). En effet, quand la femme achète, c'est bien elle qui devient propriétaire, quand il n'y a pas de société d'acquêts. Elle acquiert alors l'immeuble à titre paraphernal, sans qu'on ait à se préoccuper de l'origine des deniers employés au paiement (2).

Si, au contraire, il y a société d'acquêts, il n'y a pas à rechercher lequel des deux conjoints a fait l'acquisition, c'est toujours la société d'acquêts qui acquiert (3).

On nous objecte que la femme, en dehors de toute stipulation du contrat de mariage, a le droit de remployer ses paraphernaux, et alors pourquoi ne pas admettre que l'immeuble sera dotal au prorata de la soulte remployée, et paraphernal au prorata des deniers paraphernaux employés?

Si telle avait été l'intention de la femme, il est certain qu'il devrait en être ainsi : or elle a manifesté précisément une intention opposée, en déclarant que l'excédent de l'immeuble était acquis en *remploi d'immeubles dotaux* qu'elle se proposait de vendre. Il est évident que cette opération ne peut valoir pour un remploi paraphernal, que la femme n'a pas eu l'intention de faire. Elle ne peut donc que faire tomber l'im-

(1) Cass., 21 mai 1873, D., 74, 1, 69 S., 74, 1, 121 ; G. P., 74, 281 (note de M. Lyon-Caen).

(2) Cass., 19 décembre 1871, S., 71, 1, 192.

(3) Rouen, 17 février 1877, G. P., 78, 1016.

meuble en question dans la société d'acquêts, pour la portion qui excède la somme à remployer (1).

En fait, la Cour de cassation s'est du reste surtout inquiétée, dans son arrêt du 21 mai 1873, de l'origine des deniers qui avaient servi au paiement du prix. Dans l'espèce qui lui était soumise, ces deniers provenaient uniquement de la femme, et il y a tout lieu de croire que cette circonstance n'a pas été sans influence sur sa décision, ainsi qu'il ressort des considérants de l'arrêt (2).

On invoque, en faveur de cette décision, qu'ainsi on évite l'indivision entre la dot et la société d'acquêts. Mais est-ce un avantage réel, d'autant plus qu'on retombe dans une autre indivision, celle de la dot et des paraphernaux?

Quoi qu'il en soit de l'opinion adoptée, il est un fait certain, c'est que l'immeuble acquis en remploi d'un propre de la femme, dotal ou paraphernal, d'une valeur inférieure, reste propre à la femme, jusqu'à concurrence de cette valeur, à condition, bien entendu, que le remploi ait été stipulé dans le contrat de mariage, si c'est un bien dotal, ou que l'acquisition indique le but de l'opération, si c'est un bien paraphernal que la femme veut remplacer (3).

(1) TROPLONG : *Contrat de mariage*, II, n° 1151. — JOUITOU : n° 647, p. 194.

(2) V. dans le même sens que l'arrêt de la Cour de cassation du 21 mai 1873 : Caen, 8 août 1868, S., 70, 2, 116 ; Rouen, 26 avril 1872, S., 73, 2, 133. — En sens contraire : Cass., 24 novembre 1852, D., 52, 1, 325.

(3) Cass., 1^{er} décembre 1886, D., 87, 1, 81 ; S., 88, 1, 145 (note de M. Labbé).

Nous en avons fini avec toutes les exceptions, qui peuvent être admises à la présomption d'acquêts de l'article 1498, pour les acquisitions à titre onéreux opérées pendant le mariage par les époux, ensemble ou séparément. En résumé, ces différentes exceptions se ramènent toutes à des cas de remplois conventionnels ou légaux, quand il s'agit de biens dotaux. A vrai dire, ce ne sont pas de véritables exceptions, puisque ce ne sont que des applications des règles dotales qui, dans notre hypothèse, constituent la base du contrat de mariage adopté, et auxquelles vient déroger précisément la présomption de l'article 1498.

Il n'y a donc, à proprement parler, de véritables exceptions à cette présomption, que celles qui résultent des règles de remploi en matière de communauté, et de l'exception faite pour les acquisitions à titre gratuit, qui résulte des termes mêmes du texte.

Pour ces dernières acquisitions, elles conserveront la nature qu'elles avaient sous le régime dotal ordinaire, c'est-à-dire que, selon qu'il y aura ou non constitution de biens à venir, elles seront dotales ou paraphernales.

Dans un seul cas, il pourra se faire qu'elles tombent dans la société d'acquêts, si le donateur a pris soin de faire sa donation, sous la condition que le bien donné tombe en communauté. Il nous paraît inutile d'insister sur cette hypothèse qui ne soulève pas de difficultés.

§ 4. — *Portée de l'article 1499.*

Bien que les articles 1562 et 1580 déclarent que le mari dotal est tenu de toutes les obligations de l'usufruitier, la grande majorité des auteurs et la jurisprudence sont d'accord pour déclarer que l'inventaire, prescrit par l'article 600, ne rentre pas dans la prévision de ces textes (1).

Dans les rapports entre époux, l'obligation de faire inventaire serait en effet inutile ou illusoire, le mari pouvant, sans cette formalité, entrer en possession du mobilier dotal et la femme restant en possession du mobilier paraphernal.

De plus, on ne peut songer à exiger cet inventaire dans les rapports des époux avec les tiers, car les articles 1562 et 1580 se réfèrent uniquement aux rapports des époux entre eux.

On appliquera donc ici les modes de preuves du droit commun pour prouver la consistance du mobilier.

Avec l'adjonction de la société d'acquêts, il résulte de l'article 1499, que « si le mobilier existant lors du mariage ou échu depuis n'a pas été constaté par un inventaire ou un état en bonne et due forme, il est réputé acquêt ».

L'inventaire devient ici nécessaire, pour établir la consistance du mobilier, dans les rapports des époux

(1) JOUITOU : II, 584, 1, 420. — RODIÈRE et PONT : III, 1986. — LAURENT : *Précis de Droit civil*, XXIII, 561. — BELLOT : 985 et 187.

avec les tiers. Ce sera à la femme qui revendiquera tel ou tel objet mobilier saisi par les créanciers du mari, ou de la société d'acquêts, à prouver, « par un inventaire ou état en due forme », que cet objet lui est propre (1).

Mais si, dans les rapports avec les tiers, l'inventaire est obligatoire, nous ne croyons pas qu'il en soit de même encore ici, dans les rapports entre époux. Ils pourront, comme sous le régime dotal ordinaire, prouver la consistance de leur mobilier, par tous autres modes de preuves (2).

En conséquence, nous devons donc admettre que si, par suite du défaut d'inventaire, un objet mobilier paraphernal de la femme a été compris dans la saisie pratiquée par les créanciers du mari, la communauté devra récompense à la femme, si celle-ci arrive à en prouver sa propriété contre le mari, par tous autres moyens.

SECTION II

Passif de la Société d'acquêts. — Ses charges.

La société d'acquêts enlevant aux époux certaine partie de leurs ressources, il est juste qu'en retour, elle allège leurs charges. *Ubi emolumentum, ibi et onus*

(1) Cass., 19 juin 1855, D., 55, 1, 305. — Rouen, 26 mars 1892, D., 92, 2, 350.

(2) BELLOT : n° 2695, n°s 993 et 987. — AUBRY et RAU : § 541 bis, texte et note 5.

esse debet. Pour déterminer exactement son passif, il faut considérer la nature particulière de son actif, pour n'y faire correspondre que des charges de même nature.

Parmi les dettes et charges qui incombent à la société d'acquêts, nous pouvons distinguer, d'une part, certaines dettes qu'elle doit définitivement supporter, et parmi celles-ci, une catégorie spéciale relative aux charges du ménage qui ne tombe dans son passif que sous certaines conditions. D'autre part, nous pouvons voir qu'il y a certaines dettes que la société est bien obligée de payer, mais qui ne doivent pas rester définitivement à sa charge.

§ 1^{er}. — *Dettes et charges qui doivent être entièrement et définitivement supportées par la société d'acquêts.*

Il semble inutile de dire que la société d'acquêts doit d'abord supporter seule toutes les charges des biens dont elle est propriétaire. Elle devrait donc récompense au patrimoine qui aurait contribué à ces charges. Il en serait ainsi des dépenses de toute nature occasionnées par une propriété dont la société aurait fait l'acquisition avec les différents capitaux dont elle dispose. L'époux qui aurait payé de ses deniers les frais d'amélioration, de réparation et d'entretien de cet immeuble, aurait certainement droit à indemnité de la part de la communauté qui, seule, profite des revenus.

Mais, en dehors de ces charges, il en est d'autres qu'elle doit pareillement supporter. En dehors des

biens dont elle a la propriété, il en est, en effet, d'autres dont elle a seulement la jouissance. Usufruitière de ces biens, elle doit être soumise aux obligations de tout usufruitier. Sans doute, elle ne saurait être tenue des grosses réparations d'un immeuble et de toutes les dépenses qui, n'étant pas des dépenses d'entretien, incombent seulement au propriétaire, mais il est juste que les charges usufruituaires soient pour elle, qui seule touche les revenus et les administre.

Ces biens, dont la société d'acquêts a la jouissance, nous les connaissons ; ce sont d'abord les biens personnels du mari, et les biens paraphernaux, quand, en fait, le mari en a pris l'administration ou que le contrat de mariage la lui a conférée. Pour ces derniers, dans la théorie qui admet que la société d'acquêts confère par elle-même cette administration au mari, il faudrait admettre que la société doit toujours en supporter les charges.

Pour les revenus dotaux, nous avons admis que le mari les conservait, pour ainsi dire, en dehors de la société d'acquêts pour leur garder leur caractère particulier et garantir l'affectation spéciale qui leur est assignée. Le mari a ainsi l'administration et la jouissance entière de biens dont il n'est pas propriétaire, alors qu'il n'a pas complètement celles de ses biens propres. Théoriquement, nous devrions décider que la communauté a droit à récompense de la part du mari, toutes les fois qu'elle paie une charge ou une dépense occasionnée par un bien dotal, car c'est le mari seul qui a la jouissance de ces biens. Mais il faut

remarquer qu'ici, en fait, c'est la société qui supporte indirectement ces charges, puisqu'elle doit recevoir tous les revenus qui n'ont pas été dépensés; qu'elle paie donc les charges, ou que ce soit le mari administrateur des revenus dotaux, qui les paie sur ces revenus, le résultat est le même.

En dehors des charges de leurs biens, les époux ont souvent des dettes; qui va en supporter les intérêts?

Il va sans difficulté que la société d'acquêts, qui encaisse tous les revenus des biens du mari, doit supporter en retour les intérêts de ses dettes.

Une distinction s'impose, au contraire, pour les intérêts des dettes de la femme, selon la nature de sa constitution de dot.

Il peut arriver que la femme se soit constitué en dot ses biens présents et à venir. Elle n'a ainsi aucun bien paraphernal; avec quoi alors pourrait-elle supporter les intérêts de ses dettes, puisqu'elle ne possède rien? Il n'y a pas de difficulté à décider ici que le mari qui jouit de tous les revenus, devra payer ces intérêts. Cette charge, qui réduira les revenus, diminuera d'autant les économies à verser à la société d'acquêts sur qui, en définitive, elle retombera.

Si, au contraire, la femme, dans sa constitution de dot, se réserve ses biens présents comme paraphernaux, et se constitue en dot ses biens à venir, il faudra faire une autre distinction.

Pour les dettes qui existaient lors de la célébration du mariage, elle devra en payer les intérêts sur ses

paraphernaux, à moins, bien entendu, qu'elle n'en ait donné l'administration à son mari, ou que celui-ci ne s'en soit emparé.

Quant aux dettes qui auront été contractées pendant la durée de l'association conjugale, il faudra les considérer, comme une charge des biens à venir, qui, dans notre hypothèse, étant dotaux, donnent leurs revenus au mari. Ce sera donc celui-ci, et par conséquent la société d'acquêts, qui devra supporter les intérêts de ces dettes. Ainsi en serait-il de dettes, qui grèveraient une succession échue à la femme, pendant la durée du mariage, ou du cas d'une donation qui lui serait faite, sous condition d'acquitter certaines dettes du donateur.

§ 2. — *De l'obligation aux dettes.*

Nous venons de voir les dettes et charges que la société d'acquêts doit supporter définitivement, nous avons réglé sa contribution aux dettes, il nous faut maintenant rechercher, si elle n'est pas parfois obligée de payer certaines dettes des époux ou leurs intérêts, en dehors des différentes circonstances que nous avons énumérées. En d'autres termes, quels droits les créanciers du mari ou de la femme ont-ils sur les biens communs ?

Il paraît certain que les articles 1419 et 1420 sont applicables à la société d'acquêts jointe au régime dotal; il faut donc décider que, toutes les fois qu'une dette aura été contractée par la femme avec le consentement de son mari, la société d'acquêts sera

engagée, et devra répondre de la dette (art. 1419). On décidera même, que si la femme a fait certaines dépenses ou contracté une dette à titre de mandataire du mari, non seulement elle obligera le mari et par conséquent la communauté, mais elle ne s'oblige même pas elle-même. La Cour de cassation a rendu un arrêt dans ce sens, relativement au cas d'une femme qui avait fait des dépenses d'entretien sur ses biens dotaux, avec les revenus de la société d'acquêts (1). *Qui mandat enim ipse fecisse videtur*. On considère que, dans ce cas, tout doit se passer comme si c'était le mari qui avait lui-même fait la dépense.

Mais, sauf cette dernière exception, où la communauté n'a encore droit à aucune indemnité, on devrait décider que celle-ci ne doit supporter définitivement ni les dettes personnelles de la femme, même contractées avec consentement du mari, ni les dettes personnelles du mari. Elle a droit pour toutes à indemnité de la part de l'époux, pour lequel elle a été obligée de payer.

Pour ce qui est des dettes de la femme, la société d'acquêts a même droit à récompense pour les intérêts des dettes qu'elle aurait payés, quand les biens de la femme ne sont pas dotaux.

En définitive, nous ferons tomber dans le passif définitif de la société d'acquêts : d'une part, toutes les dettes qui peuvent être considérées comme une charge ordinaire des revenus; d'autre part, toutes celles qui

(1) *Répertoire général* : FUZIER, HERMAN et CARPENTIER; v° Dot, n° 3120. — Cass., 21 octobre 1888, S., 91, 1, 528.

ont été contractées par le mari, en qualité d'administrateur, ou par la femme autorisée de son mari ou de justice.

Au contraire, tomberont dans la communauté, mais à charge de récompense, toutes les dettes mobilières ou immobilières des époux antérieures au mariage et toutes les charges dépendant des successions mobilières ou immobilières échues aux époux pendant le mariage. Toutes ces dettes, contractées dans l'intérêt personnel de l'un des époux, ne doivent pas rester à la charge de la communauté. Si elle paie, elle a droit à récompense.

§ 3. — *Charges du ménage sous la société d'acquêts.*

La question des charges du ménage présente dans le mariage un intérêt considérable. Il importe, en effet, de savoir dans quelle proportion, chaque époux doit subvenir aux besoins variés de la famille, à qui les enfants doivent demander leur nourriture et leur entretien. C'est, en quelque sorte, une question vitale pour la famille. Aussi, le législateur, en dehors de tout contrat de mariage, a-t-il imposé à chacun des époux certaines charges essentielles qui leur incombent toujours. (Code civil, livre I, titre v, ch. v.)

Les différents régimes matrimoniaux se sont principalement préoccupés de répartir ces charges, avec le plus de justice et d'égalité possible entre les deux époux, et d'indiquer dans quelle proportion la femme doit aider son mari, chef du ménage, à subvenir aux dépenses communes et aux besoins journaliers.

Selon les régimes, on trouve dans la situation de la femme des différences considérables.

Sous le régime *de communauté*, la masse commune supporte toutes les dépenses des époux. Chacun d'eux y contribue en abandonnant, avec tous ses revenus, tous les produits de son travail. Le mari a droit de se faire verser tout ce que gagne sa femme, sous prétexte des besoins du ménage. Les deux époux sont ainsi dans une situation très inégale : en effet, si, en apparence, les époux paraissent supporter également les charges, puisque chacun y contribue de tous ses revenus, et si parfois il est vrai que cette égalité n'est pas détruite, il n'arrive que trop souvent que le mari, abusant de ses pouvoirs excessifs de chef de la communauté, dépense à son agrément personnel ses propres revenus, et qu'indirectement la femme se trouve supporter seule toutes les dépenses.

Sous un régime *d'exclusion de communauté*, la situation de la femme est encore pire. Sous prétexte des besoins du ménage, le mari encaisse encore ici tous les revenus de sa femme et ne lui laisse la disposition de rien. Elle n'a même pas ici l'espoir de bénéficier, comme sous la communauté, des économies qui auront pu être réalisées d'un commun accord. Sa part est donc extrêmement lourde.

Sous le régime *de séparation de biens*, il semble que la part des charges de la femme soit un peu plus légère. En dehors de stipulations du contrat de mariage réglant la question autrement, elle contribue, sous ce régime, aux charges du ménage jusqu'à pro-

portion d'un tiers de ses revenus (art. 1537) : le mari doit fournir le surplus. Elle reste ici libre de dépenser à sa guise ses autres revenus, elle n'est plus dans la dépendance où la plaçaient les régimes de communauté et d'exclusion de communauté, où elle était à la merci du mari pour ses moindres dépenses.

Il est vrai que naît par contre, ici, un autre inconvénient, non moins grave que celui qui disparaît : complètement exonérée des charges du ménage par l'abandon du tiers de ses revenus, la femme se désintéressera complètement des intérêts pécuniaires de la famille, puisqu'elle ne participera pas aux économies. Le mari sera à son tour la victime de cette situation : en effet, comme c'est ordinairement la femme qui, en fait, est chargée de pourvoir aux besoins généraux de la famille et qu'elle est considérée comme ayant un mandat tacite du mari pour ces dépenses, elle pourra, à son tour, abuser de cette faculté qui lui est laissée.

Nous allons retrouver ces graves inconvénients sous *le régime dotal*.

L'art. 1540 déclare que le mari reçoit la dot pour subvenir aux besoins du ménage ; mais le mari obligé, en dehors de tout contrat de mariage, de pourvoir aux charges de nourriture, d'habitation, d'entretien, doit évidemment participer à ces dépenses. En fait, usufruitier des biens dotaux dont il jouit d'une façon absolue, il peut très bien, n'ayant pas à rendre compte de leur emploi, économiser les revenus de ses biens propres et de son industrie, au lieu d'en employer une partie aux besoins du ménage. Il peut

aussi se faire qu'il ne participe d'aucune façon aux charges communes.

Quant à la femme, déchargée de tout dès qu'elle a apporté sa dot au mari, elle est dans la même situation que sous le régime de séparation de biens, si elle a une fortune paraphernale à côté de ses biens dotaux, et dans la même situation que sous le régime d'exclusion de communauté, dans le cas contraire. Nous retrouvons donc les mêmes avantages et les mêmes inconvénients que sous ces régimes.

La combinaison du régime dotal avec la société d'acquêts nous offre certainement un bon moyen de répartir plus équitablement les charges du ménage que ne le font les autres régimes. Nous y trouvons, d'une part, un remède à la trop grande dépendance de la femme, que nous rencontrons sous les régimes de communauté et d'exclusion de communauté, où, sous prétexte d'aider son mari à faire face aux dépenses communes, elle ne peut conserver la plus petite part de ses revenus. Ici, elle aura l'avantage de conserver, comme sous le régime dotal, ses revenus paraphernaux dont, sans doute, elle devra verser les économies à la société, mais dont elle aura pu disposer en toute liberté.

Cette combinaison nous apporte, d'autre part, un remède à cette séparation choquante d'intérêts, créée entre les époux par le régime de séparation de biens ou par le régime dotal. La femme se trouvera, par le jeu de la société d'acquêts intéressée aux économies, qui seront réalisées sur les dépenses du ménage. En effet, si, en vertu des règles du régime dotal, ces

dépenses doivent être supportées, d'abord par les revenus dotaux abandonnés au mari, en vertu des règles de la société d'acquêts, le mari doit verser à la société d'acquêts les économies qui ont été réalisées sur ces revenus : la femme sachant qu'à la dissolution du mariage elle y participera, sera intéressée à ces économies ; moins, en effet, on aura dépensé, plus elle sera sûre de retrouver, à la liquidation de la communauté, une plus forte proportion de ses revenus dotaux.

Ce sont donc ici les revenus des biens dotaux, affectés spécialement à cet emploi, qui doivent d'abord subvenir aux charges du ménage. C'est au cas de leur insuffisance seulement, que la société d'acquêts doit supporter ces charges et y faire participer ainsi indirectement une seconde fois la femme, puisqu'elle a dû lui verser ses économies paraphernales, et le mari, dont les revenus lui appartiennent tous.

En fait, tout se passe, comme si la société d'acquêts encaissait tous les revenus dotaux, les confondait avec ceux qui lui sont attribués, et payait toutes les dépenses.

CHAPITRE III

Influence de la société d'acquêts sur les pouvoirs des époux et l'administration de leurs biens.

Dans notre chapitre précédent, sur la constitution de la société d'acquêts, nous avons constamment supposé résolues, les difficultés nombreuses qui naissent, dès qu'on soulève les questions qui intéressent les pouvoirs des époux sur les différents biens des divers patrimoines du régime dotal, et l'administration de ces biens ; le moment est venu d'en aborder l'étude. Il importe d'examiner la situation des époux : 1° vis-à-vis des biens dotaux ; 2° vis-à-vis des biens paraphernaux ; 3° enfin leurs pouvoirs sur les biens de société d'acquêts.

Dans toute cette matière, faute de textes précis et en présence de l'accouplement de deux régimes si opposés, la jurisprudence et les auteurs ont dû chercher le moyen de concilier, le mieux possible, les principes si différents qui en sont la base. Le système dotal, comme la société d'acquêts, devait trouver son application ; l'un ne pouvait exclure l'autre.

C'est cette idée que la Cour de cassation dégageait déjà, dans un arrêt de 1855 : « ...Attendu, dit-elle, « que le législateur, après avoir tracé les règles du

« régime dotal, dispose qu'en se soumettant à ce
« régime, les époux pouvaient, néanmoins, stipuler
« une société d'acquêts... ; qu'en admettant cette
« faculté, le législateur n'a pas entendu que la société
« d'acquêts détruirait le régime dotal, ou que le
« régime dotal détruirait la société d'acquêts ; que
« ces deux régimes doivent pouvoir exister et se déve-
« lopper, chacun avec les conditions qui lui sont
« propres (1)... »

Quoi qu'il en soit des principes, nous allons voir
qu'il est souvent difficile de les appliquer et qu'on
rencontre des arrêts qui ne maintiennent pas toujours
les droits de chacun.

SECTION I

Situation des époux vis-à-vis des biens dotaux. Changements apportés par la société d'acquêts.

Sous le régime dotal, modifié par une société d'acquêts, les biens dotaux conservent, en principe, les mêmes caractères que sous le régime pur. Les immeubles dotaux restent donc inaliénables, insaisissables et imprescriptibles.

Il faut admettre la même solution pour les meubles si, avec la jurisprudence, on est d'avis que la dot mobilière est inaliénable.

(1) Cass., 8 mai 1853, S., 53, 1, 530 ; D., 53, 1, 171. — Bordeaux, 3 décembre 1858, S., 59, 2, 223.

Il faut conclure, de là, que les créanciers des époux n'auront pas le droit de poursuivre, sur ces biens, l'exécution des obligations, que ceux-ci auront contractées pendant la durée de l'association conjugale. Les biens dotaux doivent demeurer intacts, pour subvenir aux besoins de la famille, c'est là leur affectation essentielle. Ils ne peuvent être ni aliénés, ni saisis.

Le principe de l'inaliénabilité, dit M. Guillouard, gouverne les biens dotaux, comme s'il n'y avait pas de société d'acquêts, et protège aussi bien les revenus que le capital (1).

Comme sous le régime pur, les revenus ne sont saisissables par les créanciers du mari que pour la portion qui excède les besoins du ménage.

Nous avons repoussé, plus haut, l'opinion du tribunal de Versailles qui prétend que tous les revenus dotaux sont saisissables par les créanciers du mari quand il y a société d'acquêts. Nous croyons, en effet, que l'inaliénabilité, principe essentiel du régime dotal, a un double but : empêcher l'aliénation de la dot qui doit rester pour faire vivre la famille, et empêcher aussi la saisie des revenus, faute desquels la protection serait illusoire et inutile.

Qu'on ne vienne pas nous dire que les revenus dotaux tombent dans la société d'acquêts, et que les biens de ce patrimoine étant de libre disposition, ils peuvent être saisis ! — Ce ne sont pas les revenus des biens dotaux qui tombent dans la société d'acquêts. Qu'on veuille bien lire l'article 1498 et on cons-

(1) GUILLOUARD : IV, 2205.

tatera que ce sont les économies seules, qui tombent en communauté; il n'y a pas dérogation à l'affectation établie par le régime dotal pour les biens dotaux, ils conservent donc bien leur nature propre.

Seul, l'excédent de ces revenus pourra être saisi; là, s'arrête le droit des créanciers.

De même que sous le régime dotal simple, la femme ne peut, au cours du mariage, renoncer aux garanties, que lui confèrent les règles de l'inaliénabilité, de l'insaisissabilité et de l'imprescriptibilité; nous croyons même qu'elle ne pourrait, au cours du mariage, renoncer à son hypothèque légale sur les acquêts garantissant ses reprises (1). Ce serait, en effet, pour elle, un moyen indirect de renoncer à ses garanties.

Les biens dotaux, conservant leur nature spéciale avec toutes les garanties dont la loi les entoure, le mari en conserve l'administration, avec le pouvoir d'intenter, seul, toutes les actions qui s'y rapportent, même les actions immobilières pétitoires. La société d'acquêts ne donne donc nullement, aux biens dotaux, le caractère de propres de communauté.

Telle paraît bien avoir toujours été l'influence de l'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal, sur le caractère de la dot: « Cette société, dit M. Tessier, *n'altérerait en rien le caractère d'inaliénabilité* que

(1) En ce sens : GUILLOUARD : *op. cit.*, n° 2204. — AUBRY et RAU : t. V., § 541 bis. — DÉPINAY : *op. cit.* — Angers, 10 août 1839, S., 40, 11, 130. — En sens contraire : TESSIER : *op. cit.*, n° 189, p. 307. — TROPLONG, III, n° 1911.

ce régime imprimait à la dot... (1) ». « Elle portait atteinte aux droits du mari, quant à la jouissance et à la perception des fruits (2). »

SECTION II

Situation des époux vis-à-vis des biens paraphernaux. Qui en a l'administration ?

L'article 1576 attribue à la femme, sous le régime dotal ordinaire, l'administration de ses paraphernaux. L'adjonction d'une société d'acquêts modifie-t-elle cette situation ? D'excellents auteurs (3) le prétendent, et soutiennent qu'elle a pour effet de transporter au mari l'administration de ces biens.

La jurisprudence, au contraire, avec la grande majorité des auteurs, est d'avis que la femme conserve l'administration de ses paraphernaux, malgré la société d'acquêts.

Nous avons été incidemment appelés à dire déjà quelle solution nous adoptions, il nous faut donner ici les motifs de nos préférences.

(1) TESSIER : *op. cit.*, n° 8.

(2) Id. n° 84.

(3) LAURENT, COLMET DE SANTERRE, MARCADÉ, DE FOLLEVILLE.

§ 1^{er}. — *Théorie de Laurent et Colmet de Santerre* (1).

Ce premier parti s'appuie sur des précédents historiques, l'intention des parties, quelques arguments de textes et, surtout, sur l'intérêt pratique. Il soutient qu'à moins que, par une clause spéciale, la femme n'ait enlevé à son mari l'administration et la jouissance de tout ou de partie de ses paraphernaux, le mari est investi de cette administration et de la jouissance, par l'effet de la société d'acquêts.

L'article 42 de la coutume de Bordeaux ne consacrait-il pas, du reste, cette manière de voir, en attribuant au mari le droit d'administrer les paraphernaux et de faire les fruits siens (2) ? Il est vrai qu'on ne peut invoquer un texte abrogé, mais l'intention des parties ne vient-elle pas ici faire véritablement échec à ce principe : ce que veulent les époux, c'est prendre au régime dotal son système de garanties, pour se constituer une réserve sûre, pour le cas où leurs affaires viendraient à périlcliter. En même temps, ils veulent s'assurer un fonds commun, qu'ils contribueront chacun de tous leurs pouvoirs à augmenter et à faire fructifier.

Ne serait-ce pas risquer de diminuer les profits communs que de diviser l'administration des patrimoines ? « Laisser à la femme l'administration des

(1) COLMET DE SANTERRE : t. VI, n° 252 bis. — LAURENT : XXIII, 590. — DE FOLLEVILLE : *Revue pratique*, t. 39, p. 222, n° 46.

(2) TESSIER : *op. cit.*, n° 81, p. 8 ; n° 84, p. 153.

paraphernaux, n'est pas une garantie pour elle ; au contraire, la confier au mari, c'est assurer l'unité de direction, qui seule peut procurer l'augmentation du fonds commun. L'intention des époux a donc été de réserver au mari cette administration (1). »

Cette solution a l'avantage d'être conforme aux textes : l'article 1581 renvoie aux articles 1498 et 1499 ; or, sous le régime de la communauté d'acquêts, le mari a l'administration et la jouissance de tous les biens de sa femme. Ces articles ne font aucune restriction, relativement aux biens paraphernaux et ne distinguent pas entre les différents biens propres de la femme. Pourquoi leur appliquer une solution différente ?

« Ainsi conçu, quoi de plus simple que ce régime, dit M. Basset ; le mari prend l'administration de tous les biens de la famille, pourvoit à tous les besoins et les économies se partagent. Il n'y a plus à se demander si telles dépenses seront supportées par telle ou telle masse de biens. Il n'y a plus à craindre que l'un des époux s'enrichisse aux dépens de l'autre (2). »

Qu'on ne vienne pas dire aux partisans de ce système qu'ils détruisent la paraphernalité et qu'ils violent ainsi les règles essentielles du régime dotal qu'ont entendu adopter les parties. Pour eux, les biens paraphernaux sont seulement ceux qui sont en dehors de la protection de la dotalité, ce sont en quel-

(1) MARCADÉ : sur article 1581, II (note).

(2) H. BASSET : *Rôle de la femme mariée dans la gestion des intérêts pécuniaires de l'association conjugale*, p. 116.

que sorte ceux du sort desquels les conjoints ne se sont pas préoccupés. Ils ajoutent que, du reste, ils ne modifient les principes de la paraphernalité que dans le cas exceptionnel où il y a société d'acquêts, et qu'ils ne leur portent aucune atteinte, relativement aux droits d'aliénation et de disposition ; la femme conserve toujours ces droits qu'elle n'a pas sur les biens dotaux.

Au mari, dit M. Mourlon, « appartient le droit de les administrer et d'en percevoir les revenus. On peut dire que ces biens sont dotaux en ce sens que le mari en a l'administration et la jouissance, et paraphernaux au point de vue des actions pétitoires, de l'inaliénabilité et de l'imprescriptibilité (1). »

Il ne faut donc pas dire que le système de MM. Colmet de Santerre et Laurent aille contre les règles essentielles du régime dotal, puisqu'il laisse toujours subsister la différence essentielle des biens dotaux et paraphernaux. En modifiant les règles sur l'administration des paraphernaux, on ne touche pas à un principe essentiel. Pour s'en convaincre, ne suffit-il pas de considérer les articles 1577 à 1580 ? On verra là combien le législateur s'attache peu à conserver les droits de la femme sur les paraphernaux.

Enfin, ajoutent les partisans du système, s'il est exact qu'il faille respecter les règles du régime dotal et ne donner à la société d'acquêts que son importance relative, il faut pourtant que celle-ci puisse fonction-

(1) MOURLON : sur l'article 1581.

ner normalement. Or, en est-il ainsi en dehors de notre système ? Alors que tous les revenus dotaux et ceux du mari tomberont dans la communauté, il va falloir admettre que la femme ne sera obligée d'y verser que ce qu'elle voudra. « Est-ce bien favoriser l'économie de la femme, dit encore M. Basset, que de lui dire : tu peux dépenser à ta guise tous tes revenus, mais si tu fais des économies, nous partagerons ce qui restera (1). » Trop souvent il arrivera que la femme dépensera tout, ou bien elle fera une bourse personnelle, mettant de côté ses économies, au lieu d'en faire profiter la communauté. Malgré cela, elle continuera à bénéficier, en qualité de femme commune, des revenus du mari et des revenus dotaux qu'elle avait abandonnés au mari. Le mari sera désarmé, en présence d'une telle situation : comment prouverait-il, en effet, que la femme a fait des économies ? Comment surtout la forcerait-il à en faire ?

On se trouve ainsi en présence d'une société bizarre, où l'un des associés ne met rien, s'il ne veut rien y mettre !

Ce sont toutes ces considérations qui font conclure à ces auteurs que la société d'acquêts, dans son adjonction au régime dotal, transporte de la femme au mari l'administration des paraphernaux.

Les paraphernaux, dit M. Laurent, « changent tout à fait de caractère sous ce régime ». La femme en conserve la propriété, c'est un principe commun aux

(1) BASSET : *op. cit.*, p. 116.

deux régimes que les époux ont alliés, mais en conserve-t-elle l'administration et la jouissance ?

« La jouissance, non, puisque les fruits des propres entrent dans la société » ; pour l'administration, on pourrait douter en présence de l'article 1576. A son avis, « la stipulation d'une société d'acquêts modifie en ce point le régime dotal », et le droit d'administration qu'a le mari est une *conséquence de la jouissance* qui lui appartient (1).

§ 2. — *Théorie de la jurisprudence et de la majorité des auteurs* (2).

Malgré la valeur et la justesse de la plupart des arguments de l'opinion que nous venons d'exposer, la jurisprudence et la grande majorité des auteurs repoussent ce système, en s'appuyant à leur tour sur des précédents historiques, sur les principes généraux du droit et sur l'intention présumée des époux. Nous avons déjà manifesté, à plusieurs reprises, nos préférences pour cette opinion, qui nous paraît plus conforme à la nature vraie du contrat de mariage qu'ont entendu adopter les époux.

Trois choses ont été, en somme, stipulées dans le contrat de mariage qui nous occupe : on a stipulé la dotalité de certains biens ; on a stipulé la parapher-

(1) LAURENT : *Principes de Droit civil*, XXIII, 591.

(2) AUBRY et RAU : v. § 541 *bis*. — TH. HUC : t. IX. — BAUDRY : t. III, 1935. — RODIÈRE et PONT : III, 2034 et s. — GUILLOUARD : IV, 2201 et s. — JOUITOU : n° 478 et s. — PIOLET : *op. cit.*, p. 179. — BELLOT DES MINIERES : n° 152, t. I.

nalité d'autres biens; enfin, on a établi une communauté des acquêts. Aucune de ces clauses ne peut certainement empêcher les autres ou l'une d'elles de coexister. Pourquoi donc vouloir chercher des influences modificatrices, où il n'est pas nécessaire d'en découvrir? Pourquoi vouloir, en dehors d'une déclaration formelle des époux, faire produire à la clause de société d'acquêts des effets « présumés »? Cette clause « laisse intacts les droits du mari en ce qui concerne l'administration des biens dotaux. Elle ne doit pas toucher davantage au droit que la loi donne à la femme d'administrer ses paraphernaux » (1).

Il est, du reste, assez facile de réfuter la plupart des arguments invoqués par l'école de MM. Laurent et Colmet de Santerre.

L'article 42 de la coutume de Bordeaux, qu'ils nous montrent comme un principe généralement admis, était loin d'avoir un champ d'application aussi vaste. Cette disposition était considérée, tout au contraire, comme une exception au droit commun. En dehors du pays où la coutume de Bordeaux était en vigueur, et dont le cercle était peu étendu, on admettait, dans les nombreux pays du ressort du Parlement de Bordeaux, que la femme, en stipulant une société d'acquêts, n'entendait pas renoncer au droit, que lui donnait le régime dotal, d'administrer ses paraphernaux (2).

L'intention des époux n'est pas telle qu'on nous

(1) JOUITOU : *op. cit.*, II, 663.

(2) TESSIER : *op. cit.*, n° 85.

l'a représentée. Il est faux que la clause de société d'acquêts suppose l'intention de transporter de la femme au mari l'administration des paraphernaux. Sans doute, la femme peut, par une clause spéciale, se dépouiller au profit du mari de son droit d'administration, l'article 1577 le permet implicitement, mais aucun texte ne permet de présumer un tel effet à la clause de société d'acquêts.

L'intention des époux nous paraît même ici totalement opposée à cette présomption. C'est, en effet, en faveur de la femme qu'est ordinairement stipulée la société d'acquêts, pour empêcher que le mari soit l'unique bénéficiaire des fruits dotaux. Il paraîtrait étrange que cette clause, qui a pour but précisément d'augmenter les droits de la femme, vienne au contraire les diminuer.

On nous dit que l'article 1581 renvoie aux articles 1498 et 1499. Mais où voit-on, dans ces articles, que le mari ait nécessairement l'administration et la jouissance de tous les biens de la femme ? L'article 1498 paraît supposer absolument le contraire, quand il parle des acquêts que la femme peut faire « séparément ». On ne peut guère entrevoir ce résultat si la femme n'a pas l'administration de certains biens.

On nous a enfin reproché par avance d'empêcher le fonctionnement normal de la société d'acquêts, sous prétexte de protéger les règles du régime dotal. Nous créons entre les deux associés une injuste inégalité : le mari verse tout, dit-on, à la société d'acquêts ; la femme rien, si elle veut.

Ce reproche d'inégalité dans la situation des deux

associés, est plus apparent que réel. Il ne résiste pas à un examen sérieux de la situation. Que verse, en effet, le mari à la société d'acquêts? Ce sont les économies qu'il a réalisées tant sur les revenus dotaux que sur ses revenus personnels, quand il a payé toutes les dépenses, tant celles du ménage que celles qu'il a pu faire dans son intérêt personnel ou pour son propre agrément!

Seigneur et maître de tous ses revenus, libre d'en faire l'emploi que bon lui semble, pourvu qu'il ne les capitalise pas, il est absolument dans la même situation que la femme; il ne verse, en définitive, que *ce qu'il n'a pas dépensé*. Il peut même très bien arriver, qu'alors que la femme versera de nombreuses économies dans l'actif commun, le mari ne contribue pour aucune part à enrichir la masse commune et dépense même ce que sa femme y aura apporté.

On ne peut donc prétendre sérieusement qu'il est dans une situation plus onéreuse que celle de la femme.

La femme, certainement, peut ne pas contribuer à constituer la masse commune. Mais peut-on l'obliger à faire des économies? Pourquoi l'y forcerait-on, alors que le mari est libre de tout dépenser! (1).

Nous concluons donc, avec la majorité de la doctrine, que l'article 1576 doit recevoir son application intégrale, au cas où les époux ont stipulé une société d'acquêts, car, en stipulant cette clause, la

(1) Th. Huc : *Code civil*, IX, n° 507.

femme n'a pas entendu renoncer à l'administration de ses paraphernaux. Il est « inadmissible », dit M. Huc, d'en décider autrement.

La jurisprudence a constamment soutenu cette opinion, maintenant ainsi les principes de la dotalité, alors que le régime dotal était stipulé comme contrat principal et la clause d'acquêts comme accessoire. Elle a ainsi décidé que la femme conservait l'administration de ses paraphernaux à charge, par elle, de tenir compte à la société d'acquêts des économies réalisées par elle sur leurs revenus (1).

Dans son arrêt du 15 juillet 1846 (2), la Cour Suprême pose, en principe, que, si la femme peut renoncer expressément à l'administration de ses paraphernaux, cette renonciation ne saurait résulter de la seule adoption d'une société d'acquêts jointe au régime dotal.

« Attendu, dit-elle, qu'aux termes de l'article 1576,
« la femme mariée sous le régime dotal a l'adminis-
« tration et la jouissance de ses biens paraphernaux ;
« qu'elle ne peut être privée de ce droit *que par une*
« *stipulation formelle du contrat de mariage* ou par le
« refus qu'elle ferait de l'exercer ; qu'on ne saurait
« voir une telle renonciation dans la clause par
« laquelle les époux ont formé entre eux une société
« réduite à leurs profits et épargnes ; que cette *conven-*
« *tion, purement accessoire, ne peut avoir pour effet*

(1) Agen, 30 mars 1845, et Cass., 15 juillet 1846, S., 46, 1, 489 ; D., 46, 1, 356.

(2) Arrêt précité.

« de soustraire l'association conjugale aux principes
« du régime dotal que les parties ont déclaré adopter,
« et de soumettre les biens paraphernaux, dont la
« clause ci-dessus marquée ne fait aucune mention,
« aux règles de la communauté légale qui attri-
« bue au mari l'administration des propres de la
« femme..... » (1).

Se basant sur ces considérations, la Cour a décidé, dans l'arrêt que nous venons de citer, que la femme, après avoir laissé au mari l'administration et la jouissance d'un bien paraphernal, — en la circonstance, une maison habitée par le mari, — peut obtenir, comme conséquence de l'administration qu'elle reprend de ses paraphernaux, que son mari soit contraint de quitter l'habitation.

Dans un autre arrêt du 14 novembre 1864, elle a jugé dans le même sens, que la femme a seule le droit de donner à bail ses biens paraphernaux, et que le bail qu'elle a consenti doit prévaloir sur celui qui serait consenti par son mari.

La Cour de cassation, dans ce même arrêt, a même décidé que la femme conservait l'administration de ses paraphernaux, quand bien même une clause du contrat de mariage déciderait que tous les revenus des biens paraphernaux devaient tomber dans la

(1) Dans le même sens : Agen, 17 novembre 1852, S., 52, 2, 591 ; D., 53, 2, 56. — Riom, 13 novembre 1860, et Cass., 14 novembre 1864, S., 65, 1, 31 ; D., 65, 1, 137. — Riom, 31 janvier 1866, S., 67, 2, 87 ; D., 66, 2, 219. — Cass., 17 novembre 1890, S., 91, 1, 275 ; D., 91, 1, 477. — Cass., 27 mars 1893, D., 93, 1, 311. — Cass., 9 février 1897, S., 1897, 1, 165.

société d'acquêts (1). C'est la conséquence logique des principes que nous avons admis.

On rencontre parfois, dans les contrats de mariage du genre dont nous nous occupons, une clause qui semble, à première vue, absolument inutile et sans autres effets que ceux qui se produiraient en son absence : *La femme se réserve par une clause expresse du contrat de mariage l'administration de ses paraphernaux !* — Quelle utilité peut-on trouver à cette disposition puisque, en vertu de l'article 1576, la femme est déjà investie de cette administration ? On la comprendrait dans le système de MM. Laurent et Colmet de Santerre, mais, n'est-elle pas un non-sens dans la théorie de la jurisprudence ?

La jurisprudence n'est pourtant pas de cet avis ; elle fait produire à cette clause des effets beaucoup plus étendus !

D'après un jugement du Tribunal de Bordeaux, cette clause aurait pour effet d'attribuer à la femme tous les revenus paraphernaux, et de la dispenser de verser à la société d'acquêts les économies qu'elle aurait réalisées. A deux reprises différentes, la Cour de cassation a confirmé cette manière de voir (2).

(1) M. TROPLONG (*Traité du contrat de mariage*, IV, n° 1864 et 1900) fait une distinction entre les « véritables paraphernaux » qui datent du contrat de mariage et les « paraphernaux adventifs ». Pour les premiers, il admet la solution de la jurisprudence, non pour les seconds. Cette distinction nous paraît purement arbitraire.

(2) Cass., 17 novembre 1890, S., 91, 1, 275. — Id., 9 février 1897, S., 97, 1, 165.

Cette solution ne nous paraît pas conforme à une juste interprétation du contrat de mariage et à l'intention des parties. Il nous semble que cette clause doit simplement être considérée comme une disposition inutile, car l'interpréter dans le sens de la jurisprudence, c'est lui faire dire tout autre chose que ce dont elle parle.

Quel serait, enfin, le résultat, au point de vue de la société d'acquêts, d'une disposition du contrat de mariage, par laquelle la femme donnerait au mari — ce qui est licite — l'administration de ses paraphernaux, ou bien d'un abandon tacite de cette administration. Il nous semble que cette clause aurait pour effet de faire tomber dans la société d'acquêts tous les revenus paraphernaux. La société d'acquêts ayant, en effet, à sa charge l'entretien de ces paraphernaux, n'est-il pas juste qu'elle bénéficie, en retour, de la part de revenus qu'aurait conservée la femme, si elle avait gardé l'administration de ses biens propres. Enfin, il nous semble que cette solution est conforme à l'esprit de la jurisprudence en matière de paraphernalité et de société d'acquêts. Il n'y a cependant aucun arrêt encore sur la question.

§ 3: — *Conséquences de la théorie de la jurisprudence. — Moyens d'action donnés au mari pour contraindre sa femme à verser ses économies à la société.*

Dans le système adopté par MM. Colmet de Santerre et Laurent, le mari ayant l'administration et la jouis-

sance des paraphernaux, cette question ne soulève pas de difficultés. Il n'en est pas de même dans la théorie de la jurisprudence, où la femme devant ses économies seules à la société, il faut déterminer les moyens de la contraindre à ce versement et d'en assurer l'efficacité. Il faut évidemment que le mari ait le droit et le pouvoir de réclamer ces économies. Mais, s'il faut que le mari puisse revendiquer efficacement ce qui est dû par la femme à la société, il faut, d'autre part, qu'il ne puisse pas se servir de ses pouvoirs au préjudice de la paraphernalité.

Comment donc concilier les intérêts de la paraphernalité avec ceux de la société d'acquêts ? Il est bien certain que toutes les acquisitions de la femme — sauf les cas de remploi — tombent dans la société. Tout ce qui a le caractère d'acquêts doit être géré par le mari. Si on laissait, en effet, à la femme l'administration des acquêts qu'elle fait, on scinderait l'administration de la société ; le mari n'en serait plus « le chef unique, tout en restant le chef légal » (1). Il résulte de là que, jusqu'à un certain point, « la femme doit rendre compte au mari de son administration, car elle reçoit des revenus qui, en définitive, appartiennent à la société d'acquêts » (2).

Mais, si elle est tenue de rendre compte au mari, dans une certaine mesure, il ne faut pas pousser trop loin les pouvoirs du mari, de crainte de frapper d'incapacité la femme paraphernale. On décidera ainsi

(1) BELLOT : *op. cit.*, I, 152.

(2) Ibid.

que, jusqu'à ce que le mari ait prouvé le caractère d'acquêt d'un bien acquis par la femme, ce bien restera paraphernal.

Le mari a une action, c'est certain, pour contraindre la femme au versement de ses économies, mais il peut se faire que celui-ci, n'usant pas de son droit, ne réclame jamais de règlement de comptes, et laisse sa femme dissiper les économies qu'elle devait verser à la société d'acquêts. Il est alors évidemment en faute. Il serait bien injuste de lui permettre ensuite de réclamer à la femme ce qu'il lui a, en quelque sorte, tacitement permis de dépenser, en lui laissant l'administration. Ce serait une ruine certaine pour la femme, quand cette situation aurait duré de longues années sans la moindre réclamation.

Il faut présumer que le mari a consenti à ce que la femme administrât cette partie des acquêts (1).

SECTION III

Droits et pouvoirs des époux sur le fonds commun.

Les règles à appliquer pour les questions qui intéressent l'administration du fonds commun et les pouvoirs des époux sur celle-ci, ne diffèrent pas de celles de la communauté d'acquêts. Le renvoi de l'article 1581 aux règles de la communauté d'acquêts produit ici son effet le plus étendu. Rien ne vient

(1) BELLOT, n° 374, t. I.

s'opposer à l'application intégrale des règles du droit commun.

Le mari est donc administrateur, seigneur et maître du fonds commun, dont il peut user et disposer à sa guise. La femme, au contraire, pour pouvoir engager la communauté, a besoin de l'autorisation de son mari ou de justice. Toutes les règles de la communauté d'acquêts trouvent ici leur application. Il est inutile d'insister sur les conséquences de ce principe.

Il nous semble, au contraire, opportun d'étudier ici une question pratique intéressante, qui se rattache indirectement aux pouvoirs des époux sur les acquêts, et qui a donné lieu à certaines difficultés.

Une femme s'est constitué en dot ses biens présents et à venir, avec stipulation de société d'acquêts; à la dissolution de l'association conjugale, la femme oppose aux créanciers la dotalité de sa part d'acquêts. En a-t-elle le droit? en d'autres termes, la clause de constitution de dot des biens présents et à venir a-t-elle une influence sur la part d'acquêts de la femme?

La Cour de cassation est d'avis que, malgré la constitution en dot des biens présents et à venir, la part de la femme dans la société d'acquêts n'est pas dotale et reste soumise aux règles de la communauté.

Cette solution ne nous paraît pas douteuse, au cas où la société d'acquêts se dissout par *la mort de l'un des conjoints* : si en effet, par le fait de son acceptation, la femme est réputée rétroactivement proprié-

taire des biens qui lui échoient, — ces biens ont été du moins acquis comme biens communs. Ils n'ont donc jamais été frappés du caractère de l'inaliénabilité dotale. Comment donc prendraient-ils ce caractère, à la dissolution de l'association conjugale, où la liquidation vient précisément mettre un terme à l'inaliénabilité de la dot?

Nous rencontrons plus de difficultés à résoudre la question, quand la société vient à se dissoudre par l'effet d'une *séparation de biens*. Il est bien certain qu'alors l'inaliénabilité dotale survit à la dissolution de la société. La femme, qui s'est constitué en dot tous les biens qu'elle recueillerait pendant le mariage par succession, donation, legs ou *autrement*, semble demander, avec raison, que sa part d'acquêts rentre dans cette compréhension et, par suite, qu'elle soit revêtue des caractères d'insaisissabilité et d'imprescriptibilité de la dot.

La Cour de Rouen, et à sa suite la Cour de cassation (1), ont cependant repoussé ces prétentions de la femme, et ont décidé qu'il n'était pas permis à la femme mariée sous le régime dotal avec société d'acquêts, de stipuler la dotalisation de sa part d'acquêts, au cas de dissolution de cette société au cours du mariage. *A fortiori*, ces arrêts décident-ils que la femme n'est pas recevable à faire résulter cette dotalisation du fait qu'elle s'est constitué en dot, non seulement tous ses biens présents, mais encore tous

(1) Rouen, 25 juin 1844, et Cass., D. P., 1847, 1, 295 à 297.

ceux qu'elle peut recueillir, pendant le mariage, par donation, succession, legs ou *autrement*.

Il apparaît bien, en effet, qu'une clause entraînant la dotalisation des acquêts serait « aussi peu utile
« pour la femme que bizarre et dangereuse pour les
« tiers : inutile, car les entraves du régime dotal pa-
« raissent n'avoir été introduites que dans l'intérêt
« de la femme et dans un esprit de méfiance contre
« le mari; or, l'effet de cette clause serait, tant que
« l'administration du mari existerait, de lui laisser
« la libre disposition des immeubles dépendant de la
« société d'acquêts...; bizarre et dangereuse pour les
« tiers, car, ce serait une sorte de dotalité intermit-
« tente, dépendant du caprice des époux qui, pou-
« vant faire cesser la séparation de biens, replace-
« rait ainsi presque à leur gré les immeubles sous le
« régime de la communauté ou sous le régime dotal
« au grand détriment des tiers... (1) ».

On arriverait ainsi à faire complètement échec aux principes de l'immutabilité des conventions matrimoniales.

Enfin, si nous nous reportons aux textes, nous verrons que « la notion de la dotalité est absolument inapplicable et doit être écartée (2) » en notre matière. L'article 1581 renvoie, en effet, aux règles ordinaires de la communauté, et en vertu de ces règles, les biens communs sont aliénables, prescriptibles et saisis-

(1) Arrêt précité (*Rapport de M. le conseiller Félix Faure*).

(2) DE FOLLEVILLE : *Étude sur la société d'acquêts jointe au régime dotal*, p. 53.

sables. La dotalité empièterait ici, sans nécessité, sur la communauté, or, il faut que les règles de cette dernière soient aussi bien respectées que celles de la dotalité, quand elles ne viennent pas se heurter à ses principes essentiels.

CHAPITRE IV

Influence de la clause de société d'acquêts à la dissolution de l'association conjugale.

Sous quelque régime que les époux aient fait leur contrat de mariage, la dissolution de l'association conjugale entraîne, à sa suite, un règlement de comptes plus ou moins compliqué. Il faut procéder au partage des biens communs et aux reprises, en d'autres termes, liquider l'actif commun, sous les régimes de communauté; il faut s'occuper de la restitution de la dot, sous les régimes exclusifs de communauté.

Quelle que soit l'hypothèse, il faut, de plus, procéder au règlement de certains droits spéciaux, qui naissent de la dissolution même de l'association conjugale. Avec les régimes varient aussi les règles qui doivent présider à ces liquidations. Sous notre régime mixte, nous allons donc rencontrer encore des principes différents qu'il va falloir concilier.

Trois principales questions vont ici se présenter. Il va falloir s'occuper : 1° de la liquidation de la communauté; 2° de la restitution de la dot; 3° du règlement de certains droits spéciaux que fait naître, au profit de la femme, la dissolution de l'association conjugale.

SECTION I

**Principes qui doivent présider à la liquidation
de la société d'acquêts.**

Nous ne saurions trouver dans les règles du régime dotal, contraire lui-même à toute idée de communauté, des principes qui nous permettent de liquider la société d'acquêts. La société d'acquêts ne vise, du reste, en aucune façon, la dot. On appliquera donc les règles de la communauté pour tout ce qui concerne l'acceptation et la renonciation de la femme, ainsi que pour les prélèvements et les récompenses qui peuvent être dus, soit aux époux, soit au fonds commun.

La femme ou ses héritiers pourront donc, en vertu de l'article 1453, accepter la communauté ou y renoncer.

L'application, à la société d'acquêts, des règles de la communauté, a suscité cependant des difficultés en diverses circonstances :

On s'est demandé, notamment, si *l'obligation d'inventaire*, imposée à l'époux survivant par l'article 1442, devait aussi lui être imposée au cas de société d'acquêts. Dans un arrêt du 18 novembre 1863 (1), la Cour de Caen a résolu la question par l'affirmative. Il n'y avait pas, en effet, de motifs pour écarter l'application de cette règle.

(1) Caen, 18 novembre 1863, S., 64, 2, 201.

Il est vrai que la même Cour, dans un autre arrêt du 24 novembre 1894, a paru abandonner cette manière de voir, en décidant que l'époux survivant conservait son droit, malgré le défaut d'inventaire. Mais, en examinant attentivement cette seconde espèce, il est facile de se rendre compte, que ce sont des circonstances de fait toutes spéciales qui ont inspiré cette dernière décision. Dans le cas qui était soumis à la Cour, les époux avaient, par une clause du contrat de mariage, réservé au survivant l'usufruit d'une partie des biens de la société d'acquêts. L'hypothèse ne retombait plus ainsi exactement dans le cas de l'article 1442.

Dans toutes les hypothèses, où la jurisprudence a eu à se prononcer sur des questions se rapportant aux suites de la dissolution et à la liquidation de la société d'acquêts, elle fait constamment application de ce principe, que les règles de la communauté doivent s'appliquer intégralement, toutes les fois qu'elles ne viennent pas se heurter à une règle essentielle du régime dotal.

C'est ainsi qu'elle fait encore application ici des règles des articles 1454 et suivants. Elle décide ainsi que, quand, après le décès de son mari, la femme dotale, qui n'a pas fait inventaire, s'immisce dans les affaires de la société d'acquêts, elle est tenue, même sur ses biens dotaux, au paiement de la moitié des dettes contractées par son mari, durant l'association conjugale (1).

(1) Caen, 25 juil. 1868 (*Recueil des arrêts Caen et Rouen*), 68, I, 160.

On ne peut soutenir ici qu'on viole la règle de l'insaisissabilité des biens dotaux, car avec la dissolution du mariage, prend fin aussi l'inaliénabilité dotale.

D'après un autre arrêt de la Cour de Caen, en date du 30 juillet 1874 (1), la femme qui accepte la société d'acquêts peut être poursuivie sur ses immeubles dotaux, à raison des récompenses dues à la société d'acquêts, par suite d'avances que celle-ci lui a consenties pour solder le prix d'un immeuble dotal acquis sur licitation, ou encore par suite de plus-value conférée, pendant le mariage, à l'immeuble dotal.

Il a été jugé (2), que la femme qui renonce à la société d'acquêts est débitrice, envers les représentants de son mari, de la moitié des sommes qu'il a prélevées sur l'actif commun pour doter un enfant commun.

Par l'effet de la renonciation, la femme est censée n'avoir eu jamais aucun droit sur les biens de la société d'acquêts. N'ayant donc pas contribué ainsi, pour sa part, à la dotation de l'enfant commun, elle est, en vertu de l'article 1438, débitrice de la moitié des sommes que le mari a données en dot, soit sur ses biens personnels, soit sur ceux de la société.

La société d'acquêts doit, à son tour, rendre compte à la succession de la femme du montant des valeurs dotales aliénées pendant le mariage, même, si le mari a abandonné à la femme l'administration de l'actif

(1) Caen, 30 juil. 1874 (*Recueil des arrêts Caen et Rouen*), 75, I, 208.

(2) Rouen, 22 nov. 1851 id. id. 52, II, 264.

commun (1). Réciproquement, le mari qui a amorti une rente qui grevait un fonds dotal, a le droit de répéter, même sur les biens dotaux, le capital de cette rente, surtout s'il est prouvé que l'amortissement s'est effectué au moyen d'emprunts (2). Autrement, la dotalité s'enrichirait aux dépens du mari.

Enfin, dans un arrêt du 22 octobre 1888, la Cour de cassation a jugé que, lorsque avec leurs deniers communs, les époux avaient acquis une rente viagère sur leurs deux têtes, reversible au cas du prédécès du mari, la femme qui, à partir de cette date, touchait les arrérages de la rente, devait verser au fonds commun une somme égale à la valeur de la rente au jour de la dissolution de la société d'acquêts, car, elle tirait profit personnel des biens communs qui en avaient fourni le prix (3).

Ainsi donc, il faut appliquer les règles de la communauté pour toutes les questions qui sont du domaine propre de la communauté, questions d'inventaire, d'acceptation et de répudiation, de l'exercice des reprises et prélèvements, des récompenses, du partage du fonds commun, etc., etc. (4).

(1) Paris, 20 juin 1894, *Pand. fr.*, 95, 2, 44.

(2) Caen, 22 mars 1838. — *Caen et Rouen*, 39, 390.

(3) Cass., 22 octobre 1888, S., 89, 1, 15.

(4) Cass., 16 janvier 1858, S., 58, 1, 9. — Montpellier, 19 novembre 1897, *Gazette du Palais*, 97, 27 avril 1898.

SECTION II

Garanties pour la restitution de la dot.

Si, pour tout ce qui concerne les acquêts, il faut, en principe, appliquer les règles de la communauté, il faut, au contraire, admettre que, pour tout ce qui concerne la restitution de la dot, on doit maintenir intacts tous les principes du régime dotal. Tous les auteurs sont d'accord pour décider que les articles 1564 et 1565 doivent intégralement s'appliquer (1).

On s'est souvent demandé si *l'hypothèque légale* de la femme dotale frappait la part d'acquêts du mari. Notamment, on s'est posé la question de savoir si la femme, qui avait conjointement avec son mari conféré une hypothèque sur un immeuble acquêt, primait ce créancier hypothécaire quand elle renonçait à la communauté.

La jurisprudence résout toutes ces questions, en posant comme principe fondamental que les règles de la dotalité et de la communauté doivent se combiner, mais non se détruire : chacune d'elles doit conserver son domaine propre.

Dans un arrêt du 17 novembre 1876 (2), la Cour de Dijon a déclaré que, quand la femme avait renoncé à la communauté, l'actif de la société, faisant partie des biens du mari et étant censé avoir toujours été sa

(1) BAUDRY : *op. cit.*, n° 1947. — GUILLOUARD : 2208. — PIOLET : 194-195.

(2) S., 77, 2, 261 et note.

propriété, doit supporter l'hypothèque légale de la femme.

La femme peut ainsi primer un créancier à qui elle aurait, conjointement avec son mari, conféré une hypothèque sur un immeuble acquêt. Décider le contraire, serait permettre à la femme de renoncer à son hypothèque légale. La femme étant aussi bien incapable de renoncer à son hypothèque sur le bien acquis en commun, que sur les biens propres du mari, elle ne pouvait le faire, ni directement, ni indirectement : son concours à l'acte ne peut donc lui être opposé comme fin de non-recevoir (1).

Si, au contraire, la femme a *accepté* la communauté, la jurisprudence est d'avis qu'elle a ainsi confirmé, par cette acceptation, ses propres actes de femme commune et ceux de son mari.

En vertu de l'adage : *Nemini res sua servit* (1), il est, d'abord, certain que l'immeuble acquêt tombant dans sa part, ne sera pas frappé de l'hypothèque légale. Mais, en est-il de même de la part du mari ? Cette part sera-t-elle grevée de l'hypothèque ou bien l'acceptation de la femme aura-t-elle eu, au contraire, pour effet d'opérer une renonciation aux droits réels qui garantissent sa dot !

Il n'est pas douteux, si on se reporte aux principes généraux qui régissent la matière, que la part d'acquêts du mari est grevée de l'hypothèque légale de la femme dotale. Les biens qui composent la part du

(1) Angers, 10 août 1839, S., 40, 1, 130. — Cass., 16 novembre 1847, S., 48, 1, 25.

mari sont, en effet, censés lui avoir toujours appartenu. Il n'y a pas de différence à établir entre cette catégorie et ses biens propres.

Des difficultés naissent, au contraire, si on suppose que certains immeubles de la société d'acquêts ont été aliénés pendant la durée du mariage. Il y a alors, ici, à prendre en considération les intérêts des tiers acquéreurs. Il y a, d'autre part, les règles de la communauté à sauvegarder; les époux ont, en effet, entendu, en stipulant les clauses de leur contrat de mariage, qu'elles seraient appliquées à tous leurs acquêts. Quels intérêts vont ici l'emporter ?

Par son acceptation, la femme a ratifié l'administration de son mari, et par conséquent l'aliénation de l'immeuble acquis; or, cette ratification serait certainement incomplète, si la femme pouvait évincer un acquéreur et faire valoir sur l'immeuble en question des droits préférables à ceux de celui-ci.

Il y a ici un intérêt, en quelque sorte supérieur, à ce que les principes de la dotalité cèdent la place à ceux de la communauté. C'est ce que pense une jurisprudence constante :

D'après les nombreux arrêts rendus en cette matière, l'acceptation de la femme éteint l'hypothèque de la femme sur les *biens acquêts aliénés*. Elle ne subsiste sur ces biens que quand la femme a renoncé à la communauté et est ainsi devenue totalement étrangère aux actes de celle-ci (1).

(1) Bordeaux, 6 décembre 1858, S., 59, 2, 225, et 26 juin 1870, S., 70, 2, 326. — Paris, 6 juin 1882, S., 85, 2, 116.

La Cour de Bordeaux, dans les deux arrêts que nous citons (1), a mis en lumière ces principes d'une façon remarquable : elle montre que la femme, mariée sous le régime dotal avec société d'acquêts, ne peut rechercher, en vertu de son hypothèque légale, les tiers détenteurs des acquêts immobiliers aliénés par le mari, parce qu'au moyen de son acceptation, elle a ratifié ces aliénations et se les est appropriées, que ces aliénations ont été faites dans le droit incontestable du mari, « seigneur et maître de la communauté », qu'elle ne peut attaquer comme femme dotale des actes auxquels elle doit garantie comme femme commune, à moins que ces actes n'aient été faits en violation des principes de l'inaliénabilité dotale, ce qui n'est pas le cas ici.

Beaucoup d'auteurs soutiennent, qu'au cas d'acceptation de la femme, son concours à l'aliénation d'un immeuble acquêt, faite par le mari durant le mariage, ne la rend pas irrecevable à invoquer son hypothèque légale de femme dotale à la dissolution, car elle n'a pu renoncer, *constante matrimonio*, expressément ou tacitement à l'hypothèque qui garantit ses reprises dotales. Il faudrait, selon ces auteurs, pour lui refuser ce droit, que les clauses du contrat de mariage prouvent l'intention de la femme dotale de renoncer à ce privilège de la dotalité (1).

Nous répondrons à cette opinion, que précisément cette intention de la femme résulte de l'adoption de la société d'acquêts. Prétendre le contraire, serait

(1) GUILLOUARD : 2209. — AUBRY et RAU : § 541 *bis*.

enlever tout crédit à la société d'acquêts, avec qui personne n'oserait plus traiter, de crainte de voir un jour la femme invoquer son hypothèque légale.

Ainsi donc, tout ce qui intéresse la communauté est réglé par les règles de la communauté, et pareillement toutes les questions relatives à la dot sont résolues, à la dissolution de l'association conjugale, d'après les principes du régime dotal. Il n'y a, là, rien que de très naturel; chacun des deux régimes juxtaposés doit en effet continuer à suivre ses règles propres, toutes les fois qu'aucun principe essentiel ne vient y mettre obstacle.

SECTION III

Influence de la société d'acquêts sur le règlement de certains droits particuliers qui naissent à la dissolution du mariage.

En dehors des questions de liquidation de la communauté, de restitution de la dot et de l'exercice des garanties qui y sont attachées, la dissolution du mariage nécessite certains règlements de comptes, relatifs aux fruits de la dernière année et aux droits de survie qui sont accordés à la femme. Ces différentes questions étant réglées sous le régime de communauté, d'une autre façon que sous le régime dotal, nous nous trouvons, à nouveau, en présence d'un conflit qu'il est nécessaire de régler. Les droits de survie de la femme et les intérêts de la dernière

année vont-ils être modifiés, ou au contraire restés soumis aux règles du régime dotal ? Les avis sont, sur ce point, partagés.

§ 1^{er}. — *Partage des fruits de la dernière année.*

D'après la jurisprudence, l'article 585, qui sert de règle pour le partage des fruits de la dernière année sous la communauté légale, devrait être appliqué ici et non pas l'article 1571, qui est spécial au régime dotal.

Il s'agit, en effet, du règlement des fruits entre la société d'acquêts et la femme ou ses héritiers, opération nécessaire pour déterminer l'actif de la société d'acquêts. La femme, par suite, aurait droit à tous les fruits existant sur ses immeubles dotaux à la dissolution du mariage (art. 585), et non pas seulement à une part proportionnelle à la durée du mariage pendant la dernière année (art. 1571); mais elle devrait indemnité à la masse commune pour les frais de labours et les semences (1).

Avec la majorité des auteurs, nous croyons qu'une distinction devrait ici s'imposer : étant donné que les régimes dotal et de communauté sont ici juxtaposés, l'article 585 devrait être appliqué, quand il s'agit des fruits dont la société d'acquêts avait la jouissance, puisque nous sommes alors en matière de communauté. Mais il nous semble qu'il faudrait en décider autrement, « quand il s'agit de biens dotaux dont le

(1) Rouen, 3 mars 1853, D., 55, 2, 344; en ce sens, GUILLOUARD.

mari et non la société d'acquêts avait la jouissance, cette société n'ayant droit qu'aux économies réalisées (1) ». Il n'y a plus de motifs pour ne pas appliquer alors l'article 1571, puisqu'il s'agit d'un règlement de comptes entre le mari et la femme dotale, règlement auquel la communauté est totalement étrangère.

Si cependant des fruits dotaux ont été perçus, comme ils se confondent dans les mains du mari avec les autres revenus qui entrent dans la société d'acquêts, il faudrait décider que ces fruits doivent être régis par les mêmes règles que ceux dont cette société a la jouissance.

§ 2. — *Droits de survie.*

La question du partage des fruits de la dernière année se pose, quelle que soit la cause de la dissolution du mariage. Les hypothèses que nous allons envisager ne se présentent, au contraire, qu'au cas de dissolution de l'association conjugale par la mort du mari.

Les articles 1465 et 1495, alinéa 2, d'une part, et l'article 1570, d'autre part, règlent d'une manière différente les droits de survie de la femme mariée, selon qu'elle est placée sous le régime de communauté ou sous le régime dotal.

Allons-nous ici considérer la femme comme commune ou, au contraire, faut-il lui appliquer les règles de la dotalité ? Si on applique les principes de la

(1) BAUDRY : 1949.

communauté, la femme a droit, pendant les délais réglementaires de « trois mois et quarante jours pour faire inventaire et délibérer », à vivre sur la masse commune, en réglant ses dépenses selon sa condition, et la communauté lui doit l'habitation pendant les mêmes délais (art. 1465).

Si, au contraire, on applique les principes du régime dotal, on devra décider que, pendant un an elle aura droit aux intérêts de la dot, ou qu'elle pourra se faire fournir les aliments par la succession du mari, et que, dans ces deux cas, cette succession devra aussi lui procurer l'habitation et les habits de deuil (art. 1570).

C'est cette première opinion qu'adopte un premier système d'une façon absolue, quand — ce que nous avons toujours supposé — le régime dotal est le régime principal du contrat de mariage. Cette doctrine est d'avis, que la clause de société d'acquêts est sans aucune influence sur les droits de survie. Elle considère l'article 1570 comme établissant des droits spéciaux à la femme dotale, sur lesquels l'acceptation ou la renonciation à la communauté ne sauraient avoir aucun effet.

Un autre système, défendu par MM. Rodière et Pont, soutient que « la femme, durant les délais pour faire inventaire et délibérer, jouit des droits d'aliments et d'habitation accordés, par l'article 1465 du Code civil, à toute veuve, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce (1) ».

(1) RODIÈRE et PONT : III, 2038.

Si elle renonce à la communauté, ces auteurs soutiennent qu'elle peut continuer, en vertu de l'article 1570, à jouir, pendant l'an de deuil, des aliments et de l'habitation sur la succession de son mari, droit qu'elle a, en réalité, exercé depuis le premier jour de son veuvage.

Ils décident, en conséquence, que, dans le cas d'acceptation de la femme, ces mêmes droits restent régis par les principes des articles 1465 et 1495, alinéa 2.

Dans les deux systèmes, on est, en somme, d'accord pour faire toujours prévaloir les principes du régime dotal (art. 1570), quand la femme a renoncé. Les auteurs ne se séparent qu'au cas où la femme a accepté la communauté. Les uns conservent alors les règles dotales, les autres soutiennent qu'il faut appliquer les règles de la communauté.

Il nous semble qu'il serait plus juste d'adopter une troisième opinion, en s'inspirant des circonstances pratiques. Tout dépend en effet, ici, du point de savoir sur quelles ressources vivait le ménage ; c'est sur ces ressources que la femme doit prendre ses droits de survie ; si la dot était considérable, si le ménage était largement alimenté par ses revenus, la femme invoquera l'article 1570. Si, au contraire, les époux vivaient sur les revenus de la société d'acquêts, ordinairement alimentée principalement alors par les revenus et l'industrie du mari, il faudra appliquer l'article 1465.

Nous nous demandions, aux débuts de cette seconde partie, comment deux régimes, aussi différents que le régime dotal et la communauté, pouvaient se juxtaposer et fonctionner à la fois, sans que l'un soit absorbé par l'autre et sans qu'aucun de leurs avantages respectifs soit supprimé. L'étude que nous avons faite de l'évolution historique de ce régime mixte, et de son développement, chaque jour croissant, l'analyse de son fonctionnement et de sa nature exacte d'après les textes et la jurisprudence, nous montrent désormais sa vitalité. C'était le but de notre seconde partie. Il nous reste à dégager les conclusions qui découlent de l'ensemble de notre étude.

CONCLUSION

La première constatation qui se dégage de l'ensemble de cette étude, c'est que ces deux régimes, en apparence si opposés, la communauté et la dotalité, peuvent, sans difficultés, s'unir l'un à l'autre et conserver, dans leur union, toutes les qualités qui sont propres à chacun d'eux, tout en atténuant et supprimant presque, leurs défauts et inconvénients réciproques.

Leur union crée, en quelque sorte, un véritable régime, excellent dans les principes qui en sont la base, en même temps qu'avantageux en pratique, pour les époux, leur famille et les tiers.

Ce régime mixte prend à la dotalité le principe des garanties dotales, nécessaire pour qui veut se conserver une réserve sûre et intangible. A la séparation il prend la paraphernalité qui assure l'indépendance de la femme, en même temps qu'elle lui permet de ne pas immobiliser toute sa fortune. Enfin, il emprunte à la communauté cette union d'intérêts, qui contribue souvent à l'harmonie du ménage et resserre les liens conjugaux.

Nulle part, nous n'avons trouvé tant d'avantages réunis. Aussi, est-on presque surpris de constater que ce régime n'ait encore pu supplanter, dans la

pratique, la communauté d'acquêts qui est pourtant loin d'offrir aux conjoints autant d'avantages.

Notre régime ne donne-t-il pas satisfaction à tous ? Aux partisans de la séparation, il offre l'indépendance des patrimoines ; aux protecteurs de la dot, il accorde l'inaliénabilité ; enfin, ne procure-t-il pas autant d'avantages que la communauté, réduite aux acquêts, en présente, aux défenseurs de la communauté ?

Deux choses, croyons-nous, retardent, dans ses progrès et dans son expansion, le régime dotal combiné avec la société d'acquêts, d'abord, une sorte de routine, dont les notaires, rédacteurs des contrats de mariage, se font en quelque sorte les complices. Ensuite, il ne faut pas nier que beaucoup de personnes conservent encore, contre le régime dotal, une prévention irraisonnée. Ces causes ne sauraient être que passagères et il viendra certainement un temps, où notre régime se généralisera et, par la force même des choses, se substituera à ceux actuellement en vigueur.

Il convient, en effet, à merveille, à notre époque et aux mœurs actuelles.

Par le maintien de l'indépendance réciproque des patrimoines, que les futurs conjoints apportent en mariage, il tient compte de la fragilité actuelle des liens matrimoniaux que peut rompre, un beau jour, le divorce ou la séparation.

Il ne mérite plus les reproches, qu'on adressait au régime dotal, d'immobiliser des fortunes à une époque où il faut que chacun soit libre de hasarder ses capitaux, pour augmenter sa fortune et favoriser l'essor industriel et commercial qui se manifeste partout :

En effet, surtout avec le régime dotal stipulé en

valeur, et il est facile de le stipuler ainsi, la dot n'est plus immobilisée. Avec la paraphernalité, si elle est bien proportionnée au quantum de la fortune de la femme, et il sera toujours possible d'établir une juste proportion, on aura, d'une part, une portion de la fortune de la femme qui sera non plus immobilisée, mais simplement garantie contre toutes les éventualités fâcheuses qui pourront se produire ; d'autre part, la femme aura sa fortune paraphernale, qu'elle pourra risquer dans les entreprises les plus aventureuses, faire fructifier comme bon lui semblera. Elle sera d'autant plus disposée à donner ce rôle actif à sa fortune paraphernale qu'elle saura que, si elle la perd, il lui restera toujours la partie de sa fortune qui a été dotalisée.

Enfin la société d'acquêts, associant les époux, pendant la durée de leur mariage, à tout ce qu'ils peuvent réciproquement acquérir, à leurs chances comme à leurs pertes, à leurs travaux et à leurs profits, consolide d'une façon puissante l'union des personnes. C'est l'avantage commun que possède notre régime avec la communauté réduite aux acquêts. Il n'est nullement amoindri dans ses conséquences par les règles dotales.

Ainsi, dans l'état actuel des choses, le régime de la société d'acquêts, combiné avec le régime dotal, nous semble être celui qui offre aux futurs conjoints le plus de garanties, quand ils veulent rédiger leur contrat de mariage.

Nous irons même plus loin. Nous avons montré, au commencement de notre étude, les défauts de notre régime légal, et nous avons dit quels étaient les institutions qu'on cherchait à implanter à sa place.

Il nous semble, précisément, qu'entre les deux régimes qui sont proposés comme régimes légaux, la société d'acquêts jointe au régime dotal fournirait un moyen terme, capable de concilier les deux opinions opposées, soutenant, l'une la communauté des acquêts, et l'autre, la séparation pure et simple.

Qu'on ne vienne pas dire que le régime dotal ne convient pas comme régime populaire, que c'est un régime qui ne convient qu'à la classe riche et aux grosses fortunes. Cette observation, qui a pu être fondée dans un temps, où le régime dotal n'avait rien de commun avec le régime dotal moderne, est aujourd'hui complètement fausse.

Sans doute, en pratique et dans certaines régions, ce sont surtout et presque exclusivement les gens riches qui adoptent ce régime. Il n'en est pas moins vrai, cependant, que, dans sa forme moderne, le régime dotal convient aux situations les plus variées. Plus qu'à toute autre catégorie d'individus conviendrait-il, sous certaines modifications, à la classe des gens peu aisés dont les intérêts ont souvent d'autant plus besoin de protection qu'ils sont moindres.

Pour adapter et approprier le régime dotal à ces nouveaux intérêts, il conviendrait, nous ne nous le dissimulons pas, de faire subir aux règles actuelles de la dotalité un certain nombre de modifications. Ce que nous voudrions voir introduire dans notre législation matrimoniale, c'est un principe de dotalité restreinte, protégeant la dot apportée en mariage, si petite soit-elle, et quelle qu'en soit la nature. Nous voudrions, en même temps, maintenir les heureux effets qu'engendre, pour les époux et leur famille, l'association des intérêts. C'est dans cette voie, nous

semble-t-il, qu'il faut chercher un meilleur régime légal.

Plusieurs législations paraissent du reste appliquer ces principes, sous des formes plus ou moins variées : comme type de l'application du principe de la dotalité au régime légal, nous rencontrons l'institution du *Homestead* américain, qui présente de sérieux avantages, en établissant l'insaisissabilité d'une certaine partie de la fortune de ceux qui déclarent traiter sous les garanties de cette institution. Les époux trouvent certainement, dans ce système de protection, de sérieux avantages. Une institution analogue, il y a tout lieu de le croire, serait certainement bien accueillie chez nous. Elle correspondrait parfaitement aux désirs et aux inquiétudes des futurs époux. Nous croyons que la combinaison du régime dotal avec la société d'acquêts réaliserait admirablement cette réforme.

VU :

J. HÉMARD.

VU :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 12 novembre 1906.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

LISTE DES PRINCIPAUX OUVRAGES

CONSULTÉS OU CITÉS AU COURS DE CETTE ÉTUDE

- AFTALION (A.). — *La femme mariée, ses droits et ses intérêts*, Paris, 1902.
- AUBRY et RAU. — *Droit civil*, tome V.
- BASSET (H.). — *La femme et la gestion des intérêts pécuniaires du ménage*.
- BAUDRY-LACANTINERIE, LE COURTOIS et DE SURVILLE. — *Contrats de mariage*, t. II et III.
- BRIDEL (L.). — *Le droit des femmes et le mariage*, Paris, 1893.
- BELLOT DES MINIÈRES. — *La société d'acquêts et le régime dotal*, Paris, 1843.
- CAUWÈS (Paul). — *Protection des intérêts économiques de la femme mariée*.
- COLMET DE SANTERRE. — *Traité de Droit civil*, t. VI.
- DALLOZ. — *Recueil périodique de jurisprudence*.
- DEMOLOMBE. — *Droit civil*.
- DÉPINAY (J.). — *Le régime dotal*, Paris, 1902.
- EYQUEM (A.). — *Le régime dotal, son évolution et ses transformations*, Paris, 1903.
- FENET. — *Travaux préparatoires du Code civil*.
- FOLLEVILLE (DE). — *Traité des intérêts pécuniaires du ménage*.
— — *Régime dotal et société d'acquêts*.
- FUZIER-HERMAN et CARPENTIER. — *Répertoire général*.
- GAZETTE DU PALAIS. — *Recueil de jurisprudence et de législation*.
- GRASSERIE (DE LA) Raoul. — *Réforme du régime matrimonial*, Paris, 1902.
— — *Mémoire sur le régime dotal, ses avantages et ses inconvénients*, Paris, 1892.
- GUILLOUARD. — *Traité du contrat de mariage* (3^e édition), Paris, 1895.
- HUC. — *Commentaire du Code civil*.

- JOUITOU. — *Le régime dotal sous le Code civil*, Paris, 1888.
- LAURENT. — *Cours de Droit civil*.
- LE PLAY. — *La réforme sociale en France*, t. I, Paris, 1887.
- MARCADÉ. — *Éléments de Droit civil*.
- PANDECTES FRANÇAISES. — *Recueil de jurisprudence et de législation*.
- PIOLET (Ch.). — *Étude de la communauté réduite aux acquêts et de la société d'acquêts*.
- PLANIOL. — *Cours de Droit civil*, t. III.
Réforme sociale.
Revue critique de législation et de jurisprudence.
Revue pratique du Droit français.
Revue trimestrielle du Droit.
- SIREY. — *Recueil de jurisprudence*.
- STOCQUART (E.). — *Aperçu de l'évolution du mariage*, Paris, 1905.
- TESSIER (H.). — (Édition de Loynes). *Régime dotal et société d'acquêts*, Paris, 1881.
- TROPLONG. — *Commentaire sur le contrat de mariage*, Paris, 1851.
- TURGEON (Ch.). — *Le féminisme français*, Paris, 1899.
- VIOLLET. — *Histoire du Droit civil français*, Paris, 1893.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Essai sur la valeur du régime dotal.

CHAPITRE I ^{er} . — Critique des différents régimes, abstraction faite du régime dotal.....	11
SECTION I. — Considérations générales.....	11
— II. — Critique de la communauté légale.....	14
— III. — Critique de la communauté réduite aux acquêts	20
— IV. — Critique des autres régimes	25
CHAPITRE II. — Appréciation du régime dotal.....	31
SECTION I. — Son état actuel.....	31
§ 1 ^{er} . — Déchéance actuelle; ses causes	31
§ 2. — Ses avantages.....	36
SECTION II. — Moyens de remédier aux inconvénients.	40
§ 1 ^{er} . — Moyens de remédier à l'impossibilité actuelle de la circulation du bien dotal.	40
§ 2. — Impossibilité d'employer la dot au commerce ou à l'industrie. — La combinaison de la dotalité et de la paraphernalité	46
§ 3. — Moyens de remédier aux dangers que fait courir aux tiers le régime dotal	50
§ 4. — De l'inégalité de situation entre la femme et le mari, créée par ce régime	53
CHAPITRE III. — Vitalité actuelle de la dotalité.....	59
SECTION I. — Abandon fictif de la dotalité	59
— II. — Des clauses de dotalité en dehors du régime dotal.....	62

§ 1. — Clauses de dotalité sous le régime de communauté	62
§ 2. — Clauses de dotalité sous les autres régimes.	67
SECTION III. — Inconvénients des clauses de dotalité en dehors du régime dotal.....	69

DEUXIÈME PARTIE

Des conséquences juridiques de la combinaison du régime dotal avec la société d'acquêts.

PRÉLIMINAIRES.....	75
CHAPITRE I. — Origines et historique de la société d'acquêts. — Son caractère dans son adjonction au régime dotal	77
SECTION I. — Origines.....	78
— II. — La société d'acquêts sous le Code civil ..	83
— III. — Nature et caractères.....	87
§ 1 ^{er} . — Nature actuelle de cette clause	87
§ 2. — Ses avantages. — Inconvénients qu'elle fait disparaître	92
CHAPITRE II. — Comment se constitue le fonds commun. — Biens qui le composent.....	97
SECTION I. — Actif de la société	98
§ 1 ^{er} . — Produits du travail et de l'industrie des époux sous le régime dotal avec société d'acquêts	99
§ 2. — Influence de la société d'acquêts sur les revenus des différents biens.....	111
§ 3. — Influence de la société d'acquêts sur les acquisitions à titre onéreux, faites par les époux au cours de l'association conjugale.....	119
§ 4. — Portée de l'article 1499	133
SECTION II. — Passif de la société. — Ses charges.....	134
§ 1 ^{er} . — Dettes et charges définitivement à la charge de la société	135
§ 2. — De l'obligation aux dettes	138
§ 3. — Charges du ménage	140

CHAPITRE III. — Influence de la société d'acquêts sur les pouvoirs des époux et l'administration de leurs biens.....	145
SECTION I. — Situation des époux vis-à-vis des biens dotaux	146
— II. — Situation des époux vis-à-vis des biens paraphernaux	149
§ 1 ^{er} . — Théorie de Laurent et Colmet de Santerre	150
§ 2. — Théorie de la jurisprudence	154
§ 3. — Conséquences de l'adoption de la théorie de la jurisprudence.....	161
SECTION III. — Droits et pouvoirs des époux sur le fonds commun	163
CHAPITRE IV. — Influence de la clause de société d'acquêts à la dissolution de l'association conju- gale.....	169
SECTION I. — Principes qui doivent présider à la liqui- dation de la société.....	170
— II. — Des garanties pour la restitution de la dot	174
— III. — Influence de la société d'acquêts sur le règlement de certains droits qui nais- sent à la dissolution.....	178
§ 1 ^{er} . — Partage des fruits de la dernière année ...	179
§ 2. — Droits de survie	180
CONCLUSION	185
Liste des principaux ouvrages consultés ou cités au cours de cette étude	191
Table des matières	193

